

ÉDUCATION

FAMILLE-ÉCOLE
dossier spécial

Montréal, vendredi 16 août 1991

À quand un véritable partenariat famille-école?

Les parents doivent entreprendre l'éducation de l'école

Jeanne Morazain

DÉCEMBRE 1987. Le gouvernement québécois adopte un Énoncé de politique familiale. Il espère enrayer la chute de la natalité en clamant bien haut l'importance de la famille, lui apportant un soutien économique direct, en adaptant ses services, politiques et programmes aux nouvelles réalités familiales. Suivent la création du Conseil de la famille et du Secrétariat à la famille. Au cours de cette même année 1988, le secteur scolaire y va d'une pièce maîtresse, l'adoption de la nouvelle Loi sur l'instruction publique (loi 107) qui élargit le rôle des parents dans l'école et à la commission scolaire.

Le Secrétariat à la famille prépare un premier plan d'action pour les années 1989-1991. Tous les secteurs d'activité où les familles sont présentes, du marché du travail aux services sociaux en passant par le droit, les finances, les médias, le logement, les loisirs, les services de garde, ont leur chapitre. Le monde de l'éducation se fixe des objectifs, définit des projets. Ce plan vit ses derniers mois. L'heure des bilans et des réalignements a sonné.

La loi 107 donne aux parents des outils afin qu'ils participent davantage à la gestion et à la vie courante des écoles. Encore faut-il qu'ils sachent s'en servir! Le programme de l'éducation des adultes destiné aux membres des conseils d'orientation et des comités d'école et de parents a été mis à jour pour tenir compte des changements législatifs. Le nouveau guide de formation sera prêt cet automne, soit trois ans après l'entrée en vigueur de la loi.

Les parents veulent de la formation sur les rôles parentaux et les méthodes d'éducation en fonction de l'âge de leur enfant. Pour répondre à cette forte demande, le MEQ se proposait d'évaluer l'offre de cours et de matériel de l'éducation aux adultes et de prévoir les révisions et additions nécessaires. On en est toujours, semble-t-il, à l'étape des préliminaires.

Le ministère de l'Éducation a par contre produit, en plusieurs versions

linguistiques, des dépliants à l'intention des parents des communautés autochtones et culturelles dans le but de les aider à comprendre le cheminement de leurs enfants dans le système scolaire québécois.

Redonner une place centrale à la famille et à ses multiples visages suppose qu'on y réfère au cours des activités d'apprentissage. Un recueil d'activités, en lien avec certaines épisodes de la série télévisuelle *À plein temps*, est maintenant à la disposition des enseignants pour la classe de français (2e cycle du primaire et secondaire). L'utilisent-ils? Seule votre école le sait.

La vie de l'école se ressent des problèmes sociaux et des conflits familiaux. Les enseignants doivent composer avec ces situations. Ils sont bien placés pour faire de l'information et de la prévention. Le plan d'action 1989-1991 s'attaquait à la violence en milieu familial. Des sessions de perfectionnement portant sur le dépistage et la référence des enfants victimes d'abus sont maintenant disponibles pour les enseignants. La Télé-Université avait été invitée à élaborer un cours sur l'éducation à la vie familiale et aux nouvelles réalités familiales destiné aux intervenants sociaux et éducatifs. Faute de budget, ce projet n'a pas encore décollé.

Ce bilan apparaîtrait bien mince s'il n'y avait eu les colloques régionaux dont il est question plus bas. Yvon Rodrigue, du MEQ, fait une évaluation plus positive du Plan d'action 1989-1991 dans le secteur de l'éducation. « Il faut situer les résultats par rapport aux objectifs à savoir informer les parents, leur donner accès à de la formation, sensibiliser et former le milieu scolaire, traduire les réalités de la famille d'aujourd'hui dans les activités de l'école. Cette étape de sensibilisation et d'information était nécessaire. Depuis sa création, le ministère de l'Éducation a peut-être oublié trop souvent que la famille est le premier agent d'éducation. Les parents, à tort ou à raison, se sont sentis exclus, incompetents. L'école s'est posée ou a été perçue comme la seule compétence en matière d'éducation. Cela a contribué à la démission des parents qui

a été, par ailleurs, encouragée par la complexité grandissante de la tâche éducative. L'école doit maintenant se rapprocher de la famille et les parents du vécu de l'école. Les deux ont besoin l'un de l'autre. Les enseignants ont besoin de se sentir appuyés par les parents, les parents ont besoin du soutien du milieu scolaire. Il faut qu'ils deviennent partenaires. Ce n'est pas acquis. Pour certains, il n'est pas dans le mandat de l'école de s'occuper de la question de la famille en tant que famille. De plus, il y a le problème du temps et des ressources, lesquels, comme on le sait, ne sont pas illimités. »

Trois-Rivières, Rimouski, Hull, Québec, le Saguenay-Lac-St-Jean, l'Estrie, la Côte-Nord ont tous tenu, depuis deux ans, des journées de discussion sur le thème famille-école. L'Abitibi aura la sienne cet automne. La grande région métropolitaine de Montréal cherche la formule la plus appropriée d'échanger sur le même thème. L'organisation de tels colloques figurait au Plan d'action 1989-1991 du MEQ. Les parents en ont profité pour exprimer leurs frustrations, leurs attentes et leurs désirs.

À quelque 600 kilomètres de distance, les Actes des colloques de l'Estrie et du Bas-St-Laurent-Gaspésie se font écho. « Les exigences de l'école doivent être claires (...) et assorties des moyens qui peuvent aider les parents dans leur fonction de soutien » notamment par rapport aux travaux scolaires. (Bas-St-Laurent-Gaspésie). « Que l'on mette en place l'aide aux parents pour leur enseigner à soutenir leurs enfants et à les conseiller sur les habitudes favorisant l'apprentissage. » (Estrie) Les parents de l'Estrie proposent encore la valorisation du modèle « parent pédagogique » et insistent sur la nécessité de rejoindre les deux parents, ce qui implique des efforts particuliers pour susciter la « participation du père ».

Les commissions scolaires sont invitées à « changer l'organisation des écoles. L'horaire, le dîner, le temps d'étude et le transport scolaire, notamment, doivent se modeler sur le mode de vie familial: » « à diminuer les ratios professeurs-élèves; » « à

Voir page C-2 : Partenariat



L'école doit se rapprocher de la famille et les parents du vécu de l'école. Les deux ont besoin l'un de l'autre. Les enseignants ont besoin de se sentir appuyés par les parents et les parents ont besoin du soutien du milieu scolaire.

Le nouveau portrait de famille Des impacts considérables sur la vie scolaire

Jeanne Morazain

LE PORTRAIT de la famille québécoise actuelle ne ressemble guère à celui de naguère. En 1970, 90 % des personnes se mariaient. Elles ne sont plus que 50 % à le faire. Il y a 30 ans, le Québec avait un taux de fécondité de 3,8, soit l'un des plus élevés de tout l'Occident. Ce taux a depuis chuté et est aujourd'hui l'un des plus bas. On l'estimait à 1,6 en 1990. Les familles se défont et se refont à un rythme jamais vu. En 20 ans, le nombre de divorces a quadruplé. Un enfant sur quatre, âgé de 6 à 14 ans, naît d'une union libre ou appartient à une famille monoparentale. Cette dernière est la plupart du temps dirigée par une femme. Le père est souvent absent. Parmi les mères qui ont des enfants de moins de 16 ans, sept sur dix travaillent.

Malgré ces profondes mutations, la famille demeure une valeur essentielle pour les Québécois et les Québécoises comme le révèle le sondage Multi Résé réalisé en février 1991 pour le compte du Secrétariat à la famille. Pour 98 % des personnes interrogées, la famille est aussi importante (58 %) sinon plus (30 %) que par le passé. La famille vient avant la vie de couple et les amis et arrive nez à nez avec le travail dans l'échelle des priorités.

Les Québécois et Québécoises sou-

haitent avoir plus d'enfants qu'ils n'en ont. Le nombre d'enfants désirés est de 2,4 en moyenne. Plus du quart des répondants ne sont pas satisfaits du nombre d'enfants qu'ils ont. La très grande majorité en aurait voulu davantage. Qu'est-ce qui les en empêche?

Les trois quarts des répondants considèrent que la société n'accorde pas assez d'importance à la famille. De plus, celle-ci est en butte à de sérieuses difficultés dues principalement au rythme de vie moderne, à des besoins économiques grandissants et aux exigences du travail. Par contre, la présence des femmes sur le marché de l'emploi est de moins en moins perçue comme une source de problèmes. Seulement 18 % des personnes interrogées le pensent contre 30 % il y a six ans. C'est sans doute parce que le partage des responsabilités entre les parents est vécu de façon plus harmonieuse. La manière d'éduquer les enfants n'est plus non plus une source de conflit aussi majeure. Elle est pointée du doigt par 27 % seulement des parents, une diminution de 12 points depuis 1985 alors qu'elle venait au deuxième rang des préoccupations.

Les parents âgés, à faibles revenus ou peu scolarisés ressentent plus fortement ces difficultés. Les enfants qui vivent avec une mère seule connaissent les conditions éco-

nomiques les plus pénibles : très faible revenu familial et déménagements plus fréquents. Les enfants qui vivent avec le père seul vivent une situation qui se compare à celle d'une famille biparentale à revenu unique.

Ce nouveau portrait de famille a des impacts sur la vie scolaire des enfants. Une revue de la littérature effectuée pour le ministère de l'Éducation (MEQ) par l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC) permet d'en relever plusieurs. Lorsqu'on compare les résultats académiques, les enfants des familles monoparentales obtiennent des notes légèrement plus faibles que ceux des autres familles de même statut socio-économique. Pourtant, ils réussissent aussi bien les tests d'aptitudes. Les différences observées au niveau des comportements scolaires sont plus marquées. Elles touchent, notamment l'assiduité, l'absentéisme, la concentration, la motivation, l'autonomie, la persévérance, la conduite en classe. Plus l'éclatement de la famille est récent, plus ses effets sont présents. Les enfants qui assistent à un conflit manifeste et persistent entre leurs parents ou qui vivent avec un parent fortement déprimé ou perturbé risquent d'être plus ébranlés. La discordance parentale ajoutée à la pauvreté se révèle un cocktail explosif.

Les garçons paraissent plus affectés par le divorce de leurs parents. Les garçons qui vivent avec leur mère souffrent de l'absence du père alors que les filles qui vivent avec leur père ne sont pas autant privées de leur mère. Si les garçons réagissent plus négativement à la monoparentalité, les filles seraient plus réfractaires à la reconstitution familiale. Il ne faut pas conclure trop vite cependant que les filles s'adaptent mieux aux changements familiaux : leurs réactions sont souvent plus silencieuses. Notons enfin, que le travail des mères à l'extérieur a généralement des effets bénéfiques en particulier auprès des filles.

Une deuxième étude commandée à l'Institut de recherche sur la culture par le MEQ a donné lieu à une enquête exploratoire dans cinq écoles primaires. Elle confirme les principales observations et conclusions antérieures des chercheurs d'ici et d'ailleurs. Elle met en lumière des modes d'intervention qui varient selon le contexte, la situation familiale et les caractéristiques individuelles des enfants. Elle fait ressortir la connaissance, nuancée et précise qu'ont plusieurs intervenants des répercussions des transitions familiales.

Jusqu'à quel point l'école doit-elle « aider » les nouvelles familles à s'adapter aux changements familiaux? Selon l'étude de l'IQRC, les opinions divergent selon les milieux et les per-

sonnes interrogées. « En milieu urbain, chez les parents de classe moyenne et populaire, on est en faveur d'un rôle plus extensif de l'école : l'opinion inverse est exprimée en milieu rural et en région. Chez les intervenantes, soit chez les enseignantes, et plus encore, chez les professionnelles, on insiste sur l'importance du soutien de l'école pour les enfants qui en sont démunis en milieu familial; de leur côté tout en rappelant la limite des ressources scolaires, les directions rappellent que l'école ne peut « tout prendre en charge » et qu'il importe de ne pas « déresponsabiliser » les parents. » Des points de convergence émergent cependant : la collaboration des parents est essentielle; s'ils sont en difficulté, un soutien doit leur être apporté; si l'école doit parer au manque de services adaptés aux nouvelles réalités familiales, elle doit aussi pouvoir compter sur la communauté et sur l'ensemble de la société car ses ressources propres sont insuffisantes.

Le manque de ressources engendre d'ailleurs des tensions, surtout en milieu défavorisé. Les énergies étant mobilisées par les cas-problèmes lourds, les élèves, plus récupérables, qui connaissent des difficultés moyennes ou légères, se trouvent négligés. Des parents de comités d'école, le plus souvent parents de « bons élèves », ont manifesté inq-

tude et impatience devant le détournement des énergies vers les problèmes sociaux ou familiaux.

Cette enquête exploratoire souligne, conclut ses auteurs, une « question aussi vieille que l'école, celle des responsabilités respectives de l'école et de la famille face à l'enfant, à son développement et à son devenir. » Elle invite à regarder de près les interactions entre les parents et le personnel scolaire. La responsabilité d'aider les enfants à s'adapter aux changements familiaux est forcément partagée car l'impact des stress familiaux se répercute sur le rendement et le comportement des élèves.

C'est à une réflexion sur cet essentiel partage que vous convie le présent cahier Éducation. La réflexion s'articule autour de grands thèmes : la place des parents dans l'école, le développement de la compétence parentale, le soutien aux parents, les efforts d'adaptation de l'école, les influences avec lesquelles les parents et l'école doivent composer. Elle se nourrit d'expériences concrètes sur le terrain, de réalisations récentes, d'échanges de vues entre parents, enseignants, directions d'école et de commissions scolaires. Contribuera-t-elle à aplanir certaines des difficultés qui empêchent Québécois et Québécoises d'avoir tous les enfants qu'ils désirent? L'avenir le dira!

LE QUÉBEC S'EST-IL TROMPÉ EN CRÉANT LES CÉGEPS?

DAIRE • SECONDAIRE • CEGEP • CEGEP • CEGEP • CEGEP • CEGEP • CEGEP • CEGEP • CEGEP • CEGEP • UNIVERSITÉ •

Dans la même collection:

- *L'école, les écoles, mon école*
- *L'université. Questions et défis*

Louise Corriveau
Les Cégeps
QUESTION D'AVENIR



Des petits livres
qui en disent
long...

Demandez-les
à votre libraire

12,95 \$

DIAGNOSTIC



INSTITUT QUÉBÉCOIS
DE RECHERCHE
SUR LA CULTURE

14, rue Haldimand
Québec (Québec) G1R 4N4
Téléphone: (418) 643-4695
Télécopieur: (418) 646-3317

Les conseils d'orientation

Un moyen efficace d'associer les parents au projet éducatif

Jean-Marc Salvat

LORSQU'EN septembre 1989, les conseils d'orientation prirent enfin leur envol, Jean Caron n'hésita pas longtemps avant de rallier celui de la Polyvalente Saint-Jérôme. Il faut dire que l'implication parentale à l'école, il la connaissait. Il était membre de comités d'école depuis une bonne dizaine d'années déjà. Pour lui, passer d'une instance composée exclusivement de parents à une nouvelle structure multipartite bénéficiant de pouvoirs décisionnels était un peu comme passer de la théorie à la pratique.

De cette expérience, Jean Caron, qui fut tour à tour président et secrétaire du conseil d'orientation de la polyvalente, retient tout particulièrement le fait qu'autour d'une même table, parents et professionnels de l'établissement aient pu ensemble prendre de nombreuses décisions. La moitié des membres d'un conseil d'orientation — ainsi que son président — sont toujours des parents. Les autres sont des représentants des enseignants, du personnel de soutien, du personnel professionnel non enseignant ainsi que des élèves s'il s'agit d'une école dispensant l'enseignement secondaire du second cycle. Le conseil d'orientation de la Polyvalente Saint-Jérôme comptait l'an dernier 17 personnes dont neuf parents.

Pour la directrice générale de la Fédération des comités de parents, Lucile Bérubé, ces conseils où les parents comptent pour plus de la moitié des effectifs sont plus que les



Autour d'une même table, parents et professionnels de l'établissement scolaire prennent de nombreuses décisions. La moitié des membres d'un conseil d'orientation sont toujours des parents. Les autres sont des représentants des enseignants, du personnel de soutien, du personnel professionnel non enseignant ainsi que des élèves.

biens dans le paysage scolaire québécois. Ce n'est pas d'hier, dit-elle, que les parents souhaitent prendre une place plus active à l'école. Une place qu'ils considèrent d'ailleurs leur devoir leur revenir de fait. « Les parents sont les premiers res-

pensables de l'éducation de leurs enfants. Lorsqu'ils les confient à l'école, ils confient à celle-ci une tâche. D'aucune manière, ils n'abandonnent leurs droits. »

En les associant « très intimement aux décisions relatives au projet éducatif de l'école », les conseils d'orientation viennent répondre aux désirs d'implication de nombreux parents, lesquels « veulent conserver un droit de regard sur ce qui se passe à l'école et surtout le droit de dire ce qu'ils souhaitent pour leurs enfants ».

Le conseil d'orientation détermine « les orientations propres » de l'école. Il définit les objectifs éducatifs devant y être poursuivis et les valeurs qui doivent les sous-tendre — entendu que celles-ci doivent être en accord avec le projet éducatif québécois. Le Conseil donne également son avis sur les mesures propres à assurer l'application et l'évaluation des orientations définies dans une foule de domaines. Enfin, il a des pouvoirs sur différents sujets parmi lesquels les mesures de sécurité devant être appliquées à l'école, les règles de conduite à respecter, les changements à l'horaire, les déplacements à l'extérieur, etc.

À l'instar de la plupart des établissements scolaires, la Polyvalente Saint-Jérôme ne s'était jamais réel-

lement définie d'objectifs propres avant que le conseil d'orientation ne lui en établisse. Après avoir évalué différentes options et élaboré leurs positions durant la première année, les membres du conseil déterminèrent les deux grandes orientations qui allaient être celles de la polyvalente pour les cinq années à venir : la réussite scolaire et la lutte au décrochage.

Différents moyens ont d'ores et déjà été mis de l'avant pour les atteindre. Afin de favoriser la persévérance scolaire par exemple, la polyvalente permet maintenant aux jeunes, ayant résolu de quitter l'école pour tenter leur chance sur le marché du travail, de faire l'un sans nécessairement abandonner l'autre. C'est ainsi qu'on leur offrira des stages en milieu de travail ou, s'ils ont 16 ans ou plus, on leur permettra de bénéficier des horaires plus souples offerts aux adultes. Toujours à l'instigation du conseil d'orientation, la Polyvalente Saint-Jérôme offre aux élèves en difficulté d'apprentissage davantage d'heures dans des matières de base.

La Fédération des comités de parents est d'autant plus heureuse de voir les conseils d'orientation essayer partout à travers le Québec qu'elle les attendait depuis belle lu-

rette. Déjà, la loi de 1971 sur l'instruction publique en faisait état. Or, ils ne sont apparus qu'il y a deux ans !

Avant la loi 107, rappelle Lucile Bérubé, il fallait impérativement le consentement de tous les agents scolaires pour constituer un conseil d'orientation. Or, les enseignants n'étaient pas tellement entichés par l'idée. Le projet resta donc moribond jusqu'à ce que le gouvernement, après que la Fédération des comités de parents eut fait représentation sur représentation, abroge l'obligation d'unanimité.

« Maintenant, il suffit que les parents en veuillent un pour qu'il soit institué. Si les enseignants par exemple ne désirent pas y participer, et bien le conseil d'orientation fonctionne sans eux. Dans ces conditions, ajoute Lucile Bérubé d'une voix d'où ne perce aucune ironie, vous comprendrez qu'ils sont tous venus

quand même. »

Les conseils d'orientation ont pris un envol que plusieurs qualifient de fulgurant. Sur une possibilité totale de 2633 conseils d'orientation, 2303 ont déjà vu le jour. Pourtant, beaucoup reste encore à faire, dit Lucile Bérubé avant d'ajouter, comme pour relativiser les déceptions qu'elle sait également devoir exprimer à son interlocuteur, « qu'il ne faut pas oublier qu'ils sont en place depuis deux ans seulement ».

Rien de tellement surprenant donc, selon elle, à ce que le rôle du conseil d'orientation ne soit pas partout encore très bien compris. Ni par les parents, ni par les autres acteurs du système. Beaucoup de parents, ignorant quels sont les rôles respectifs des différents agents, tardent en effet à comprendre le leur et ainsi assumer les nouvelles responsabilités qui leur reviennent. Il y a également chez plusieurs d'entre eux confusion entre comité d'école et conseil d'orientation.

Autre difficulté : la crainte que suscite encore chez certains partenaires de l'école les nouvelles responsabilités accordées aux parents. Tous ne semblent pas animés d'une même volonté de faciliter la tâche des conseils d'orientation. « Mais, ça viendra avec le temps », affirme Lucile Bérubé. Ces comités multipartites finiront par prendre la place qui est la leur « parce que le bien de l'enfant en dépend. »

À partir du moment où tous les agents du système éducatif se réunissent pour discuter de ce qu'il faut mettre en place ou non pour le bien de l'enfant, estime ainsi Jean Caron, « cela ne peut qu'améliorer la situation de l'enseignement ».

Voulant favoriser une véritable implantation des conseils d'orientation dans les écoles, la Fédération vient de concevoir un document, « Le projet éducatif de l'école : guide de participation à l'intention des parents du conseil d'orientation et du comité d'école », dans lequel les intéressés puiseront des suggestions de démarches de projets éducatifs. En dépit de son langage technocratique, les parents devraient y trouver un support et des réponses à leurs questions. Cet ensemble-ressource doit être expédié ces jours-ci à tous les comités d'école et tous les conseils d'orientation.

◆ Partenariat

planifier avec les enfants des moments d'écoute : « à prévoir des périodes de soutien avec tuteur. » (Bas-St-Laurent-Gaspésie). Les parents de l'Estrie souhaitent « une individualisation des relations entre l'enseignant et l'élève », « une ligne téléphonique (conseils, information, renseignements sur les ressources) pour venir en aide aux parents », « des rencontres plus fréquentes avec le personnel » et que celui-ci soit « renouvelé plus rapidement et adapté à l'âge des enfants. » Si l'école ne peut accroître ses services complémentaires, au moins « qu'elle informe où l'on peut les trouver » (Estrie).

En somme, on demande à l'école d'être à l'écoute, des enfants, des parents, du milieu. On réclame une humanisation et une personnalisation des rapports avec l'élève et avec sa famille. On souhaite une organisation scolaire plus souple et la mise sur pied de services qui tiennent compte des réalités sociales actuelles. On l'invite à diversifier les modèles auxquels elle réfère afin de refléter le pluralisme contemporain. On requiert qu'elle s'intègre davantage à son milieu et initie des collaborations ou coordonne son action avec les ressources existantes. En filigrane de ces deux textes, on peut lire le désir pressant de parents d'occuper une place reconnue et bien définie, de nouer un dialogue franc, transparent, respectueux avec les enseignants. Surtout, l'on veut que l'école s'adapte à la réalité des familles.

L'appel des parents sera-t-il entendu ? Noëlla Jean-Bouchard, responsable du dossier Famille, à la direction régionale du MEQ à Rimouski, est confiante. « Il n'y aura pas de raz-de-marée mais je suis convaincue que bon nombre de commissions scolaires vont organiser des colloques locaux comme nous le leur suggérons. Nous préparons pour l'automne un guide d'action à l'intention des directions d'école qui souhaitent prendre en considération la dimension familiale dans la gestion de leur école. Ce guide comportera des interventions auprès des ensei-

gnants, des parents et des enfants. La première action que nous proposons consiste à tracer le portrait familial de l'école et de l'utiliser pour amorcer la réflexion. Si elle connaît la situation des familles qu'elle dessert, l'école est en meilleure position pour trouver des approches en vue de soutenir les familles. Cela suppose que l'école accepte l'hypothèse que les changements familiaux ont des impacts pédagogiques, que le partenariat famille-école les atténue et améliore le climat de l'école et que ce dernier influence la réussite scolaire. »

Gilles Blais, le président de la Fédération des comités de parents de l'Estrie, n'avait jamais vu autant d'agents d'éducation dans la même salle et il s'en réjouit. « À cet égard, le colloque a atteint son objectif de les rassembler et de susciter un questionnement. Il faut espérer maintenant que les Actes seront un moyen de penser action. »

Le colloque a soulevé l'éternelle question d'amener plus de parents à participer activement à la vie de l'école. « Je crois qu'il y aura toujours des parents uniquement clients, c'est-à-dire qui demandent des services, et des parents partenaires. Ces derniers représentent environ 10 % des parents. Bien sûr, il faut souhaiter que la répartition entre les deux groupes change. Les fédérations de comités de parents ont certes un rôle à jouer. Elles doivent aussi fournir aux parents participants des outils pour qu'ils interviennent de façon éclairée. Actuellement, ils ne disposent souvent que d'une seule source d'information, la commission scolaire. »

Gilles Blais ne s'attend pas à des changements rapides. « L'individualisme et la mentalité client sont très développés dans la société. Les enseignants étaient sous-représentés au colloque. Leur petit nombre est un scandale. » Même si les résultats seront tangibles « à très, très long terme », Gilles Blais est convaincu que « ce n'est pas la famille qui doit changer mais l'école qui est au service de la famille. Les parents doivent donc entreprendre l'éducation de l'école. »

L'école sera-t-elle une bonne élève, bien intégrée dans son milieu ? Une telle ouverture oblige à lever des contraintes de taille : des contraintes financières certes, mais aussi des contraintes liées aux normes (en matière d'assurances par exemple), au cloisonnement entre les différents ministères, aux conventions collectives, aux préjugés et à des barrières psychologiques bien ancrées.

Où l'inspiration prend forme

Cours d'art pour adultes, jeunes et adolescents

- peinture
- dessin
- aquarelle
- bijouterie
- vitrail
- calligraphie
- arrangement floral
- photographie
- paysage
- histoire de l'art
- illustration de mode
- graphisme
- céramique (tournage, sculpture, raku).

Le programme Jeunesse est après l'école & le samedi matin.

Les cours débutent la semaine du 15 septembre 1991.

centre
des arts
visuels

INSCRIVEZ-VOUS
MAINTENANT PAR
TÉLÉPHONE 488-9558

350 ave Victoria, à Westmount,
H3Z 2N4 (Deux pas du métro Vendôme)

Journée
portes ouvertes
Dimanche
le 25 août
13h00 - 16h00

Guérin

CLÉ POUR LA GRAMMAIRE

COLLECTION CLÉ
ANNE-MARIE CONNOLLY

avec la participation de:
Marie-France Dussault, Claude
Saint-Laurent, Monique Francœur,
Françoise Noël, Michel David,
Réjean Blais, Yvonne Beaumont,
Jean-Paul Simard

APPROUVÉ PAR LE MEQ
• ISBN-2-7601-2190-9
(286 p.)

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

l'idec

Nouveautés
Anglais langue seconde au collégial
et à l'éducation des adultes

INTERACTING 1 and 2



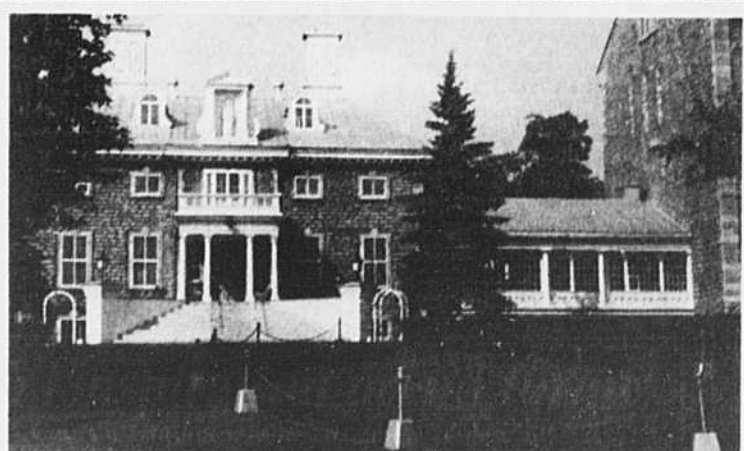
INTERACTING 1
• Cahier de l'élève
ISBN-2-7608-5517-1 (368 p.)
• Guide du maître
ISBN-2-7608-5518-0 (336 p.)
• Cassettes audio (3 cassettes)
ISBN-2-7608-5519-8

INTERACTING 2
• Cahier de l'élève
ISBN-2-7608-5520-1 (272 p.)
• Guide du maître
ISBN-2-7608-5521-0 (240 p.)
• Cassettes audio (4 cassettes)
ISBN-2-7608-5522-8

P. Charles Brown, Terrance Clark
Claude LaMadeleine
Elizabeth-Anne Malischewski



LIDEC Inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252



VILLA MARIA

4245, boulevard Décarie, Montréal

Cours secondaire complet. Externat pour filles.
À proximité du métro Villa-Maria.
Établissement d'enseignement privé, déclaré d'intérêt public,
dirigé par les soeurs de la Congrégation Notre-Dame.
Examens d'admission pour septembre 1992.

SECTEUR FRANCOPHONE

Dates: 9 novembre 1991, 1re secondaire
7 décembre 1991, 1re, 2e, 3e, 4e secondaire
Heure: 8 h30 a.m.
Coût: 30\$

SECTEUR ANGLOPHONE:

Date: Secondary 1, November 23rd, 1991
Secondary 1, II, III, IV, January 18th 1992
Time: 8:30 a.m.
Cost: \$30.00

BUREAU DES ADMISSIONS: 484-4950

SUZANNE BOYER
CORPPAGC

ANTI-GYMNASTIQUE

Rencontre individuelle
en imagerie mentale PNL

1er COURS GRATUIT

488-4245

Les commissaires d'écoles

Confrontés avec des intérêts divers et contradictoires

Jean-Marc Salvat

PLUSIEURS événements récents de la scène scolaire, au premier rang desquels l'affaire Soucy-Brousseau, ont entaché la crédibilité de la CECM, estime le commissaire du MÈMO, Marcellin Noël. Mais, comme à toute chose malheur est bon, les suites du conflit ayant opposé le directeur général de l'importante institution scolaire Laurent Portugais à Denise Soucy-Brousseau — et dont le dénouement fut la démission de celle-ci ce printemps —, ont eu un mérite : celui d'amener des questions essentielles sur la place publique.

La nomination de François Ouimet à la présidence de la CECM « a en effet permis d'engager un débat qui promet d'être fructueux », affirme le représentant du quartier 7 (Plateau Mont-Royal). Un débat qui devrait permettre de mieux cerner le rôle du conseil des commissaires mais aussi les différentes fonctions qui incombent aux commissaires d'écoles élus. Une œuvre utile, tant il est vrai que les fonctions et responsabilités de ceux dont on dit qu'ils sont la voix des citoyens dans le secteur de l'éducation demeurent encore passablement méconnues.

Mais, faut-il vraiment s'en étonner, demande Diane Drouin, la nouvelle présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec, lorsqu'on sait que la tâche du commissaire d'écoles devient plus complexe d'année en année ? L'école doit aujourd'hui composer avec des besoins nouveaux nés de réalités qui ont pris une ampleur exceptionnelle. « Je pense aux enfants qui arrivent à l'école le ventre creux ou aux familles dissoutes. Les enfants ayant deux adresses sont de plus en plus nombreux. La semaine paire, ils habitent chez la mère et la semaine impaire chez le père... Tout cela crée des difficultés qui retombent évidemment sur le dos de l'école et des commissaires. »

Diane Drouin, élue présidente de la FCSQ le 8 juin dernier, est commissaire d'écoles à Drummondville depuis 1980. Chaque année, sa Fédération offre des sessions de perfectionnement aux commissaires afin qu'ils puissent mieux camper et mieux assumer leurs différents rôles dans une « société bouleversée ».

Le commissaire d'écoles est l'autorité suprême sur le territoire d'une commission scolaire. Qu'il s'agisse de taxation, de répartition du budget, de gestion du personnel, d'intégration d'élèves en difficulté, d'implantation de nouveaux programmes d'études, d'utilisation des locaux, de procédures d'achat ou autres, c'est à lui qu'incombe la responsabilité de déterminer les priorités.

On comprendra qu'il fasse l'objet de multiples pressions. Elles émanent de parents, d'enseignants, de cadres ou de citoyens. Chacun de ces groupes s'attend à ce que le commissaire soit en quelque sorte son porte-parole. Difficile dans ce cas de trancher sans s'exposer aux feux de la critique. Notamment à celle des parents dont les attentes sont aujourd'hui beaucoup plus grandes que jadis, remarque la présidente de la FCSQ.

« Au conseil des commissaires, on a souvent des parents qui viennent nous dire que nous devrions faire telle ou telle chose. On connaît leurs besoins et on comprend leurs doléances — nous sommes aussi des parents pour la très grande majorité d'entre nous — mais nous devons composer avec les moyens dont on dispose. Quand les budgets sont plafonnés, a-t-on toujours le choix de ne pas couper dans le transport scolaire ou d'autres services ? Ou de demander aux parents de fournir une certaine contribution ? Nous devons constamment nous préoccuper de maintenir l'équilibre entre des groupes aux intérêts parfois divergents et les ressources provenant des gouvernements supérieurs et de la taxation locale. »

Il n'y a toutefois pas que les contraintes budgétaires qui puissent empêcher les commissaires de représenter en tout temps les intérêts des parents. Il faut aussi compter avec le programme électoral du parti, rappelle Marcellin Noël, l'unique commissaire du Mouvement pour une école ouverte et moderne qui en soit à son deuxième mandat. « C'est pour ça que je dirais qu'il ne va pas toujours de soi que nous soyons la voix des parents dans le système scolaire. Lorsqu'il faut trancher, c'est le programme du parti qui nous indique les balises à partir desquelles on doit établir notre position. » D'ailleurs, ajoute-t-il, « je n'ai pas l'impression de travailler pour une poignée de parents mais bien pour l'école. »

Même écho du côté de François Ouimet, également commissaire du



De nos jours, l'école doit composer avec des besoins nouveaux, nés de réalités qui ont pris une ampleur exceptionnelle.

Regroupement scolaire confessionnel représentant du quartier 16 (Saint-Michel et Saint-Sulpice), selon qui, si le commissaire doit tenter de recueillir les attentes des parents et y répondre, il ne le peut pas toujours. « On a une conception de ce que doit être le système d'éducation. » Le commissaire ne pourra donc achever les souhaits des parents que s'il est convaincu du bien-fondé de leur position. Si celle-ci par exemple va à l'encontre du projet confessionnel, elle ne sera pas relayée par les commissaires de la majorité réputée conservatrice.

S'il leur arrive d'être d'accord sur certaines questions comme le choix d'un nouveau directeur d'école ou le besoin d'une bibliothèque centralisée pour une école en particulier, les divergences entre les 11 commissaires du Regroupement scolaire confessionnel et les neuf du Mouvement pour une école moderne et ouverte sont fondamentales dès lors que sont abordées les grandes orientations du système scolaire et ses structures. La question de la confessionnalité et celle du rôle du conseil des commissaires divisent. Parmi les motifs avancés des deux côtés, la défense des intérêts des citoyens et des parents figure en bonne place.

Le RSC, par la bouche de François

Ouimet, affirme ainsi que les intérêts des parents et des élèves, ceux pour qui le système scolaire existe, seront mieux servis dès lors que le conseil des commissaires cessera d'être une arène où tous les prétextes sont bons à une envolée oratoire « dans le seul but de se faire du capital politique ». Selon lui, l'intention du législateur est claire : le conseil doit agir comme un conseil d'administration. « D'aucune façon, la loi ne parle de parlementarisme. Je veux éviter que l'on fasse des spectacles au conseil comme on l'a fait dans le dossier des distributrices de condoms dans les écoles. » Ce qui ne veut pas dire, insiste-t-il, que nous ne prendrons pas le temps qu'il faut pour débattre des questions budgétaires, du calendrier scolaire, etc.

Pour le MÈMO, au contraire, la transformation de l'instance en simple conseil d'administration équivaudrait à un recul d'autant plus grave que ce serait faire fi des intérêts des citoyens et de ceux des parents. Le conseil, dit Marcellin Noël, doit certes être un lieu où se prennent des décisions mais également un lieu de débat. « Voter 32 dossier en 90 minutes, c'est bon pour les nostalgiques de M. Pallascio. Si la population connaît mieux que par le passé les grands enjeux scolaires, n'est-ce pas

parce que nous en discutons et débattions plus qu'avant ? », interroge le commissaire qui fut l'un des membres fondateurs du MÈMO, un parti comptant aujourd'hui quelque 2000 membres.

Cette question du rôle du conseil des commissaires est pour Marcellin Noël l'un des deux enjeux majeurs du système scolaire québécois dans la région métropolitaine. L'autre étant bien sûr le défi posé par l'intégration des allophones à la société québécoise. La réponse à celui-ci passe notamment par le règlement de la question constitutionnelle. Pas celle qui fait les beaux jours de nos élites nationales mais celle relative

aux commissions scolaires linguistiques.

Aux arguments voulant que des commissaires tenant mordicus au maintien d'un système basé sur la confessionnalité ne servent pas nécessairement les « intérêts supérieurs de la société », François Ouimet rappelle que le programme électoral du RSC indiquait clairement que celui-ci contesterait la loi 107. « Les commissaires de notre regroupement ont été élus sur cette position. Nous devons donc prendre pour acquis qu'une majorité de la population est d'accord avec nous. Quoi dire de plus ? Les électeurs, dont une majorité de parents, se sont prononcés

et nous avons obtenu la majorité des suffrages exprimés. »

Il semble plutôt à François Ouimet que, si quelque chose empêche actuellement le commissaire d'écoles de servir au mieux les besoins des usagers et partant, le futur de la société, c'est plutôt qu'à la CECM le politique ne prévaut pas toujours sur l'administratif. L'autonomie du commissaire n'y serait pas suffisamment reconnue. « Les fonctionnaires de la CECM prennent trop de place », affirme le jeune président Ouimet.

L'hiver dernier, à la suite de la fermeture d'une école d'un quartier voisin, plusieurs parents souhaitaient qu'une grande partie des élèves concernés soient transférés dans une école de leur quartier, celui de François Ouimet en l'occurrence. La raison en est bien simple : augmenter le nombre d'élèves inscrits dans une école, c'est généralement lui permettre de pouvoir offrir des services supplémentaires.

« J'ai dû user de mon influence de commissaire pour sensibiliser des fonctionnaires à ce dossier, relate François Ouimet. Et, rien n'a encore été décidé pour les services pouvant être rajoutés, comme une deuxième pré-maternelle par exemple. Pourtant, il me semble que je ne devrais pas avoir à faire pression auprès des gestionnaires de la CECM pour qu'un dossier aboutisse. Je devrais pouvoir leur dire : pour telle école, voilà ce que je désire à la suite des interventions des parents. »

Lorsqu'une décision importante doit être prise, elle doit l'être par le commissaire élu et non par des fonctionnaires qui devraient être là pour l'opérationnaliser. « Je crois qu'il faut s'interroger sur la pertinence d'avoir un troisième palier décisionnel à la CECM, tel que la Direction générale. Et, c'est ce que je compte faire à la rentrée. Je suis convaincu que, sans cette structure, le commissaire serait plus en mesure de faire aboutir certaines volontés exprimées par les parents. »

En avril dernier, plusieurs commissaires MÈMO avaient reproché au directeur de la CECM, Laurent Portugais, d'envahir le champ des élus. Empêchant ainsi parfois ces derniers de répondre à des attentes exprimées par les parents et des citoyens d'un quartier donné.



**FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Le savoir en action

* Activités de perfectionnement offertes aux cadres, aux professionnels et aux semi-professionnels:

- communication orale et écrite (anglais, français)
- environnement
- publicité
- relations publiques
- ressources humaines
- santé

* Formation sur mesure de niveau universitaire dont le contenu et le format répondent aux besoins ponctuels de l'entreprise.

Français langue seconde

- Rédiger en français
- S'exprimer en français

Français langue maternelle

- Pour mieux écrire
- La rédaction administrative

Anglais langue seconde

- Oral Communication for Business
- Business Correspondence
- Business Report Writing

Environnement

- L'entreprise, l'environnement et la loi
- Gestion des problèmes environnementaux

Publicité

- Gérer la communication imprimée
- La commandite: outil de communication, source de financement
- Comprendre les médias
- Planification et achats publicitaires

Relations publiques

- Les relations publiques: une fonction stratégique
- Parler en public
- Techniques d'entrevue avec les médias

Ressources humaines

- Réussir la formation en entreprise
- Gérer les conflits au travail
- Les techniques de créativité dans l'entreprise

Santé

- Les drogues et le milieu de travail

information 343-6990

Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

secondaire

Guérin

LEXICO

Michel David

**Plus de 6 500 questions
sur le vocabulaire couvrant
les cinq années du secondaire**

165 ACTIVITÉS

Lexico pour mieux comprendre ses lectures et améliorer la qualité de son vocabulaire dans les productions orales et écrites.

- Cahier d'activités ISBN-2-7601-2392-8 309 p.
- Corrigé du cahier ISBN-2-7601-2405-3 80 p.

GUÉRIN, éditeur ltée

4501, rue Drollet Montréal (Québec) H2T 2G2

Téléphone: (514) 842-3481

Télécopieur: (514) 842-4923

Fondé en 1888

POUR L'EXCELLENCE ET POUR UNE QUALITÉ DE VIE

COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS

ASSOCIATION COOPÉRATIVE

1700, boulevard Henri-Bourassa Est, Montréal H2C 1J3

Collège privé pour garçons et filles
cours secondaire complet

EXAMENS D'ADMISSION POUR SEPTEMBRE 1992

en 1re secondaire: le samedi 23 novembre 1991
le samedi 30 novembre 1991

en 2e, 3e, 4e, 5e secondaire: le lundi 27 janvier 1992

On peut s'inscrire à l'examen d'admission en téléphonant au secrétariat du niveau

382-1560

UNE FORMATION EN SCIENCES...Une tradition

Les écoles alternatives

Choix et engagement vont de pair pour les parents

Anne Pélovas

L'ÉCOLE alternative serait-elle passée de mode ? On en parle peu et, pourtant, cette forme d'éducation scolaire a toujours ses adeptes, parents ou enseignants. Ces écoles ont connu un bel essor au Québec avant de plafonner en nombre. Pierre Lalongé, directeur de l'Atelier, la plus grosse école alternative de la région de Montréal, ne s'en inquiète pas. « Ce type d'école n'est peut-être plus à la mode, mais, au moins, les gens y croient plus », dit-il en constatant que « l'acte de foi dans certaines valeurs et une approche pédagogique particulière est plus fort chez les parents. » On pourrait dire que la qualité de l'engagement des parents prime ici sur la quantité d'enfants accueillis.

Le choix des parents en faveur d'une école alternative est en effet plus exigeant qu'ailleurs. L'adhésion à un système de valeurs et au projet pédagogique de l'école se double d'une implication plus grande des parents dans son fonctionnement. Cette notion de participation des parents, de partenariat avec les enseignants, est une des bases de la vie de l'école alternative. Nul doute qu'elle en rebute plus d'un...

Le nombre des écoles alternatives existant au Québec est difficile à apprécier. On sait, certes, que le secteur public d'enseignement en compte une vingtaine à travers la province. Cinq relèvent de la Commission des écoles catholiques de Montréal et toutes sont de niveau primaire. Elles sont à distinguer des écoles qui privilégient, au secondaire comme au primaire, certaines disciplines artistiques ou sportives ou de celles qui offrent une formation spécialisée à des élèves doués ou talentueux. Les écoles dites alternatives se caractérisent, elles, par un projet d'enseignement spécifique au plan pédagogique et une gestion de

type coopératif.

Il en existe aussi, évidemment, dans l'enseignement privé. « Elles essaient d'occuper un créneau particulier en adoptant des pédagogies différentes de celles qui ont cours traditionnellement », note Daniel Trotter, directeur de la reconnaissance des établissements privés au ministère de l'Éducation. Il cite à cet égard les écoles Montessori ou celle de Mont Shefford dans les Cantons de l'Est qui vient tout juste d'obtenir un permis du ministère. Même si toutes ces écoles sont censées rencontrer les exigences d'enseignement du ministère, elles n'ont pas d'unité pédagogique : à Mont Shefford, on pratique la méditation transcendentaliste alors que les parents adeptes du Nouvel Âge se tournent plutôt vers l'école Rudolf Steiner, où la spiritualité voire le mysticisme, sont à l'honneur.

La plupart des écoles alternatives sont cependant moins « extrémistes » dans leurs approches et on y mise surtout sur les pédagogies ouvertes. Selon Daniel Trotter, il y en aurait de plus en plus dans le privé. « La tendance n'est pas très lourde, mais on sent une recherche des promoteurs d'écoles privées pour de nouveaux types de pédagogies. » Claude Marin, directeur-adjoint chargé de la coordination des réseaux d'enseignement public au ministère de l'Éducation, est d'un avis différent. Certaines commissions scolaires ont créé de telles écoles, reconnaît-il, mais le mouvement a perdu de ses fans et de son intérêt aux yeux des parents. On parle moins aujourd'hui de formation globale de la personne et davantage de retour à l'essentiel, à un enseignement mettant l'accent sur les mathématiques et le français.

Les écoles alternatives tiennent dur comme fer à l'originalité de leurs projets pédagogiques. Michelle Bastien, directrice de l'école Le Sen-



Le choix des parents en faveur d'une école alternative est plus exigeant. L'adhésion à un système de valeurs et au projet pédagogique de l'école se double d'une implication plus grande des parents dans son fonctionnement.

tier à Sainte-Thérèse, note que « chacune a sa couleur propre ». Le modèle pédagogique diffère de l'une à l'autre mais l'approche est toujours centrée sur un modèle d'apprentissage visant moins la transmission de connaissances que le développement de l'autonomie de l'enfant à travers toutes sortes d'activités. Cette pédagogie dite « ouverte » donne aux enseignants un rôle d'animateurs tandis que les enfants, placés en situation de choix d'activités, ont à planifier eux-mêmes leur temps ou à organiser leur pensée. « Ils apprennent à développer leur sens de la prévision, à résoudre des problèmes pour réaliser un projet tout en développant leurs habiletés créatives », dit Pierre Lalongé.

La constante des écoles alternatives, Michelle Bastien la voit dans le fait qu'elles sont toutes « centrées sur l'enfant » et qu'elles visent « son développement global plutôt que cognitif comme dans les écoles régulières. On met moins l'accent sur l'aspect intellectuel et davantage sur les besoins, les intérêts, les habiletés et le potentiel de chacun ». Qu'elles appliquent un modèle pédagogique ou

qu'elles s'inspirent de plusieurs pour développer une pédagogie maison, ces écoles respectent toujours le style et le rythme d'apprentissage des enfants.

L'enseignement est donc à la fois très personnalisé et très collectif. Les groupes multi-âges sont favorisés et plusieurs écoles jumellent les plus jeunes à des enfants de 5e année. Une forme de tutorat qui les stimule pour apprendre à lire.

« On respecte beaucoup le rythme d'apprentissage des enfants tout en les encourageant à développer leur créativité », constate Denyse Valois, mère de deux enfants qui fréquentent l'école alternative L'étoile filante à Montréal. Son fonctionnement est basé sur les projets menés à bien par les enfants, en continuité de la première à la sixième année. « Le programme du ministère est appliqué mais avec une pédagogie très différente des autres écoles publiques. L'an passé, par exemple, toute l'école avait un thème général sur les pays. Les enfants ont cherché, entre autres, des recettes de plats étrangers. En les préparant, ils ont fait des mathématiques pour appren-

dre à maîtriser les éléments de mesure. Cette année, les première et deuxième années avaient pour thème les animaux. Les recherches des enfants se faisaient par équipes, de différents niveaux, et en fin d'année ils ont présenté une exposition et une pièce de théâtre. Sans s'en rendre compte, ils vont chercher du français à toutes les étapes de la réalisation d'un projet. Ils lisent, écrivent, s'intéressent à la géographie, aux sciences naturelles, au théâtre... »

Michelle Bastien considère aussi que la pédagogie de projet permet à l'enfant d'intégrer toutes les notions à apprendre en français ou en mathématiques tout en acquérant des qualités essentielles. « Maître-d'œuvre de son projet, il part d'une idée, fait des recherches, réalise toutes les étapes avant la phase d'évaluation. Participation et coopération sont ainsi valorisées au maximum. » L'apprentissage de l'autonomie passe par diverses voies : la gestion du temps de chacun par un agenda comportant des travaux à faire dans la semaine, le développement du sens des responsabilités par la réalisation de projets personnels et collectifs ou encore par la participation à des élections. À L'étoile filante, les enfants élisent ainsi trois d'entre eux trois fois par an pour les représenter dans

les conseils de classe. « Ils ont aussi, dit Denyse Valois, leur propre comité de gestion pour discuter des problèmes de l'école et ils font des campagnes pour se faire élire ! »

Le caractère communautaire et le type de pédagogie des écoles alternatives ont des effets sur l'implication des parents. Le partenariat avec les enseignants dans l'éducation a ici ses exigences. « Adopter l'école, c'est adopter un style de vie, dit Pierre Lalongé. Au départ, il faut avoir les mêmes valeurs de respect des autres, de l'environnement, de démocratie, de non-violence... L'autre exigence est de vouloir vraiment suivre son enfant. » On éduque même les parents avant les enfants ! À l'Atelier, ils doivent assister à cinq rencontres de « formation » avant l'inscription d'un enfant. Objectif : leur faire partager les valeurs et la pédagogie de l'école, les informer de ses services, de son fonctionnement, de ses règles de gestion et des conditions posées pour la participation des parents à la vie de l'école.

Toutes ces écoles ont en effet en commun d'exiger, plus ou moins strictement, une participation régulière des parents pour animer des ateliers avec les enfants, les accompagner lors de sorties, faire du soutien pédagogique, assister aux assemblées générales, s'impliquer dans un comité de gestion ou d'admission... Certaines exigent de chaque parent qu'il consacre une demi-journée par mois à ces activités, d'autres plus.

« Cette participation est indispensable et même obligatoire parce que toute notre organisation est conçue en fonction d'elle et qu'on veut que personne ne s'essouffle », explique Michèle Bastien. L'école Le Sentier y est si attachée qu'elle a édicté, par vote unanime en assemblée générale, des règles très strictes à ce sujet. Elle demande aux parents de consacrer à l'école deux heures minimum par mois, de jour ou en soirée. Ceux qui ne respectent pas leur engagement doivent s'en expliquer devant le conseil de gestion. S'ils ne le font pas, l'inscription de l'enfant peut être refusée l'année suivante... La mesure peut sembler draconienne mais elle est justifiée ici par un projet éducatif particulièrement exigeant au plan du partenariat enseignants-parents-enfants. À chacun ici de faire sa part, en collaboration, dans une éducation dont on veut qu'elle comporte le moins possible de ruptures entre la famille et l'école.

secondaire

Guérin

petit GUÉRIN express

Sous la direction de
Gérard Langlois

Sept dictionnaires dans un!

1 étymologies

2 synonymes

3 antonymes

4 homonymes

5 par... j.

6 analogies

7 difficultés

• ISBN-2-7601-0903-8
762 p.

Approuvé par le MEQ

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

pour votre enfant

L'alternative

Le secteur alternatif de l'école
Notre-Dame-de-Grâce (CECM)

Quelques places sont actuellement disponibles en 5e année pour septembre.
Pour l'année scolaire 92-93, les inscriptions auront lieu en novembre prochain. Un nouveau groupe s'ajoutera à l'effectif de l'école.

L'Étoile Filante
5619 Côte St-Antoine, Montréal, 596-5681

L'Amicale des Sommeliers du Québec
Section du Montréal métropolitain

30 ANS D'EXPÉRIENCE D'ENSEIGNEMENT DANS LA SCIENCE DU VIN

COURS SUR LES VINS

donnés par l'Amicale des Sommeliers du Québec

Cours débutant lundi le 9 et mardi le 10 septembre 1991

INFO: 446-1866 - 331-2346

Les cours se donneront à: LA BRIOCHE LYONNAISE
1595 rue St-Denis, Montréal, Qué.
BERRI-UQAM

Académie Ste-Thérèse

LA SOLUTION POUR ÊTRE BILINGUE

Le collège offre à ses élèves un enseignement enrichi de L'ANGLAIS tout au long de leur scolarité.

De plus, depuis septembre 1986...

DEUX CLASSES DE 6e ANNÉE AVEC BAIN LINGUISTIQUE COMPLÈTENT LES DIFFÉRENTS SERVICES OFFERTS:

EXTERNAT, PENSIONNAT (5 à 7 jours), MATERNELLE AU SECONDAIRE V

De nombreuses activités, SPORTIVES ET CULTURELLES, tant au PRIMAIRE qu'au SECONDAIRE, complètent agréablement les cours réguliers : ski alpin, ski de fond, volley ball, soccer, basketball, natation, tennis, gymnastique, arts martiaux, théâtre, improvisation, musique, danse, peinture, journal étudiant, etc... font de notre collège UN ENDROIT OÙ IL FAIT BON VIVRE ET APPRENDRE!

QUELQUES PLACES DISPONIBLES DANS DIFFÉRENTS NIVEAUX.

Pour informations, communiquez au 621-0523 (maternelle à P5) et au 434-1130 (P6 à sec. V).

M.E.Q. 400-533 et 300-520

LIDEC

Nouveautés

L'ORGANISATION GÉOGRAPHIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

Gaston Joyal

4^e et 5^e secondaire

- CAHIER D'ACTIVITÉS
2-7608-4566-4 (176 p.)
- CORRIGÉ DU CAHIER
2-7608-4579-6 (176 p.)

secondaire

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

Poly

est fière de ses 5000 étudiantes et étudiants

Pour se maintenir à la fine pointe de la technologie, Polytechnique a fondé cinq nouvelles chaires industrielles.

De plus, une vingtaine de jeunes professeurs ont été engagés.

Ainsi, l'École Polytechnique renouvelle et consolide ses activités de formation en:

génie civil	génie des matériaux
génie mécanique	génie minéral
génie électrique	génie géologique
génie informatique	génie énergétique
génie chimique	génie industriel
génie physique	génie biomédical

Pour information:
Le Registraire
École Polytechnique
C.P. 6079, succ. A
Montréal, Québec H3C 3A7
(514) 340-4324

ÉCOLE
POLYTECHNIQUE

Les ponts famille-école

Les enfants de l'espoir, une expérience originale dans un quartier défavorisé

Jean-Marc Salvat

AU COIN des rues Adam et Pie IX dans Hochelaga-Maisonneuve, une vingtaine d'enfants sont en quête de leur première chance dans la vie. Ils ont cinq, six, sept et huit ans. Ce sont les enfants de l'espoir. Ceux chez qui Paul Vanier tente de faire naître une petite flamme au fond des yeux.

Ils sont nés de parents très jeunes n'ayant jamais connu d'autres évasions que celles que l'on vend au fond des ruelles et celles qui se cachent sous des capsules dévissables. D'ailleurs, en fait de parents, il ne reste bien souvent que la mère.

Constamment laissés à eux-mêmes depuis le début, ces enfants présentent de lourdes difficultés d'apprentissage, plusieurs troubles de langage ainsi que de très sérieux problèmes de comportement et de concentration. Ce sont des enfants « à risque élevé d'inadaptation sociale et scolaire ». Des enfants qui au mieux, sans une aide et un support allant bien au-delà de ce qu'offrent habituellement les classes spéciales pour mésadaptés sociaux-affectifs, sont condamnés à errer d'expédient en expédient tout au long de leur existence.

Avant qu'ils n'intègrent le projet *Les enfants de l'espoir*, beaucoup d'entre eux étaient déjà pratiquement exclus du système scolaire. Des sociaux-professionnels se préparaient à les ranger pour de bon sur la voie d'évitement.

Le projet *Les enfants de l'espoir* germe depuis longtemps dans la tête de la directrice de l'école Saint-Jean-Baptiste-de-Lasalle, Nicole Bergeron-Ahern. Il est finalement né en juin 90 grâce notamment à la collaboration du CLSC Hochelaga-Maisonneuve et du Centre culturel et sportif de l'Est. Douze enfants provenant de trois écoles du quartier — la sienne, Saint-Nom-de-Jésus et Saint-Clément — y ont été intégrés. Cette année, à la rentrée, ils seront 24 et se diviseront en deux classes à l'école Saint-Nom-de-Jésus. Une pour les cinq-six ans et une pour les sept-huit ans.

L'originalité du projet, d'ailleurs salué par le ministre Pagé comme une très belle initiative lors de sa Journée pauvreté et école de l'hiver dernier, vient essentiellement de ce qu'en plus d'avoir créé une structure scolaire chaleureuse pour ces enfants, les responsables y ont associé les parents. Et ce à tous les plans. Comme le signale le CLSC jouxtant l'école Saint-Nom-de-Jésus, aucun



« Pour obtenir un résultat, il faut travailler autant avec les parents qu'avec les enfants », affirme un responsable de l'encadrement.

des efforts que pourraient déployer les éducateurs auprès de ces jeunes, si immense soit-il, ne pourra jamais être « efficace et durable s'il n'est pas accompagné d'un support adéquat à la famille. »

« Pour obtenir un résultat, il faut travailler autant avec les parents qu'avec les enfants », affirme Paul Vanier, le responsable de l'encadrement qui, au fil des mois, est devenu l'âme et la conscience du projet. « Il faut développer les compétences parentales des parents. Sinon, c'est exactement comme si on ne faisait rien. » Dès le départ, l'un des objectifs fut donc d'intégrer le parent à la vie scolaire et para-scolaire de l'enfant. Avec l'ambition avouée d'ainsi pouvoir en arriver à créer un environnement plus sain et plus stimulant autour de lui.

Grâce au projet, les parents bénéficient de tous les services professionnels que l'école réserve habituellement aux seuls enfants. On discute aussi des relations parent-enfant, de la gestion du quotidien familial, etc.

« On tente de sensibiliser le parent à de nouveaux modèles. On l'invite à venir voir comment on fait. Et doucement il vient. Il vient voir son en-

fant évoluer à l'école. Et, il est surpris. L'après-midi, il peut même entrer dans la classe. » En faisant cela, dit Paul Vanier, « on pense au bien-être et à la sécurité de l'enfant. »

L'année scolaire chez les enfants de l'espoir débute un mois avant la rentrée officielle. On les prépare alors à la vie de groupe. Paul et eux apprennent à se connaître. Il apprend aussi à connaître ces timides mamans qui ont tout autant besoin d'être sécurisées que leurs petits. « La vie pour elles, dit-il, c'est comme une crevasion. Elles se sont toujours senties jugées et méprisées. » Y compris par l'école qu'elles évitaient comme la peste jusqu'à ce que quelques personnes décident de jeter des ponts entre elles et l'école.

La journée scolaire débute à huit heures et se termine à 16 h 45. Un bon petit déjeuner est servi à l'arrivée. On y parle beaucoup. Les enfants ne vont en classe que s'ils le peuvent. « Si la veille, la police a dû se rendre chez l'un d'eux à cause d'une grave chicane, on va lui parler. On va lui

donner de la chaleur jusqu'à ce qu'il soit prêt à monter en classe. Pas avant. Et, quand il n'en pourra plus, il redescendra. » Ce genre de support n'est pas prodigué qu'aux enfants venant d'être témoins d'un drame familial de plus. « Je connais mes enfants. Je sais que mon ami Antonio par exemple, à 10 h, eh bien il en a assez ! Je vais donc le chercher avant qu'il décroche. On discute, je le stimule et je le raccompagne ensuite en classe. »

Pour les besoins de la cause, Paul Vanier est devenu magicien l'an dernier. « Tous les enfants aiment la magie. Et ça exerce leur concentration. »

En plus du déjeuner et d'un dîner, une substantielle collation leur est servie avant qu'ils ne quittent l'école de manière à ce qu'ils puissent tenir jusqu'au lendemain si jamais ils devaient sauter le repas du soir. Mais, ce sont des situations qui, si elles étaient monnaie courante avant qu'ils n'intègrent le projet, sont supposées se produire moins souvent au fur et à mesure qu'avance l'année

scolaire. Au fur et à mesure que la sensibilisation menée auprès des parents produit des résultats.

C'est à force de conversations avec eux que Paul Vanier réussit à mener les parents à participer au projet. Une participation qui n'a rien d'officiel. Elle est multiforme et a lieu en dehors de toutes structures établies. Ils vont par exemple l'aider à préparer le déjeuner. « Pas parce qu'on les y a obligés mais parce qu'on les y a invités. » Cette année, ce sont des parents eux-mêmes qui se chargeront de faire l'épicerie. Ce qui, l'an dernier, aurait été impensable, assure le coordonnateur.

Les parents participent aussi à l'élaboration et à la préparation d'une foule d'activités comme le grand repas communautaire mensuel réunissant oncles, tantes et grands-parents. Toutes sortes d'activités sont organisées afin de favoriser leur implication. Des camps familiaux par exemple. Ceux-ci sont d'ailleurs souvent l'occasion d'aborder d'autres problèmes de front. « Parce que certains sont déjà arrivés au camp avec leurs caisses de bières et leurs sacs de poudre. »

Quel bilan tracer de l'expérience après une année ? D'abord ces enfants sont « en meilleur état », estime Paul Vanier. « Ils ont enfin des acquis pédagogiques et réagissent mieux qu'avant à leur environnement. » De leurs côtés, plusieurs parents ont réglé de gros problèmes de toxicomanies ou du moins sont-ils en démarche. Surtout, un dialogue s'est créé entre la mère et son enfant. Les deux ont appris à vivre ensemble. Plutôt que de ne partager que des peines, ils partagent aussi des joies. Il y a beaucoup moins de tensions familiales qu'avant. « Et ça, c'est très important pour le développement af-

fectif, intellectuel et social de l'enfant. »

Le projet a reçu des subventions d'organismes sociaux para-gouvernementaux et d'une fondation privée. Lors de son passage, le ministre de l'Éducation a offert 20 000 \$ au nom du gouvernement. Paul Vanier s'en souvient comme d'un beau moment. Il a senti chez lui une réelle compréhension qui lui a fait chaud au cœur. « J'ai l'impression qu'il a compris qu'il ne s'agissait pas d'une classe spéciale comme il y en a plein. Une classe dans laquelle peu de choses se règlent parce qu'on ne tente jamais d'y impliquer l'environnement familial. Je pense même qu'il s'est dit que c'était le genre d'intervention pouvant déboucher sur des résultats concrets et durables. » Une intervention hors normes.

« Chaque fois que j'appelle un parent, c'est toujours pour lui relater ce que son petit vient de faire de bien. Jamais le contraire. Au début, des mères étaient surprises que je ne les appelle pas pour leur dire de venir d'urgence chercher leur petit monstre comme elles en avaient l'habitude », relate Paul Vanier, qui dit souhaiter qu'un peu plus de respect et d'attention président aux relations entre l'école et la famille. « Aux parents, on leur dit constamment qu'ils sont la clé de la réussite de leur petit. Que sans eux, nous ne pourrions rien faire. » Petit à petit, ils deviennent eux aussi des personnes ressources pour le groupe d'enfants.

C'est ainsi que dans l'Est de Montréal, une école a non seulement réussi à établir des ponts entre elle et plusieurs familles démunies, mais aussi entre des parents et leur enfant.

L'ÉDUCATION PERMANENTE: UN ATOUT!

- Avancement au travail;
- Recyclage;
- Formation professionnelle;
- Culture.

LE SOIR 37 PROGRAMMES EN TOUT!

- Du certificat au grade universitaire.

RENSEIGNEMENTS ET ADMISSION : 398-6200

- Toute l'année!



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

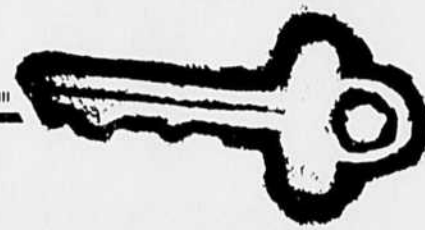
FACULTÉ DES ARTS
FACULTY OF ARTS

ANGLAIS LANGUE SECONDE

- À compter du 9 septembre 1991, l'Institut des langues secondes offrira des cours intensifs d'anglais langue seconde.
- Cours intensifs: session d'automne de 12 semaines à raison de 21 heures par semaine (du 9 septembre au 29 novembre).
- Date limite pour la demande d'inscription: le 30 août 1991.
- Pour de plus amples renseignements, s'adresser à:

L'INSTITUT DES LANGUES SECONDES

au 600, rue King Edward
Ottawa, Ontario
K1N 6N5
(613) 564-4020
fax: (613) 564-9969



OFFREZ-VOUS UN CONSULTANT!

- **FACILITE** LES MÉTHODES D'ÉTUDE
- **AMÉLIORE** LES CHANCES DE SUCCÈS AUX EXAMENS
- **RATIONALISE** L'EMPLOI DU TEMPS
- **APPRIVOISE** L'UTILISATION DE L'ORDINATEUR
- **DÉVELOPPE** LES MÉTHODES DE LECTURE ET DE MÉMORISATION
- **RAFFINE** LES MÉTHODES DE RÉDACTION
- **DIRIGE** LES TRAVAUX D'ÉQUIPE
- **AUGMENTE** LES CAPACITÉS INTELLECTUELLES

LE CAHIER DE MÉTHODOLOGIE

4e ÉDITION

Université du Québec à Montréal
EN VENTE DANS LES MAGASINS SCOLAIRES

l'idec Nouveautés

CROSSROADS SERIES 1

HIGHWAYS

Thérèse Caron
Nicole Gaulin

Anglais langue seconde
1^{re} secondaire

- STUDENT BOOK
2-7608-5523-6 (432 p.)
- TEACHER'S GUIDE
2-7608-5525-2
- AUDIO CASSETTES
2-7608-5526-0
- ACTIVITY BOOK
(Disponible pour la rentrée 1991)

secondaire



LIDEC Inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

Guérin

MATHÉMATIQUE SOLEIL 4

416-436

Madeleine Drolet
Hélène Rochette

Programme restructuré

Remaniement transitoire 416-436

Tiré à part (manuel)

- Remaniement transitoire 416-436
Cahier d'exercices (couvrant les objectifs du 416)
ISBN-2-7601-2470-3
80 p. 4,93 \$
- Remaniement transitoire 416-436
Cahier d'exercices (couvrant les objectifs du 416)
ISBN-2-7601-2474-6
144 p. 8,65 \$
- Remaniement transitoire 436
Cahier d'exercices (couvrant les objectifs du 436)
ISBN-2-7601-2475-5
144 p. 8,65 \$

Tiré à part (manuel)

- Remaniement transitoire 416-436
Cahier d'exercices (couvrant les objectifs du 416)
ISBN-2-7601-2465-7
128 p. 4,95 \$

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

L'éducation des enfants

Les parents doivent dédramatiser leur rôle

Hélène Boyer

PÉDAGOGUE, depuis une vingtaine d'années et père de deux adolescents, Fernand Fournier sillonne le Québec, les Maritimes et l'Ontario. Il y a peu de commissions scolaires ou de comités de parents d'école qui ne connaissent pas au moins son nom. Ses conférences empruntent souvent le chemin de l'humour et attirent tel un spectacle qu'on ne voudrait surtout pas manquer. Pourtant, le co-directeur du CÉRFA (Centre d'éducation et de ressources en formation, animation et consultation) n'aborde pas toujours des sujets faciles.

Comment aider les parents à mieux comprendre leurs enfants ? Pour M. Fournier et son collègue, Michel Lafortune, psychologue, la réponse est claire... mais pas toujours évidente pour les parents : « Nous travaillons particulièrement sur la qualité des contacts que les parents entretiennent avec leurs enfants. Le rôle du parent est celui d'un

témoin, d'un complice et même d'un conspirateur ! »

Les thèmes abordés dans les conférences toucheront de très près la réalité entourant les jeunes. Au primaire, le CÉRFA propose des conférences sur la colère et l'agressivité de l'enfant, le passage du primaire au secondaire ainsi que la prévention de la consommation des drogues. Outre les conférences, le CÉRFA offre aussi des ateliers et des séminaires aux adultes désirant approfondir une question particulière concernant les jeunes.

Selon Michel Lafortune, le parent se confronte souvent à la difficulté de se situer dans le contexte scolaire. De plus, le succès scolaire de l'enfant apparaît comme l'apanage de la réussite sociale : « Les parents ont une vision souvent apocalyptique de l'avenir de leurs jeunes. On met beaucoup de pression sur l'enfant. Si l'enfant a quelques échecs scolaires, c'est la fin du monde ! » Les conférenciers et animateurs du Centre fondé en 1989 mettent davantage

l'accent sur la dédramatisation des situations vécues par les parents et les enfants.

Mme Lucille Noël, fondatrice de l'organisme Entraide-Parents, incite aussi les parents à dédramatiser leur rôle dans l'éducation des enfants. Implanté dans la région de la vieille capitale, Entraide-Parents organise des rencontres entre parents dans les commissions scolaires qui en font la demande. Lucille Noël présentait 16 conférences au cours de la dernière année scolaire. La majorité des questions abordées touchait la discipline dans la relation parent-enfant : « Le plus fort de mon expérience demeure mon vécu parental, quoique j'étais puéricultrice de profession, dira-t-elle. Je me suis rendue compte qu'en prenant soin des parents, les enfants s'en portent mieux. Les parents n'ont pas toujours la chance d'échanger entre eux, sans nécessairement avoir un spécialiste à côté d'eux qui leur explique ce qui est bon de faire ». Mme Noël croit que les réponses à l'éducation des enfants demeurent en grande partie du côté de l'échange d'expériences entre parents.

Issus souvent de familles éclatées, les parents qui suivent les conférences de Mme Noël veulent éviter que leurs enfants ne vivent une telle situation. L'affection et l'encadrement des enfants vont donc de pair pour bon nombre d'entre eux. Mme Mado Harvey a participé à une série d'ateliers offerts à la suite des conférences d'Entraide-Parents. Les quatre ateliers portaient sur la pré-adolescence et l'importance de faire la part

des choses dans les responsabilités dévolues tant aux parents qu'aux jeunes : « Je m'appropriais le bulletin de mon garçon de 14 ans. Ses réussites, comme ses échecs, me touchaient. Nous avons appris à ne pas tout prendre sur notre dos. Mais, aussi à encourager les enfants quand cela va moins bien à l'école. Il faut prendre notre place comme parent, parler plus de nos sentiments tout en tenant compte de la place des enfants. »

Pour sa part, la CECM développait un programme *Relation parent-enfant* qui se voulait un catalyseur dans le développement des ressources parentales dans les milieux défavorisés. Présenté depuis près de 20 ans, le programme a adopté dès le départ la formule souple de discussions en groupe. Cependant, les animatrices des groupes de parents n'écartent pas tout un volet plus pédagogique, soit le développement psychologique, physique et intellectuel de l'enfant. De plus, le contenu des cours diffère selon le groupe d'âge concerné. Tour à tour, les cours abordent des titres qui identifient chaque type de relations parent-0 à 5 ans, parent-6 à 12 ans et parent-adolescent.

De nombreuses commissions scolaires ont repris avec succès la formule adoptée dans *Relation parent-enfant*. M. Gaston Gauthier, conseiller pédagogique à la CECM, fut l'un des instigateurs du programme et le coordonnateur pendant de nombreuses années. Selon lui, il fallait d'abord définir le parent comme « un être de ressources même s'il éprouvait des



Il faut définir le parent comme un être de ressources, même s'il éprouve des problèmes, en le considérant comme un éducateur à part entière.

problèmes ». En considérant le parent comme un éducateur à part entière, le projet visait à améliorer leur force et leur compétence par des discussions entre eux. L'apprentissage par les pairs a permis à plusieurs parents de retrouver confiance en leurs moyens. Pour certaines mères, *Relation parent-enfant* aura servi de tremplin vers d'autres choses.

Mme Fernande Mathieu-Stasse, mère de trois enfants, a collaboré comme animatrice au programme *Relation parent-enfant* pendant huit ans. Puis, le projet *Un livre dans la rue* fait un jour appel à elle en 1982. Par ce nouveau programme, la CECM et la bibliothèque de la Ville de Montréal voulaient intéresser les enfants, provenant des couches sociales défavorisées, aux livres. Quand elle s'est retrouvée un livre à la main, Mme Stasse a tout de suite su comment s'y prendre. Une grappe d'enfants à sa suite, elle s'installait dans les parcs pour raconter des histoires. Et, quand on lui demandait quel genre de contes elle préférait, sa réponse s'accompagnait d'un grand

éclat de rire : « Mais les livres qui dérangent les adultes ! »

Fernande Stasse croit qu'il faut travailler d'abord sur le désir de lire. Conteuse hors pair, Mme Stasse ne qualifie pas pour autant son approche de pédagogie pure et simple. Elle veut d'abord donner le goût aux enfants de lire. L'apprentissage plus formel viendra plus tard. Fernande Stasse a même copié sa méthode jusqu'en France. Là, elle a déjà donné des ateliers dans les colloques de littérature jeunesse et a raconté des histoires aux enfants dans une bibliothèque parisienne : « Le livre demeure un prétexte pour établir la communication entre l'adulte et l'enfant. D'ailleurs, les parents devraient lire des histoires chaque soir aux enfants. C'est un merveilleux outil éducatif ! »

Dans les bibliothèques comme dans les petites salles où on la retrouve sous un de ses nombreux costumes, elle réussit toujours à convier les enfants sur le seuil d'une histoire où l'imagination occupe la place centrale... Quoique un peu plus réticents, les parents et les professeurs succombent aussi au charme du conte !

Y SESSION DE 7 SEMAINES DÉBUT LE 9 SEPTEMBRE

MONTREAL Matin, après-midi, soir & samedi

INFORMATIQUE

- Dactylo sur ordinateur
- Introduction à IBM DOS
- Connaissance de l'IBM-PC
- Wordperfect
- Lotus 123
- Lotus 123 avancé
- Wordperfect avancé
- Comptabilité Informatisée

LANGUES

- Anglais
- Français
- Espagnol
- Italien
- Grec
- Chinois
- Japonais
- Portugais

INSCRIPTION: 27, 28, 29 août & 3, 4, 5 septembre

3 SESSIONS INTENSIVES pour ANGLAIS, FRANÇAIS, DACTYLO SUR ORDINATEUR & CONNAISSANCE DE L'IBM-PC

Débutent le 9 septembre & 8 octobre

Centre-ville 1450 rue Stanley (métro Peel) 849-8393 postes 712 & 732

Hochelaga-Maisonneuve 4567 rue Hochelaga (métro Viau) 255-4651

* Ces cours ne sont pas offerts à la succursale Hochelaga-Maisonneuve

PARLEZ ANGLAIS

À PARTIR DE 553\$

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensez, et ceci grâce à notre méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'Ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

— COURS DÉDUCTIBLE D'IMPÔT

BERLITZ

2020 RUE UNIVERSITY 288-3111

50 PLACE CREMAZIE 387-2566

1991 Centres de Langues Berlitz

l'idec Nouveautés

MATHÉMATIQUES

L'APPRENTISSAGE DES MATHÉMATIQUES AU PRIMAIRE DE LA 1^{re} À LA 6^e ANNÉE

Constance Mainville directrice de la collection

■ POUR LA 1^{re} ET LA 2^e ANNÉE

- Manuel de l'élève
- Cahiers d'activités
- Guide du maître

■ POUR LA 3^e, 4^e, 5^e ET 6^e ANNÉE

- Manuel de l'élève
- Guide du maître

Déjà parus:

- 1^{re} ANNÉE (cahier A)
- 1^{re} ANNÉE (cahier B)
- 2^e ANNÉE (cahier A)
- 2^e ANNÉE (cahier B)
- 5^e ANNÉE (manuel)

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

Pensionnat des Ursulines

Dans les Cantons de l'Est

à 1h30 de Montréal et 40 min. de Sherbrooke

RÉSIDENCE POUR JEUNES FILLES

Cours secondaire complet:

- enrichissement de l'anglais
- choix varié d'activités
- enseignement de l'informatique
- transport organisé les fins de semaine
- possibilité de classe d'immersion-française

Pour l'année scolaire 1991-1992, quelques places sont encore disponibles.

Pour information et rendez-vous téléphoner 819-876-2180

26 Dufferin Stanstead (Québec) JOB 3E0

Institution d'enseignement secondaire mixte déclarée d'intérêt public.

Familles, droit et société

Huguette Clavette et Donald Poirier tracent un portrait exhaustif des différents types de familles et de toutes les formes de vie familiale. Ce livre comprend une vulgarisation des principales lois qui réglementent les relations familiales et présente les principales causes de jurisprudence qui ont fait évoluer le droit en matière familiale.

Cet ouvrage unique, est rédigé par des francophones du Nouveau-Brunswick qui sont régis par le Common Law; il saura susciter discussions et réflexions pour une meilleure compréhension de la société dans laquelle nous vivons.

Les Éditions d'Acadie
C.P. 885 Moncton, N.-B. E1C 8N8
Tél.: (506) 857-8490 - Téléc.: (506) 857-3070

414 pages, 24,95 \$
ISBN 2-7600-0178-4

En vente dans toutes les bonnes librairies ou aux Éditions d'Acadie

UNIVERSITÉ D'OTTAWA UNIVERSITY OF OTTAWA

Arts Visuels

Le Département d'Arts visuels offre trois programmes d'étude:

- ARTS PLASTIQUES
- PHOTOGRAPHIE
- THÉORIE ET HISTOIRE DE L'ART

Le Personnel enseignant comprend des artistes professionnels et des historiens d'art:

Olivier Asselin	Gunter Nolte
Tony Brown	Suzanne Pasquin
Lynne Cohen	Francine Périnet
Evergon	Roland Poulin
Philip Fry	Leslie Reid
Charles Gagnon	Elizabeth Ritchie
Lorraine Gilbert	Michael Schreier
Peter Gnass	Vincent Tangredi
Angela Grossmann	Neil Tenhaaf
Claude Lacroix	David Tomas

ainsi que plusieurs professeurs à temps partiel

Date limite pour admission année universitaire 1992-1993: 15 avril 1992

Pour de plus amples renseignements:

Diane Daniel
Adjointe scolaire
100, avenue Laurier, est
Ottawa, Ontario
K1N 6N5

Téléphone: 613-564-6588

École Les Mélézes

ANNÉE SCOLAIRE 91-92

Établissement privé déclaré d'intérêt public par le ministère de l'Éducation, dirigé par les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame.

École LES MÉLÈZES

393, rue de Lanaudière, Joliette (Québec) J6E 3L9

- Cours d'études primaires pour filles et garçons (1ère à la 6e année)
- Pensionnat de semaine pour filles seulement (2e à la 6e année)
- Département de musique privée: flûte traversière - guitare - piano - violon - violoncelle
- Halte garderie • Transport

PLACES DISPONIBLES POUR FIN AOÛT

Tél.: (514) 752-4433

ÉDUCATION

Dossier spécial

Famille-école

Le soutien aux parents

L'école en profite plus qu'elle n'y participe

Jeanne Morazain

DEPUIS dix ans maintenant, Gérard Boutin, du département des sciences de l'éducation de l'UQAM, travaille, avec d'autres chercheurs, à mettre au point un modèle d'intervention auprès des parents d'âge préscolaire. « Nous voulons que les parents prennent conscience de leur compétence éducative, aient confiance dans leur capacité d'établir un contact cognitif et affectif positif avec leur enfant. Dès lors, toute la dynamique familiale devient constructive. » Les jeux de rôle, les mises en situation, l'apprentissage de l'écoute font partie de l'arsenal utilisé. Les parents d'enfants en difficulté, les parents des milieux défavorisés ont été les premiers rejoins mais, de plus en plus, des parents de toutes les couches socio-économiques et d'enfants « sans problème » se côtoient dans les groupes. Par ailleurs, on cherche à adapter l'approche à des contextes culturels différents, ceux des diverses ethnies. La formation des éducateurs et la prévention sont également des préoccupations majeures.

Les recherches du professeur Boutin comme celles qui se poursuivent depuis 30 ans à travers le monde, en particulier aux États-Unis, ont amplement démontré qu'il est illusoire de vouloir changer l'enfant sans se préoccuper de changer sa famille et la communauté dans laquelle il vit. Le Conseil supérieur de l'éducation en est convaincu, lui qui dans un avis de 1988, recommandait que « le développement des compétences éducatives des parents soit un objectif prioritaire des politiques sociales. » Le Conseil ajoutait : « Pour orienter leur action éducative, les parents gagneraient souvent à pouvoir bénéficier d'un accès plus large à des services d'analyse et de dépistage, sans

devoir attendre que quelque maladie n'en donne peut-être l'occasion. (...) De pouvoir disposer d'un profil de développement global de leur enfant — vers l'âge de trois ans par exemple — aiderait grandement de nombreux parents. »

L'école serait la première bénéficiaire de cette intervention précoce qui demeure le moyen le plus efficace de prévenir les difficultés d'adaptation scolaire et sociale. L'idée progresse-t-elle dans le milieu scolaire ? Les percées sont minces, constate Gérard Boutin. Notre modèle n'a été que rarement repris par le milieu scolaire. Je sens une certaine ouverture mais ce n'est que lorsque l'école aura compris que c'est rentable, en sous et en dollars, que ça va bouger. »

Les parents ont besoin de soutien pour mener à bien leur tâche éducative, quand l'enfant est jeune et jusqu'à la fin de l'adolescence. Ils le réclament sous tous les tons. Les CLSC semblent les entendre davantage que les commissions scolaires. En mai dernier, devant le Groupe de travail sur la situation des jeunes au Québec, la Fédération des CLSC exprimait l'avis que « les grandes mesures sociales doivent être complétées par des services visant à soutenir directement l'ensemble des familles et des jeunes ». Parmi les services à mettre en place, la Fédération mentionne : des programmes d'éducation au parentage, des programmes de soutien par le biais de groupes de support et d'entraide, des programmes de dépistage précoce et des programmes d'intervention intensive et prolongée pour les familles et les jeunes en difficulté.

Les CLSC justifient leur volonté d'agir sur le fait que « toutes les familles passent par des périodes de transition (grossesse et naissance, entrée à l'école, adolescence, séparation, divorce, recombinaison de la famille) où les liens entre les mem-

bres de la famille et les rôles de chacun peuvent être redéfinis. Ces périodes engendrent une plus grande vulnérabilité. En l'absence d'un soutien adéquat, des problèmes peuvent survenir et se chroniquer si aucune intervention n'est disponible ». L'objectif ultime est de renverser une tendance inquiétante qui distingue le Québec : « Contrairement aux stratégies d'intervention actuelles au Québec qui font largement appel au placement d'enfants et ce, dans une proportion deux fois plus élevée qu'en Ontario, nous préconisons le développement d'intervention de première ligne sur l'entraide, l'aide à domicile et l'adoption d'attitudes proactives axées sur les situations problématiques vécues dans la communauté. »

La Fédération des CLSC souhaite resserrer ses liens avec le milieu scolaire. L'école est un lieu privilégié par lequel on peut rejoindre les jeunes et leurs parents grâce notamment à l'infirmière scolaire, un rouage essentiel, et aux services des commissions scolaires auxquels les enseignants réfèrent les enfants « problèmes ».

Plusieurs CLSC apportent déjà un précieux support aux parents de leur territoire. Par exemple, le CLSC Arthur-Buies de Saint-Jérôme, accueille des groupes pour les parents d'enfants de 0-5 ans, de 6-12 ans et de 12-18 ans. Il y a jusqu'à cinq groupes par année parents d'adolescents dans le cadre du programme Pause-Parents où l'on discute à 15 de problèmes aussi divers que la drogue, l'autorité, le décrochage scolaire, la sexualité, les conflits de valeurs et de générations, ... Le CLSC du Centre de la Mauricie à Shawinigan est lui aussi très actif. Son programme à l'intention des parents d'adolescents comporte trois volets. Le premier s'adresse aux parents désireux de réfléchir, par le biais de jeux de rôles notamment, sur la relation parent-enfant. Le deuxième est destiné aux familles reconstituées et l'on insiste sur la présence des deux parents de la nouvelle famille. Le troisième volet, appelé PAVOT, vise à augmenter la volonté des parents de faire obs-

tacle à la toxicomanie. À travers des mises en situations, les parents « pratiquent leurs réactions ». « PAVOT est promis à une brillante carrière, nous dit Guy Poudrier, coordonnateur du module socio-communautaire. Expérimenté chez nous, il sera repris dans toute la région Mauricie-Bois-Francs et, éventuellement, ailleurs au Québec. Il a le mérite, entre autres, de rejoindre les parents des couches sociales défavorisées habituellement difficiles à aller chercher. Pour chacun des volets, nous avons l'intention de constituer des groupes d'ados qui poursuivraient une démarche parallèle et même des groupes mixtes parents-adolescents, en particulier pour le volet familles reconstituées. »

Nous pourrions aussi parler des interventions auprès des parents des CLSC. Arthur-Caux à Laurier Station, Côte-des-Neiges, Pierrefonds, Longueuil, dans la région de Montréal, Basse-Ville à Québec, Forestville sur la Côte-Nord où l'on met à contribution les mères des villages pour aider les familles monoparentales à s'entraider et à contribuer au développement de leurs jeunes enfants, ou encore Sainte-Foy-Sillery qui réunit les parents séparés ou divorcés et, parallèlement, les enfants de ces parents. Certains CLSC, comme celui de Drummondville, ont porté la problématique relation parents-enfants à l'attention de toute la communauté en organisant des soirées thématiques pour un large public.

Il y a aussi des initiatives qui avortent. Le CLSC Le Mascoutain à Saint-Hyacinthe ne sait pas s'il pourra offrir pour une deuxième année le programme « Parents d'aujourd'hui » visant à améliorer la compétence des parents. Il était donné en collaboration avec l'éducation des adultes de la commission scolaire et celle-ci a mis fin à sa contribution financière. Pour poursuivre sans son appui, il faudrait probablement charger 100 \$ par session au lieu de 25 \$, une facture que la clientèle cible ne peut absorber.

Parfois, c'est toute la communauté qui se mobilise afin de soutenir

les parents. Deux initiatives originales méritent ici d'être soulignées. Sur le territoire de la MRC Rimouski-Neigette, les responsables d'établissements et d'organismes des réseaux de l'éducation, de la santé, des services sociaux et des services communautaires se sont alliés à l'entreprise privée et ont créé la Fondation Pro-Jeune-Est. Cette fondation unique a pour objectif de donner à la MRC les moyens de soutenir les jeunes en difficulté et leur famille par une démarche préventive continue et concertée. Les actions seront dirigées vers tous les groupes d'âge de 0 à 17 ans en vue d'assurer le développement maximal et global de chaque enfant.

Dans Hochelaga-Maisonneuve, la table de Concertation Jeunesse, qui regroupe une vingtaine d'organismes, lancée en 1987, le projet « Je Passe-Partout » afin de prévenir le décrochage scolaire et de valoriser les apprentissages scolaires. Essentiellement, il s'agit d'un atelier de devoirs pour des élèves du 2^e cycle du primaire qui présentent des difficultés d'intégration scolaire. « Je Passe-Partout » — c'est le nom de l'atelier —, a toutefois ceci de particulier qu'il prévoit des visites à domicile aux parents des enfants inscrits afin de les habiliter à soutenir leur enfant. « Je Passe-Partout » ne se contente pas d'informer les parents, il leur propose des gestes concrets afin de faciliter la période d'étude de l'enfant.

Certains parents ont pris l'initiative de se constituer en groupes de soutien. C'est ainsi que sont nés notamment Parents Anonymes et la Maison des parents. Si, à l'origine Parents Anonymes s'adressait en priorité aux parents violents, aujourd'hui, nous dit son directeur général Jocelyn Paiement, « Parents Ano-

nymes s'intéresse à toute la relation parent-enfant. Par l'écoute téléphonique, nous aidons le parent confronté à un problème à mettre une autre paire de lunettes, à prendre du recul. Des groupes d'entraide sont nés du désir d'aider les parents à se prendre en main. Il y en a présentement 34 au Québec sous la bannière de Parentaïde. »

La Maison des parents, rue Saint-Hubert à Montréal a été fondée il y a sept ans par des parents qui avaient suivi des cours d'éducation populaire sur la relation parent-enfant. Elle est née du désir de poursuivre la réflexion. La Maison offre un service d'écoute téléphonique, permet aux parents qui y viennent d'échanger sur leurs problèmes — « et leurs joies », précise-t-on — met à leur disposition de la documentation, organise des soirées thématiques et des activités comme ces Beaux Dimanches où, pendant que les parents échantonnent autour d'un café, les enfants sont pris en charge par un animateur. La Maison des parents a également mis sur pied plusieurs réseaux pour les pères, les grands-parents, les parents d'adolescents et les nouveaux parents.

Cette effervescence va se poursuivre. Les initiatives vont se multiplier tellement les besoins des parents d'aujourd'hui sont énormes. L'action va-t-elle continuer de se passer en périphérie de l'école ? Pour que l'école se joigne au mouvement, il faudrait que cesse le divorce entre le discours officiel — celui sur le rapprochement avec la famille, celui sur la décentralisation des décisions — et les ressources humaines et financières allouées par le réseau scolaire à la revalorisation du rôle des parents et au soutien de leur action éducative.

Au bout de chaque cigarette
Un seul filtre: vos poumons



LE THÉÂTRE

YANG NEUB

La mère:
Pourquoi tu vas pas à tes cours?
Philippe:
Y'en a trop dans une journée.
Rendu à midi,
j'ai la tête grosse de même,
ça me sort par les oreilles.

L'ANGE GARDIEN

la nouvelle création jeunesse sur
le décrochage, disponible en tournée
au Québec dès octobre.

Depuis 18 ans, partenaire
du monde scolaire

TANDEM Desjardins
L'inséparable force de la coopération

Pour informations:
Reno Fortin (819) 567-7575
À partir du 2 novembre 91
composez le (819) 346-7575

Le seul établissement au Québec autorisé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Science à dispenser le programme #901.24

CONCEPTION SONORE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Le langage MIDI
L'ordinateur et l'industrie musicale
Le studio MIDI
Le séquenceur
Synthèse analogique
Synthèse numérique et M.I.
L'échantillonnage
L'A.V. et Synthèse
additive
Studio d'enregistrement
multipiste
Audio numérique...

"M.C." Attestation d'Études Collégiales
Français ou anglais
Possibilité de prêts et bourses du Gouvernement et de prolongation des prestations
d'assurance-chômage
Stations de travail sur place

ENFIN MUSI TECHNIC
Services éducatifs inc.

1259 Berri, suite 909
Montréal Qc.
H2L 4C7
514.844.2141

Nombre de places limité Cours théoriques et pratiques
Métro Berri

ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST inc.

Collège privé mixte **Primaire Secondaire**
reconnu d'intérêt public Pensionnat-Externat

Un collège du centre ville sur le flanc du Mont-Royal

ADMISSION 1991-1992
Quelques places disponibles
1^{ère} année primaire et
à certains niveaux Primaire et Secondaire
téléphonez au 934-0596

«MODULE DE DOUANCE»
UN PROGRAMME ORIGINAL ET INNOVATEUR
POUR L'ÉPANOUISSEMENT DES ÉLÈVES
DOUÉS ET TALENTUEUX

1517, avenue des Pins Ouest, Montréal H3G 1B3
Tél.: 934-0596 — FAX: 934-2390

LE CONSERVATOIRE ☒ JEUNES ADULTES

**DICTION
EXPRESSION ORALE
THÉÂTRE
SCÈNES DIALOGUÉES**

**ENFANTS (6-9 ans)
JEUNES (10-14 ans)
LES "15-17 ans"**

JEUDI 17h à 18h30 • AU CENTRE VILLE
VENDREDI, 17h à 19h OU
SAMEDI, 10h à 12h • À AHUNTSIC

Inscription pour septembre
• Prospectus sur demande

CONSERVATOIRE LACALLE

3505, rue Durocher, Montréal, H2X 2E7, Tél.: 288-4140
JACQUES LAURIN, directeur général

LE CONSERVATOIRE ☒ JEUNES ADULTES

**DICTION
EXPRESSION ORALE
THÉÂTRE
SCÈNES DIALOGUÉES**

**ENFANTS (6-9 ans)
JEUNES (10-14 ans)
LES "15-17 ans"**

JEUDI 17h à 18h30 • AU CENTRE VILLE
VENDREDI, 17h à 19h OU
SAMEDI, 10h à 12h • À AHUNTSIC

Inscription pour septembre
• Prospectus sur demande

CONSERVATOIRE LACALLE

3505, rue Durocher, Montréal, H2X 2E7, Tél.: 288-4140
JACQUES LAURIN, directeur général

LE CONSERVATOIRE ☒ JEUNES ADULTES

**DICTION
EXPRESSION ORALE
THÉÂTRE
SCÈNES DIALOGUÉES**

**ENFANTS (6-9 ans)
JEUNES (10-14 ans)
LES "15-17 ans"**

JEUDI 17h à 18h30 • AU CENTRE VILLE
VENDREDI, 17h à 19h OU
SAMEDI, 10h à 12h • À AHUNTSIC

Inscription pour septembre
• Prospectus sur demande

CONSERVATOIRE LACALLE

3505, rue Durocher, Montréal, H2X 2E7, Tél.: 288-4140
JACQUES LAURIN, directeur général

SOKAN BONSAI inc.



Inscrivez-vous maintenant
pour la session d'automne

**Bonsaï
Cours
Livres
Outils
Entretien
Pension**

Ouverture mar. au ven. 12h à 18h
Samedi et dimanche 12h à 17h

Pour information:
393-8930
768 ouest, St-Paul

Des parents retournent à l'école pour mieux suivre leurs enfants

Hélène Boyer

POUR ASSURER le suivi scolaire de leurs enfants, de nombreux parents n'hésiteront pas à effectuer un retour sur les bancs d'école. M. Denis Saucier, père de deux enfants dont un à l'école primaire, a participé à un programme de « suivi personnel et scolaire de l'enfant » dispensé par la Commission scolaire Saint-Jean-sur-le-Richelieu : « À 44 ans, je n'avais pas vécu le monde scolaire depuis longtemps ! L'école a beaucoup changé. Les méthodes d'enseignement ne sont plus les mêmes. »

Le programme, implanté dans cinq écoles, vise à familiariser les parents au milieu scolaire et à les sensibiliser aux nouvelles réalités des jeunes. Les enseignants et les parents se rencontrent entre cinq et huit fois durant l'année pour discuter du bulletin scolaire, des services offerts à l'école aux élèves et des caractéristiques de l'école. On aborde aussi toute la question de l'évolution des méthodes d'enseignement.

Mis de l'avant en 1989, ce programme se voulait une amorce de réponse à la problématique du décrochage scolaire : « Il fallait faire quelque chose pour sensibiliser les adultes aux réalités des jeunes, de préciser Mme Marie-Andrée Dion, conseillère pédagogique en éducation des adultes à la Commission scolaire Saint-Jean-sur-le-Richelieu. Nous

cherchons à faire réaliser aux parents l'importance d'encourager l'enfant qui fréquente l'école. » La commission scolaire de la rive-sud offre aussi des cours d'appoint aux parents en mathématiques et en français. Cependant, ces cours, d'une durée variant entre 15 et 30 heures, ne s'intègrent pas directement au programme de suivi scolaire.

Les programmes de ce type semblent porter fruit partout où on les retrouve. Bien que certaines commissions scolaires mettent l'emphasis sur la compréhension de tous les aspects entourant l'enfant dans le milieu scolaire, d'autres s'attaquent d'abord à l'instruction scolaire des parents. C'est notamment le cas du programme *J'apprends avec mon enfant* de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CÉCM). Aujourd'hui implanté dans une dizaine d'écoles, le programme voyait le jour dans le cadre de l'opération Renouveau au début des années 80. Cette initiative de la CÉCM voulait favoriser une plus grande scolarisation dans les milieux défavorisés comme le souligne Mme Judith Imboden, directrice adjointe au Centre de ressources en éducation populaire (CREP) de la CÉCM : « Dans certains milieux, les parents sont relativement peu scolarisés. Ils ont donc déjà des besoins du côté de la formation de base. C'est après que nous pouvons faire un lien avec ce que l'enfant apprend. À un moment donné, nous avions l'impression de

donner des cours aux parents qui n'avaient que très peu de lien avec ce que l'enfant faisait. Mais le lien se fait plus tard. » Selon Mme Imboden, le programme a donné des résultats positifs depuis son apparition en 1983. Certaines directions d'écoles lui faisaient part des différences observées dans l'intérêt des enfants : les jeunes travaillent mieux et semblent plus motivés devant l'implication de leurs parents.

En milieu défavorisé, l'incontournable problème de l'alphabétisation refait surface. Malgré toute sa bonne volonté, le parent sous-scolarisé ne peut pas toujours assurer le suivi scolaire de l'enfant. Par ailleurs, les parents veulent éviter à leurs enfants de vivre ce qu'ils ont vécu : « Le milieu familial peut influencer grandement l'enfant, précise Mme Lucie Payette, formatrice rattachée au programme *J'apprends avec mon enfant*. Si l'enfant éprouve des problèmes à l'école, on retrouve souvent derrière un père ou une mère analphabète. »

Mais le retour à l'école peut signifier beaucoup pour certains parents. Mme Denise La Madeleine quittait l'école à 14 ans avec une cinquième année pour aider ses parents à subvenir aux besoins de ses frères et sœurs. La cinquantaine passée, cette grand-mère retournait aux études en 1988 afin d'aider sa petite fille de sept ans : « Il y a beaucoup de choses que j'avais oubliées ou que je n'avais jamais apprises comme les



Un programme vise à familiariser les parents au milieu scolaire et à les sensibiliser aux nouvelles réalités des jeunes. Les enseignants et les parents se rencontrent entre cinq et huit fois durant l'année pour discuter du bulletin scolaire, des services offerts à l'école aux élèves et des caractéristiques de l'école.

Guérin

LE CORPS HUMAIN EN SANTÉ

Biologie humaine
(3^e secondaire)

Paul Darveau, Josette Marcoux, Michel Hallé, Marie Makdissi

- manuel cartonné ISBN-2-7601-1056-7 (530 p.)
- maître ISBN-2-7601-1165-2 (398 p.)
- recueil ISBN-2-7601-1305-1 (204 p.)

APPROUVÉ PAR LE MEQ

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

LIDEC Nouveautés

ORGANISATION GÉOGRAPHIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

4^e et 5^e secondaire

- Manuel de l'élève 2-7608-4564-8 (288 p.)
- Guide pédagogique 2-7608-4565-6 (384 p.)

François Carrier Marc Hudon

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

fractions et certaines règles de français. Finalement, j'ai pu terminer ma sixième année. » Denise La Madeleine espère un jour obtenir son diplôme d'études secondaires. Pour une autre mère de famille, *J'apprends avec mon enfant* fut l'occasion d'acquiescer une plus grande confiance en elle-même et de s'intéresser aux devoirs de ses deux enfants : « Maintenant, j'ai plus de facilité à suivre ce que font les enfants à l'école. Au moins, je peux vérifier leurs devoirs. » Mme Mimi Maltais a pu aussi augmenter ses connaissances en français et s'initier à l'ordinateur.

L'horaire des cours offerts dans le cadre du programme de la CÉCM se profile sur celui des enfants. Ainsi, les adultes quittent l'école à 11 h 30 dès que la cloche retentit. Les parents, en très grande majorité des femmes, suivaient une quinzaine d'heures de cours par semaine tout au long de la période scolaire. À l'école Garneau, située dans le quartier centre-sud de Montréal, une douzaine de parents recevaient la formation dispensée par Mme Payette. Cette formatrice précise que les thèmes abordés touchaient beaucoup le quotidien des adultes : « J'enseignais les décimales et les fractions dans le but de leur faire comprendre les pourcentages et d'avoir une notion sur les taxes. Avec l'arrivée de la TPS...

Un autre programme de la CÉCM s'adresse plus particulièrement aux allophones. « À l'école de mon quartier » invite les immigrants à faire d'abord l'apprentissage du français pour ensuite mieux comprendre le réseau scolaire québécois : « Je considère que l'exercice du rôle parental demeure lié à l'intégration dans une société, explique M. Michel Bernard, directeur adjoint au CREP. L'apprentissage de la langue reste un fac-

teur d'intégration important. Et sans la connaissance du français, on peut difficilement demander aux parents de participer à la vie de l'école et de s'intéresser au suivi scolaire d'un enfant. » Dix écoles primaires à forte concentration ethnique offraient des cours en 1991. Dans certains cas, on a pu proposer des contenus se rapprochant un peu plus du programme scolaire de l'enfant.

Bien qu'il existe plusieurs cours pour assurer un meilleur suivi scolaire des enfants, ils ne sont pas structurés de façon permanente. Sur le territoire de l'île de Montréal, chaque commission scolaire y va de son intervention selon les besoins perçus dans la population. Pour pallier à cette situation, le Conseil scolaire demandait au ministre de l'Éducation de prévoir une formule de financement à long terme : « Nous voulons un financement adéquat pour soutenir des programmes réguliers de suivi scolaire dans les milieux défavorisés, confirme le président du Conseil, M. Jacques Mongeau. Nous attendons la décision ministérielle avant le début de la prochaine année scolaire. »

Chose certaine, une fois que les vacances estivales appartiennent au passé et que l'automne commence à s'installer, de nombreux parents, à l'instar de leurs enfants, reprennent eux aussi le chemin des écoliers. Denise La Madeleine, comme d'autres mères, s'y prépare déjà : « Au lieu de ne rien faire à la maison, j'aime autant y aller ! Tout en me désennuyant, j'apprends », dira-t-elle.

PARENTS ANONYMES

À L'ÉCOUTE DES PARENTS EN DIFFICULTÉ

7 JOURS SUR 7

TÉLÉPHONE MTL 288-5555
EXT 1 800 361-5085

UN LIVRE À DÉCOUVRIR...

RELIGION À TRANSMETTRE

Michelle MILOT

Une religion à transmettre?
Le choix des parents
Essai d'analyse culturelle

Dans une culture dite séculière, comment comprendre que persiste la demande de transmission de la religion catholique aux nouvelles générations? À une époque où l'on constate chez les parents une désaffection pour le catholicisme, quels motifs les poussent à choisir, pour leurs enfants, l'enseignement religieux et la sacramentalisation? Pourquoi s'en remettent-ils à l'école, et non à l'Église, pour transmettre ce qu'ils considèrent comme un héritage familial?

X-170 pages, 23,95 \$

BON DE COMMANDE

Une religion à transmettre? à 23,95\$ chacun

exemplaire(s) _____

Port et manutention 3,00\$

Sous-total _____

TPS (7%) _____

Total _____

Date _____

☐ Paiement ci-joint (chèque ou mandat) \$ _____

☐ MASTER CARD n° _____

☐ VISA n° _____

Date d'expiration de ma carte de crédit _____

Signature _____ Tél. _____

Nom (en majuscules) _____

Adresse _____

En vente chez votre libraire ou chez l'éditeur

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Cité universitaire
Sainte-Foy, Québec
Canada G1K 7P4
Tél. (418) 656 5106
Téléc. (418) 656 3476

L'ÉDUCATION DES ADULTES AU CÉGEP

je m'inscris!

Renseignez-vous au cégep de votre région ou à

CÉGÉPHONE
(514) 271-1124
du lundi au vendredi jusqu'à 21h.
nous acceptons les frais d'interurbain

MOI, JE DONNE DU SANG CET ÉTÉ!

La Société canadienne de la Croix Rouge

ÉDUCATION

Dossier spécial

Famille-école

Les pères gagnent du terrain dans le monde scolaire

Anne Pélouas

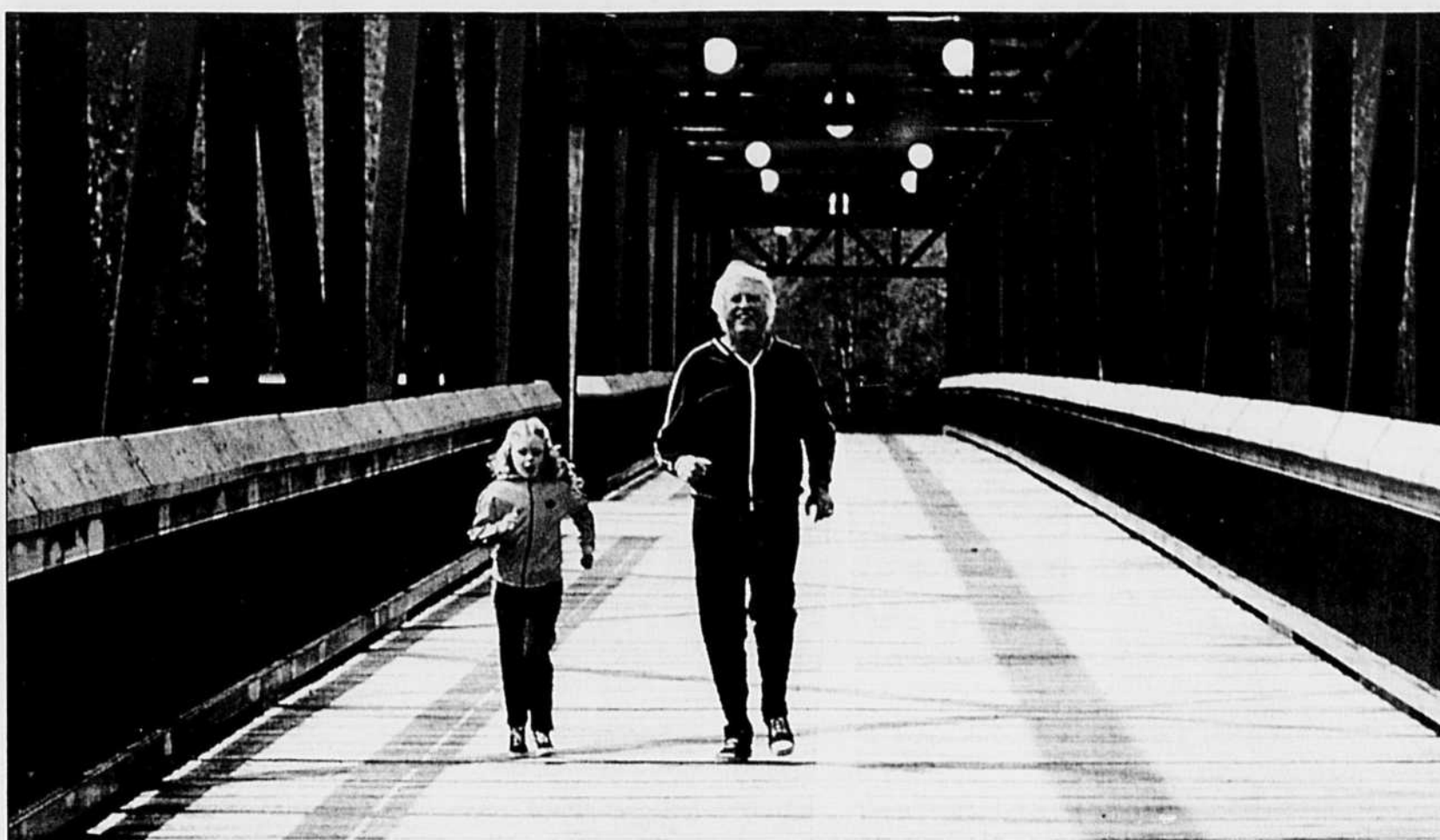
HOMMES-FEMMES, pères-mères, qui fait quoi aujourd'hui dans l'exercice des compétences parentales ? À défaut d'une véritable analyse sociologique, l'implication des uns et des autres dans les institutions ouvertes aux parents en milieu scolaire constitue un bon indicateur de leur niveau d'intérêt pour l'éducation des enfants à l'extérieur de la structure familiale.

Globalement, la participation des parents aux comités d'écoles, aux comités régionaux ou centraux comme, plus simplement, aux activités organisées par les établissements d'enseignement reste relativement faible. Pour ceux qui s'impliquent, la répartition pères-mères s'est sensiblement modifiée au cours des années. Les femmes travaillant plus et les hommes s'intéressant davantage à l'éducation des enfants, on note un certain rééquilibrage dans la participation des parents au sein des réseaux scolaires.

Rééquilibrage ne veut pas dire égalité. Gérardine Bissonnette, présidente du comité central des parents de la CECM, constate qu'il y a une quinzaine d'années, on trouvait surtout des mères dans les comités d'écoles ou comités régionaux. « Les pères disaient qu'ils n'avaient pas le temps et laissaient leurs femmes s'occuper de l'éducation des enfants. Aujourd'hui, peut-être parce que ces mères sont de plus en plus sur le marché du travail, les choses ont changé et, dans toutes les structures qui sont ouvertes aux parents en milieu scolaire, on note une plus grande implication des pères. La participation des parents est beaucoup plus équilibrée, y compris au niveau du bénévolat dans les écoles. »

S'il semble effectivement que les pères soient plus présents dans les instances scolaires, tout le monde n'est pas d'accord que le changement soit très marqué. Surtout du côté des mères. En fait, il faudrait distinguer entre les différentes formes de participation parentale à la vie scolaire. Dans les comités d'écoles, par exemple, les mères restent surreprésentées par rapport aux pères, dans une proportion de deux tiers pour un tiers.

« C'est toujours plus nous qui avons à gérer l'éducation des enfants », note Lynn Lapostolle en relevant que les réunions scolaires, le travail dans les comités ou la participation à des activités attirent



La participation des parents à l'éducation des enfants est beaucoup plus équilibrée, y compris au niveau du bénévolat dans les écoles.

moins les hommes. « Il faut encore que ça rentre dans leur agenda ! Et, pour le bénévolat, c'est pareil. Ce sont surtout des mères qui accompagnent enfants et enseignants dans les sorties ». Là où il y a des comités de gestion ou des assemblées générales, par exemple dans les écoles alternatives, les hommes sont plus actifs mais ils accordent moins de temps, semble-t-il, à une participation régulière.

Autre tendance : plus on monte dans ce qu'on pourrait appeler la hiérarchie scolaire, plus on trouve d'hommes prêts à s'impliquer. Au comité central des parents de la CECM comme dans la plupart de ses comités régionaux, la répartition hommes-femmes est ainsi quasiment égale. Pierre Mayeu et Farol Durosel, tous deux membres du comité central, font partie de ces pères qui ont une longue expérience d'implication dans les structures scolaires. Leur opinion varie quelque peu de celle des femmes interrogées.

Pierre Mayeu a commencé sa vie de militant scolaire il y a 12 ans dans un comité d'école. « À ce niveau, remarque-t-il, il y a toujours plus de femmes que d'hommes. Peut-être parce qu'elles s'intéressent plus que les pères au règlement des problèmes de leurs propres enfants et qu'elles sont plus actives dans le bénévolat. C'est autre chose qui m'attirait personnellement. J'étais curieux de voir ce qui se passait dans l'école, de comprendre pourquoi l'encadrement manquait et de savoir quelle pédagogie on y appliquait. » Pierre Mayeu est ensuite devenu membre de l'exécutif de la région Est de la CECM. « Là encore, il y a un peu plus de femmes que d'hommes mais nous sommes quand même assez nombreux. » La différence d'approche, c'est « peut-être que nous sommes moins gênés de parler en public de problèmes qui ne

concernent pas nos propres enfants », pense-t-il.

Cette idée semble aller de pair avec le goût d'un certain pouvoir. Depuis un an au conseil des parents de la CECM, Pierre Mayeu se consacre à de nouveaux sujets d'intérêt, plus globaux, sur l'enseignement. « Au comité central, on voit les choses sous un autre angle », dit-il. Il est plus facile, certainement, quand on se rapproche des sources décisionnelles, de comprendre comment fonctionne la machine scolaire et d'agir sur des points qu'on souhaite modifier. Si la curiosité le pousse encore dans cette voie, la volonté de faire bouger les choses n'est donc pas étrangère à son engagement et, dit-il, j'ai peut-être une plus grande gueule que certains pour dire ce que je pense ».

Farol Durosel a suivi sensiblement le même chemin. Président du

comité des parents de l'école Notre-Dame de Fatima, à Rivière-des-Prairies, il est aussi à l'exécutif de la région Nord et au comité central des parents de la CECM. « J'aime savoir ce qui se passe dans la vie », dit-il, en guise d'explication quand on lui demande les raisons de son engagement. Le scolaire n'est d'ailleurs pas son seul terrain d'implication puisqu'il est aussi, entre autres, entraîneur de soccer. Membre du comité d'école depuis que son fils, âgé de 13 ans aujourd'hui, fréquentait la maternelle, il admet être « le benêt de la famille ». Les deux parents ne peuvent pas faire ça. Il faut bien que quelqu'un soit plus présent à la maison quand on a trois enfants ».

Lui aussi constate une plus forte représentation des mères dans les comités d'écoles, alors qu'un rééquilibrage se fait au niveau régional pour tendre vers l'égalité au comité central des parents. D'après lui, il faut néanmoins différencier primaire et secondaire. « Dans mon comité, au secondaire, il y a plus d'hommes alors que c'est l'inverse au primaire. Peut-être les pères sont-ils davantage intéressés par les activités scolaires de niveau secondaire. En tout cas, moi, j'ai toujours été là, en suivant mes enfants du primaire au secondaire. »

Farol Durosel n'en oublie pas pour autant une certaine attirance pour le jeu de pouvoirs qui se dessine dans les comités régionaux et se confirme avec précision dans l'instance supérieure qu'est le comité central. « C'est de la haute politique. Ça brasse et il fut savoir parler et mener des négociations », dit-il avec une réelle passion dans la voix.



AIES
1968-1991

L'Association des institutions d'enseignement secondaire regroupe 95 écoles secondaires privées comptant 47 000 élèves.

L'A.I.E.S. a pour mission de promouvoir l'enseignement privé, de soutenir le développement de ses écoles membres et de contribuer au progrès général de l'éducation au Québec.

Renseignements:

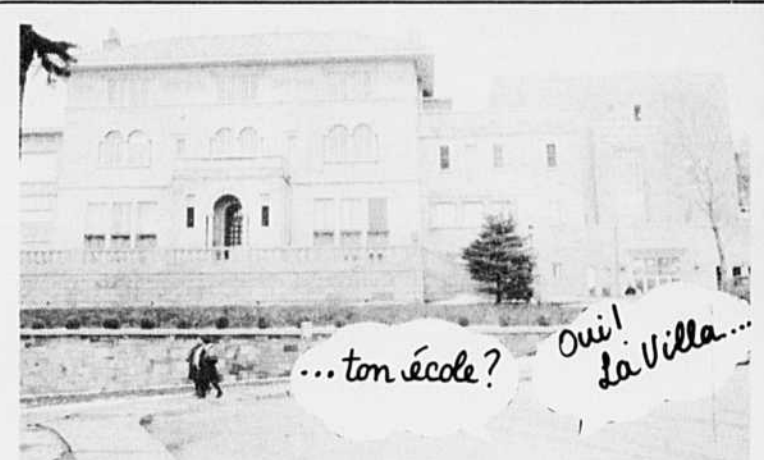
1940, boulevard Henri-Bourassa Est
Montréal — H2B 1S2
tél.: 381-8891 — télécopieur: 381-4086



SETON CATHOLIC CENTRAL PENSIONNAT POUR GARÇONS

- École secondaire américaine de la 9^{ème} à la 12^{ème} années
- Garçons seulement — 14 à 18 ans
- Pension à prix raisonnable (5 jours ou 7 jours/semaine)
- Programmes: général et pré-universitaire
- Programme spécial en anglais pour les débutants
- Places disponibles pour septembre 1991

Information & Inscription: SETON CATHOLIC CENTRAL
25 No. Catherine St.
Plattsburgh, New-York 12901
Tél.: (518) 561-4031



VILLA STE-MARCELLINE

Préscolaire, primaire, secondaire, collégial

Formation fondamentale préuniversitaire

815, Upper Belmont, Westmount H3Y 1K5
Tél.: 488-2528

ROBERT & COLLINS
DICTIONNAIRE
Le petit ROBERT bilingue NOUVELLE ÉDITION

**LE PLUS COURT CHEMIN
DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS**

Guérin

Les marchés économiques

Paul Beaudry,
Luc Bois et Gilles Tanguay

Les marchés économiques
5^e secondaire

À paraître
sous peu

Nombreuses illustrations 4 couleurs
Maître: 455 pages - (cartable)
Manuel: 8 1/2 x 11 - 440 pages - couverture rigide - 34,95 \$

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

LIDEC Nouveautés

**COLLECTION
DÉCOUVERTES SCIENCES PHYSIQUES
416 — 436**

Régent Bouchard, Roger Dionne

**DÉCOUVERTES
LA MATIÈRE**
• Cahier d'apprentissages
• Guide pédagogique

**DÉCOUVERTES
LES PHÉNOMÈNES ÉLECTRIQUES**
• Cahier d'apprentissages
• Guide pédagogique

**DÉCOUVERTES
LES PHÉNOMÈNES IONIQUES**
• Cahier d'apprentissages
• Guide pédagogique

Sciences-Technologie-Société

LIDEC

LIDEC Inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

**Collège
Ste-Marcelline**

**LIGNES FONDAMENTALES
DE NOTRE ÉDUCATION**

Il se présente comme une communauté éducative ayant pour but de transmettre avant tout les valeurs de vie, dans une synthèse dynamique entre culture et foi, et entre foi et vie. La méthode pédagogique proposée par le fondateur des Sœurs de Ste-Marcelline, Mgr Luigi Biraghi, engage toute la communauté éducative à actualiser dans « un climat de famille » une expérience de vie culturelle et fraternelle.

DESCRIPTION
Institution d'enseignement: pré-maternelle, maternelle, primaire (mixte) et secondaire (pour filles), externat seulement; fondée en 1961; située sur le territoire de la Commission des écoles catholiques de Montréal; déclarée d'intérêt public (secondaire seulement) par le ministère de l'Éducation.

Le Collège dispose des services suivants: bibliothèque (au primaire et au secondaire), cafétéria, auditorium, gymnase, laboratoires de biologie, de chimie, de physique, locaux d'économie familiale et d'initiation à la technologie, laboratoire d'informatique, service audio-visuel, service d'orthopédagogie, locaux d'arts plastiques et de musique, locaux de culte et de pastorale, terrains de sports, camp (chalet) de fin de semaine.

Informations, cours primaire:
Directrice des études:
S. Marielle Dion, i.m.

Informations, cours secondaire:
Directrice des études:
S. Teresa Belgiojoso, i.m.

Activités dirigées: théâtre, sport, musique, géographie, cours spéciaux informatique, arts et mythologie, création de marionnettes.

9155, Gouin o., Montréal — H4K 1C3 Tél.: (514) 334-9651

La compétence des parents

Des éditeurs actifs mais des télédiffuseurs beaucoup moins

Hélène Boyer

MÊME UN rapide coup d'oeil dans une librairie, rayon de l'éducation des enfants, suffit pour arriver à une conclusion. Dans ce domaine, les éditeurs québécois et étrangers se portent bien, merci. Pour qui veut mieux comprendre le développement de l'enfant, sa santé, ses loisirs et même ses besoins d'apprentissage, les bouquins ne manquent pas.

La bibliothèque de Montréal constituait d'ailleurs en 1989 une collection spéciale regroupant tous les titres sur l'éducation des enfants. Cette collection se voulait plus précisément une réponse aux interrogations de l'adulte face aux besoins et comportements de l'enfant. Biblio-Parents comporte plus de 250 titres et peut être consulté dans toutes les bibliothèques offrant un service aux enfants. D'après une compilation effectuée par Lise Langlais, conseillère en ressources documentaires à la Ville de Montréal, les maisons d'éditions québécoises demeurent fort actives dans ce domaine. Parmi elles, les éditions de l'Homme, Québec, Stanké, Boréal, Albert Saint-Martin... Bref, une bonne majorité des éditeurs ont au moins un livre touchant l'éducation des enfants.

Bons vendeurs, ces livres ne sont

pourtant pas la panacée des auteurs étrangers. Bien au contraire ! Les Québécois écrivent beaucoup sur le sujet. Aux Éditions de l'Homme, on compte au moins 80 titres touchant l'éducation des enfants : « Bien que cette catégorie ne fasse pas l'objet d'une classification particulière, elle a son importance. Nous pouvons avoir une dizaine de nouveautés par année. Et ce sont souvent des auteurs québécois que nous éditons. Je dirais que nous avons 50 % de nos livres écrits par des Québécois, 40 % sont des traductions-adaptation d'auteurs étrangers et 10 % écrits par des auteurs français, belges ou suisses. » M. James De Gaspé Bonnar, vice-président édition aux Éditions de l'Homme, souligne aussi le succès remporté par les Québécois ailleurs dans la francophonie. Certains livres se sont vendus à plus de 200 000 exemplaires dont, entre autres, le livre de Guy Corneau intitulé *Père manquant, fils manqué*. D'autres titres aussi, sur la nutrition et les jeux par exemple, ont connu un exceptionnel succès de librairie. L'engouement des pays francophones d'outre-mer peut s'expliquer par le traitement de sujets plus précis : « Des livres traitant d'un sujet très circonscrit se vendent beaucoup mieux que les ouvrages généraux. Ce sont des créneaux peu exploités par les éditeurs français », de noter Mme Ni-



Les télédiffuseurs privés et surtout publics consacrent en moyenne 18 % de leur programmation aux émissions jeunesse.

cole Bureau-Lévesque, des Éditions de l'Homme.

Les auteurs américains demeurent aussi fort prolifiques sur le sujet de l'éducation des enfants. Les traductions et adaptations de bouquins remplissent souvent un rayon complet. Si le best-seller *Tout se joue avant six ans*, de l'Américain Fitzhugh Dodson, remporte encore un succès, rares sont les auteurs qui osent s'aventurer hors de l'enfance. Tout justement semble se jouer avant 12 ans ! Le vide se fait lorsqu'on désire se renseigner sur la période de l'adolescence : « Pour les enfants d'âge préscolaire, il existe beaucoup de titres et ils sont très populaires, explique Mme Geneviève Leclerc, libraire chez Renaud-Bray. De plus, on publie beaucoup de nouveautés à chaque année. Mais pour les adolescents, il en manque. Pourtant, le public en demande souvent. »

Les livres sur l'éducation des enfants s'achètent généralement sans recherche préalable. Les parents bouquinent puis, si le titre les intéresse, ils l'achètent. Par contre, il faudra parler d'acheteuses puisque les femmes demeurent les principales consommatrices. Selon des

données du ministère de l'Éducation citées par M. De Gaspé Bonnar, elles ont reçu une éducation universitaire et possèdent un revenu supérieur à la moyenne. Sans contredire ce profil, le vice-président à l'édition précise que les Éditions de l'Homme tentent d'offrir des sujets qui intéressent aussi un plus large public.

Par ailleurs, il existe aussi de nombreux périodiques s'adressant aux parents qui ont des enfants d'âge scolaire. L'agence d'abonnement Périodica compte une vingtaine de publications dans ce domaine. La revue française *Parents* demeure une des plus populaires. Dans la liste des magazines disponibles, les revues *Le mensuel enfant* et *Famille Québec* demeurent les seules publications québécoises.

Si les livres foisonnent, il n'en est rien du côté des émissions de télévision. Les télédiffuseurs privés et surtout publics consacrent en moyenne 18 % de leur programmation aux émissions jeunesse : « Mais des émissions qui s'adressent spécifiquement aux parents et qui renseignent sur l'éducation des enfants, il n'y en a pas beaucoup. Cela se fait plutôt dans le cadre d'émissions d'infor-

mation ou d'affaires publiques comme *Télé-service* », de noter Mme Monique Caron-Bouchard, sociologue et conseillère auprès des diffuseurs pour le contenu des émissions s'adressant aux enfants. Pour Mme Bouchard, les parents auraient cependant avantage à écouter les émissions de leurs enfants. Et, éventuellement de discuter du contenu avec les plus vieux.

Cependant, certaines émissions à caractère éducatif réussissent à intéresser autant les parents que les enfants. L'émission *Bête pas bête* du 10 mars dernier, présentée à Radio-Canada, attirait 136 000 adultes de plus de 18 ans sur un auditoire total de 409 000. Les cotes d'écoute BBM calculées le 8 mars pour l'émission *Les débrouillards* faisaient état d'un nombre important d'adultes. Ce jour-là, 68 000 adultes côtoyaient 129 000 enfants de 2 à 11 ans et 78 000 adolescents. Par ailleurs, M. Michel Lavoie, responsable des émissions jeunesse à Radio-Canada, promet une nouvelle série à l'automne prochain qui abordera les relations parents-enfants et d'autres problématiques qui touchent les jeunes : « L'émission *Watatataw* traitera, à travers

des dramatiques, des questions de décrochage et de fréquentation chez les jeunes, entre autres », précise-t-il. Pour la première fois d'ailleurs, Radio-Canada tentera l'expérience de la télévision interactive sur Vidéo-way avec cette nouvelle émission.

Les télédiffuseurs publics demeurent les plus actifs en ce qui concerne ce type d'émission. La dramatique *À plein temps*, diffusée jusqu'au printemps dernier sur les ondes de Radio-Québec, abordait des questions touchant l'éducation des enfants. Quant à l'une des émissions les plus populaires à Radio-Québec, *Parler pour parler*, elle réussit à intéresser le public de par son caractère intimiste : « Les gens la perçoivent vraiment comme une émission éducative, soutient Mme Madeleine Dubé du service de recherche de Radio-Québec. Ils apprennent des choses et disent que l'émission les pousse à réfléchir, à dépasser leurs préjugés sur certaines questions tel que la sexualité chez les jeunes. Comme tout se passe autour d'une table, de façon intime, les personnes interrogées ont fait part d'une certaine dramatisation des questions abordées. »

Au canal de télé-enseignement (CANAL), qui diffuse ses émissions sur le câble, seulement 8 % des émissions sont consacrées à l'éducation des enfants dans un contexte familial. Cours universitaires d'abord, les émissions présentées conduisent à l'obtention de crédits. Pourtant, Mme Sylvie Godbout, adjointe à la direction au canal de télé-enseignement, affirme que les parents aussi s'intéressent à ces cours : « Nous savons que les cours présentés touchent un auditoire plus large que les personnes inscrites. Les téléphones que nous recevons en sont la preuve. » CANAL diffuse des cours de psychologie touchant notamment le développement de l'enfant. Certaines séries informent sur l'effet des psychotropes et des drogues, alors que d'autres expliqueront le système scolaire québécois.

Mais pour des réponses plus complètes sur l'éducation des enfants, le livre demeure encore la meilleure solution pour les parents... à moins d'un chambardement complet dans la prochaine programmation de nos télévisions.

L'Université de Sherbrooke

Un choix de vie



Quelque 18000 étudiants choisissent de profiter de la vie à l'Université de Sherbrooke dans un environnement favorable au travail intellectuel et à l'épanouissement personnel. Un encadrement pédagogique exceptionnel et la dimension humaine des relations entre les étudiants et les professeurs font de Sherbrooke une université où l'enseignement conduit à la réussite.

Renseignements sur les programmes:
(819) 821-7680
1-800-267-UDÉS (sans frais)



UNIVERSITÉ
DE SHERBROOKE
UN PAYS DE CONNAISSANCE



INFO.: 762-6069

secondaire

Guérin

ATLAS d'histoire du Canada

Luce Deschênes Damian
Raymond Damian

Nouveauté

Les grands faits qui ont marqué notre histoire ont été groupés en quatre thèmes: les explorations, les guerres et les découpages politiques, l'occupation et la mise en valeur du territoire, et le rayonnement canadien dans le monde. Cette approche a comme avantage majeur d'allier harmonieusement l'ordre chronologique, l'extension territoriale, les rapports entre les événements et la mesure de l'activité humaine, tout en atteignant bien les cibles proposées par les programmes d'éducation.

Atlas d'histoire du Canada
ISBN-2-7601-2303-0 (160 p.)

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

secondaire

Lidéc

Nouveautés

COLLECTION SCIENCES RELIGIEUSES

3^e secondaire
UN AMOUR INFINI
• Cahier de l'élève
2-7608-1009-7 (288 p.)
• Guide pédagogique et corrigé du cahier

4^e secondaire
APPELÉ(E) À L'AMOUR
• Cahier de l'élève
2-7608-1011-9 (304 p.)
• Guide pédagogique et corrigé du cahier

Martial Boucher

secondaire

secondaire

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

Les départs ratés

Chaque rentrée scolaire ramène son lot de « décollages » difficiles

Normand Grondin

L'AN DERNIER, c'est un jeune de sept ans dont le vocabulaire était à peine plus étendu que celui d'un enfant de trois ans. L'année précédente, une brisée de cinq frères et sœurs dont la mère, une femme monoparentale, accusait un sérieux retard mental. Et puis il y a eu ce garçon de six ans qui refusait de parler correctement, sachant très bien qu'au moment où il le ferait, son père, un homme violent, cesserait de le considérer comme un « bébé » et le frapperait à son tour, comme tous les autres membres de la famille...

Chaque rentrée ramène au moins une nouvelle « histoire d'horreur » de ce genre à Arlette Cousineau, orthophoniste en milieu scolaire défavorisé depuis maintenant 14 ans. De ces petites et grandes tragédies qui, admet-elle, vous grignotent tranquillement les nerfs et vous usent un professionnel à la corde bien avant l'âge de la retraite.

Mais si les cas semblables ne sont pas légion, les « décollages scolaires » difficiles sont encore fréquents

dans plusieurs quartiers de la ville. Notamment dans le secteur est, où elle travaille depuis plusieurs années.

« En maternelle quatre ans, je sais dès le départ qu'il y aura au moins trois ou quatre enfants en difficulté dans une classe d'à peine 16 ou 17 jeunes. Et parfois, on parle de la moitié du groupe. Des enfants qui, à toutes fins pratiques, sont non-verbaux. C'est-à-dire qu'ils émettent simplement des syllabes, comme le ferait un tout petit de 18 mois par exemple. Imaginez la côte qu'il leur faut déjà remonter avant d'arriver sur les bancs de l'école... »

Difficultés de langage, de compréhension ou de concentration, comportement extrêmement agité ou, au contraire, totalement effacé, les manifestations du retard d'un enfant sur la « moyenne » des jeunes de son âge peuvent se manifester de différentes façons. Mais elle annonce toute la même chose si rien n'est fait pour corriger ce départ raté, ses chances de réussite scolaire dans l'avenir sont, théoriquement du moins, fort minces. Pas facile d'entreprendre un long voyage quand votre bateau prend l'eau alors qu'il est encore

amarré au quai...

Selon toute vraisemblance, la plupart des échecs scolaires prématurés et des retards importants peuvent être liés à la pauvreté économique. En principe, plus une famille est préoccupée par sa survie quotidienne, moins elle a de temps et d'énergie à consacrer à l'éducation des enfants. Dans certains quartiers de la ville, on atteint des sommets avec la moitié des chefs de famille d'un secteur en chômage et un pourcentage de familles monoparentales (surtout des femmes) frôlant la barre des 30%.

Nicole Ahern, directrice de Saint-Jean-Baptiste-de-Lasalle, une institution primaire située dans Hochelaga-Maisonneuve, pense que c'est à la direction et aux enseignants de « dépister » le plus rapidement possible les enfants en difficulté. À Saint-Jean-Baptiste-de-Lasalle, dont la clientèle est constituée de 30 % de familles défavorisées, on peut également compter depuis trois ans sur les services d'une petite équipe de professionnels présents à temps partiel — travailleuse sociale, psychologue, psycho-éducatrice et orthophoniste — pour seconder les ensei-

gnants. Une denrée rare par les temps qui courent.

Mais les efforts des enseignants et des professionnels au sein de l'école ne suffisent pas toujours, explique la directrice. Dans bien des cas, rien n'est possible sans la coopération des parents. Active ou passive, mais leur coopération. « Habituellement, tout ce que l'enfant a besoin pour rattraper son retard, c'est d'un peu plus de stimulation en classe mais aussi, simultanément, à la maison. Sauf qu'il est parfois difficile de faire comprendre aux parents qu'ils représentent la meilleure ressource scolaire pour leur enfant. Que le poids de leurs gestes et de leurs arguments vaut plus à lui seul que celui de n'importe quel enseignant. »

Un enfant ne démissionnera à peu près jamais si ses parents l'encouragent et lui font sentir que ses efforts sont importants, fait remarquer Arlette Cousineau. Au contraire, à moins d'un problème psychologique sérieux, la réussite scolaire est quasi assurée si les jeunes sont bien appuyés. « Même les parents analphabètes peuvent aider énormément leurs enfants simplement en les supportant émotionnellement dans leur démarche. J'ai d'ailleurs vu plusieurs familles le faire avec succès. Il faut cependant que les parents comprennent véritablement le sens de ce qui se fait à l'école. En fait, il y a presque autant de travail à faire auprès d'eux qu'auprès de leurs enfants. »

À l'occasion, les résistances familiales peuvent être importantes. On a vu et on voit encore des enfants de familles dites « à problèmes » migrer sans cesse d'une école à une autre dès qu'un professionnel ou un enseignant s'intéresse de trop près à leurs cas, explique Louise Geoffroy, psycho-éducatrice et ex-enseignante. « Les parents craignent de perdre leurs enfants si la Direction de la protection de la jeunesse met le nez dans leurs affaires. Ils vont donc refuser aussi longtemps que possible que leur enfant reçoive de l'aide et changer d'école dès que la pression devient trop forte. »

D'autres parents détestent le réseau d'enseignement parce qu'ils n'ont connu eux-mêmes qu'échec scolaire sur échec scolaire, ajoute-t-elle. « Involontairement, ils transmettent cette vision négative à leurs enfants et s'attendent à ce qu'ils pen-

sent comme eux, explique-t-elle. On n'arrivera jamais nulle part si on ne parvient pas à briser cette image. »

Cela dit, la majorité des parents apprécie de recevoir de l'aide extérieure, dit Arlette Cousineau. Et s'ils ont quelquefois tendance à nier les problèmes de leur enfant, il semble que quelques heures passées en classe suffisent habituellement à leur faire changer d'idée. « Certaines personnes manquent d'information, d'autres n'ont vraiment pas conscience des difficultés de leur enfant. Mais tout cela est aussi, au fond, une question de valeurs. Qui on est, nous, pour leur dire que leur jeune est en retard sur les autres ? Il faut apprendre à dialoguer avec les parents, à les écouter et leur faire comprendre que l'école a changé. »

« L'école doit cesser de s'isoler comme dans le passé et s'incarner dans les nouvelles réalités sociales », pense Nicole Ahern, qui est déjà passée aux actes en multipliant les con-

tacts entre les parents, la direction et les enseignants de son école. Selon elle, c'est d'ailleurs l'une des clés du problème. « J'ai travaillé au primaire, au secondaire et dans quatre institutions différentes et chaque fois qu'on a ouvert la porte aux parents, ils ont toujours accepté l'invitation. Au fond, l'école et les parents ont au moins deux choses en commun : l'enfant et le goût qu'il réussisse dans la vie. »

Louise Geoffroy, pour sa part, se souviendra longtemps de cette jeune mère qui, alors qu'elle avait apporté un gâteau en classe pour le sixième anniversaire de son garçon, avait avoué à l'enseignante que c'était la toute première fois qu'elle-même soulignait l'événement... Puis, avant de quitter, et encore tout étonnée de voir l'intérêt qu'on portait à son fils, elle avait naïvement demandé à la psycho-éducatrice si, selon elle, il était trop tôt pour fêter sa fille de deux ans...

PETIT ROBERT 1

LE GRAND CLASSIQUE DU FRANÇAIS ACTUEL

L'éducation au bout du fil

Françoise Lafleur

UN COUP de téléphone, ça fait du bien. Particulièrement lorsqu'on est parent et qu'on a besoin d'un petit coup de pouce ou de conseils sur « quoi faire » et « comment faire » dans le dédale de l'éducation des enfants. Loin de la formule des traditionnelles lignes d'écoute téléphonique, « Education Coup-de-fil » est un service de consultation professionnelle qui répond aux difficultés courantes reliées à l'éducation et aux problèmes de communication entre parents et enfants.

« Notre principal objectif, explique l'instigatrice du mouvement, c'est le mieux-être de la famille. » Mis sur pied par Madeleine Laperrière, une travailleuse sociale ayant identifié un tel besoin dans la population, l'organisme communautaire répond annuellement à plus de 2000 appels de parents, d'enfants et d'adolescents en quête de solutions devant divers problèmes au quotidien provenant soit du milieu scolaire soit du milieu familial.

Une solution efficace pour résoudre un dilemme dont ils ne savent plus comment sortir, c'est principalement ce que cherchent ceux et celles qui téléphonent à « Education Coup-de-fil » qui redonne au parent son rôle d'éducateur de premier plan, en le déculpabilisant face à son sentiment d'échec, en le mettant en confiance face à lui-même et en le guidant vers l'autonomie tout en l'aider à choisir la meilleure manière de venir à bout du conflit qui émerge. Face aux mille et une difficultés rencontrées par l'un ou l'autre des membres de la famille, que celle-ci soit traditionnelle ou recomposée en fonction des nouveaux modèles sociaux, « Education Coup-de-fil » offre un support dans l'immédiat ainsi que prévention afin d'éviter que dégénèrent en problèmes trop graves de légers conflits non résolus à temps.

Subventionné en majeure partie par des communautés religieuses, celles-ci préférant garder l'anonymat afin de se préserver d'un bombardement de sollicitations financières, le service est gratuit, anonyme et confidentiel. Chaque entrevue téléphonique, menée par l'un ou l'autre des professionnels impliqués, psycho-éducateurs, psychologues et travailleurs sociaux ayant chacun des enfants, durent environ une heure. « Si le problème est grave, la difficulté rencontrée complexe, nous suggérons à la personne au bout du fil des entrevues suivies et réparties mensuellement. Vu la confidentialité du service, il revient au parent ou à l'enfant aux prises avec un problème de prendre l'initiative de nous rappeler et de faire en sorte qu'il puisse continuer sa consultation auprès du même professionnel ayant établi avec lui une relation d'aide dans une sorte de face-à-face au téléphone », signale Madeleine Laperrière.

Qu'elles soient travailleuses ou femmes au foyer, monoparentales ou non, les mères composent de 75 à 80 % des appels reçus. De 20 à 25 %

des appels proviennent de professeurs, d'éducateurs spécialisés, de moniteurs, d'animateurs de pastorale, d'infirmières en milieu scolaire, de quelques enfants et d'adolescents. Tous sont à la recherche d'outils pédagogiques pouvant les guider dans la résolution des confrontations qui ont cours au sein des familles entre les deux parents, confrontations qui se répètent de façon plus ou moins prononcée sur le comportement des enfants rapidement étiquetés « en difficulté » ou « difficiles ».

Parents négligents ou parents négligés ? « Education Coup-de-fil » semble opter pour parents trop souvent négligés dans une société en mutation qui leur demande d'avoir le dos large ! Ceux et celles qui travaillent veulent alléger ce fardeau parental tout en valorisant, en premier lieu, des relations harmonieuses au sein des familles. Près de 25 % des interventions concernent les « enfants du divorce » qui, souvent, ont en poche d'ingénus moyens de briser les nouveaux couples ou familles recomposées, à la suite d'une indigestion ou une mauvaise intégration de la séparation les ayant confronté à un déchirement émotif parfois insupportable.

Un autre problème courant tourne autour de la transition de l'école primaire au secondaire. « Souvent, illustre Madeleine Laperrière, l'enfant qui passe d'une école du quartier à la polyvalente de la région se trouve désemparé ». Sans doute perdu au milieu de cette nouvelle orbite scolaire, il sera tenté de s'en évader, de décrocher... S'il y reste malgré tout, son comportement soudain pourra être qualifié de mésadapté ou d'innaptes. Mais quel soutien a-t-on donné à l'enfant pour qu'il intègre au mieux cette phase de transition brusque vers un nouveau milieu et un nouvel apprentissage de la vie ?

Comme le mentionne Jacqueline Renaud dans son ouvrage intitulé « *Faut-il dire non à ses enfants ou les*

pièges de l'éducation » (collection *Les guides Psycho-Hachette*), l'école peut parfois être en cause mais elle ne remplace pas l'éducation des parents. « Elle la complète tout en élargissant le champ d'intérêts et de contacts de l'enfant ». Les parents demeurent les principaux acteurs du développement de la famille. On peut joindre « Education Cou-de-fil » en téléphonant au (514) 525-2573 à compter du 3 septembre. L'organisme offre également des ateliers de formation et d'encadrement qui s'adressent soit aux parents soit aux professeurs.

Trop souvent, on vient à la rescousse des parents seulement lorsque la situation a dérangé l'organisation sociale, lorsque l'enfant a été l'objet d'un signalement public ou commis un délit. Le sentiment d'incompétence parentale et d'échec ressentis dans de tels cas ne peut qu'avoir un effet négatif sur la personnalité de l'enfant et sur sa relations avec sa famille. Selon Jacques Lizée, secrétaire général de la Fédération des unions de familles, beaucoup de parents manquent de confiance. « Ils ne se sentent pas compétents et, qui plus est, se voient incapables de neutraliser certaines valeurs véhiculées par les médias et la société en général. De plus, ces valeurs sont souvent en antagonisme avec les valeurs de solidarité humaine, base de la vie familiale. »

Jacques Lizée cite, entre autres domaines, celui de l'éducation où l'enseignement est perçu par beaucoup de parents comme un champ exclusif à l'enseignant. « Pour que les parents aient confiance en eux, il faut que la société toute entière ait cette confiance dans les parents. Nous devons communiquer collectivement aux parents notre conviction profonde à l'effet qu'ils sont les mieux placés et les plus aptes à contribuer au développement des enfants et que, surtout, ils doivent être situés au cœur de l'intervention. »



Collège de Bois-de-Boulogne

L'avenir en formation

INSCRIPTION À LA SESSION AUTOMNE 1991

Date limite d'inscription, le 23 août 1991

Inscription sur rendez-vous seulement pour les programmes suivants au 332-3000 poste 313

Programme Pré-Universitaire

■ Jour ■ Soir

Technique de Bureautique (soir)
■ Introduction aux techniques de bureau
■ Perfectionnement en bureautique

Micro-informatique appliquée (soir)
Lotus, dBase, DOS, Novell, Bedford

Langues Secondes et Étrangères

■ Soir ■ Intensifs de fins de semaine
Anglais, Espagnol, Italien, Japonais, Russe.

Gestion (soir)
Administration
Comptabilité
Finance
Gérontologie (jour/soir)

Gestion de crédit à la consommation
Soirée d'information et d'inscription:
lundi 19 août 1991 à 19 h au local R-135

Gestion construction résidentielle
Soirée d'information et d'inscription:
mardi 20 août 1991 à 19 h au local S-126

NOTE: Apportez les photocopies de certificat de naissance et de relevé de notes

DATE LIMITE D'INSCRIPTION LE 23 AOÛT 1991
INFORMATION: 332-3000 poste 313



PUBLICITÉ

À quelques semaines de la rentrée, êtes-vous à la recherche d'un collège privé ?

LE COLLÈGE FRANÇAIS

peut vous aider à résoudre vos problèmes.

185, av. Fairmount ouest, Montréal (Québec)
H2T 2M6 Tél.: 495-2581

Aux parents qui auraient bien voulu inscrire leur enfant dans un établissement privé mais n'ont pas trouvé de place et se sont résignés; à ceux qui ont pris une décision tardive, de dernière heure, par suite de circonstances diverses: changement de domicile, analyse des derniers résultats scolaires, retour de l'étranger ou venue à Montréal, le Collège Français, dans son campus de Montréal ou de Longueuil, offre peut-être une solution tout indiquée pour eux.

II. LES INSCRIPTIONS PEUVENT SE FAIRE ENCORE.

- en MATERNELLE: Il reste 15 places dans une classe ouverte en juin à Montréal.
- au PRIMAIRE: Il reste surtout des places à Montréal.
- au SECONDAIRE: ouverture d'une NOUVELLE classe de SECONDAIRE I (jusqu'au 5 sept.) à Montréal et à Longueuil.
- au COLLÉGIAL: en SCIENCES PURES APPLIQUÉES (jusqu'au 27 août)
 - SCIENCES DE LA SANTÉ
 - SCIENCES ADMINISTRATIVES
 - SCIENCES HUMAINES
 - LETTRES — LANGUES

N.B. important: Selon Maître Robert Archambault, tout premier élève du Collège Français en 1959, aujourd'hui avocat principal et procureur du Collège, le débat sur la cote Z est un « faux débat » dans la mesure où il ne s'agit pas absolument pas, au dire des responsables de l'Université de Montréal, d'un classement des collèges, comme aurait pu le laisser croire la présentation qui en était faite, sous forme de tableau, par les médias écrits ou visuels. Ce débat, vieux de quelques mois et que tout le monde a encore présent à la mémoire ou dans le subconscient et où l'ensemble du Collège Français semblait visé appelle pour lui et beaucoup d'anciens, qu'il a consultés, les conclusions ou réflexions suivantes:

La cote Z concerne ni le PRIMAIRE, toujours aussi recherché, ni le SECONDAIRE, qui obtient toujours d'excellents résultats, soit un ensemble de plus de 4 000 élèves.

La cote Z, qui s'applique seulement au COLLÉGIAL, n'est ni un classement des collèges ou CÉGEPs, et encore moins un PALMARES, comme aurait pu le laisser croire un tableau figuratif qui comportait un numérotage des collèges.

L'Université de Montréal s'est expliquée là-dessus et a fait remarquer qu'il ne s'agissait pas de classement. D'ailleurs la cote Z modifiée de l'U. de M. ne concerne, pour l'inscription, que les quelques facultés contingentes: Jusqu'à présent, elle ne concernait ni Polytechnique, ni HEC, les facultés les plus fréquentées par les élèves du Collège Français.

À noter aussi que les élèves du Collège s'inscrivent actuellement dans une dizaine d'autres universités, dont McGill, l'U.Q.A.M., Concordia, Sherbrooke, Laval, Ottawa, des universités américaines (Cornell, Texas, Californie et même Harvard) ou françaises. Il est difficile dans ces conditions, à partir d'un pourcentage réduit, de porter un jugement objectif sur tel ou tel collège, en particulier sur le Collège Français.

Comme l'a laissé entendre M. Fernand Boucher, auteur présumé de la cote Z, il se pourrait que l'année prochaine, il soit tenu compte de la clientèle spéciale du Collège Français: élèves réguliers, mais aussi sportifs et immigrants qui sont dans des conditions moins favorables. Il serait en effet plus juste, d'après lui, d'établir une cote Z DIFFÉRENCIÉE selon ces groupes.

Maître Robert Archambault, qui a subi autrefois les épreuves écrites et orales du baccalauréat français n'hésite pas à préconiser, ou plutôt à suggérer un EXAMEN GÉNÉRAL commun à tous les CÉGEPs privés ou publics, pour un véritable classement de ces établissements, et non pas seulement un examen de français; ou malgré la qualité de ses professeurs de lettres, le C.F. a de la difficulté, aussi paradoxal que cela puisse paraître à faire progresser autant qu'on le souhaiterait en un an ou deux de collégial des élèves venant de l'extérieur. De 1959 à 1970, le COLLÈGE FRANÇAIS a connu, avec le baccalauréat français, ce genre d'examen et a obtenu des succès assez extraordinaires.

Toujours à la demande de Maître Archambault, et au nom des anciens élèves qu'il représente et qu'il a consultés depuis la parution des articles, le Collège Français est prêt à publier, cette année, les résultats officiels du Ministère en SECONDAIRE IV et V, et ce, dès qu'ils seront connus, afin de permettre à la population de juger en meilleure connaissance de cause.

Depuis plus de 30 ans, depuis 1960 exactement, le Collège Français a envoyé à l'U. de M. ou ailleurs de brillants sujets qui font aujourd'hui sa renommée et qui occupent une place de choix, pour ne pas dire enviable, dans la société québécoise (avocats, docteurs, hommes politiques, spécialistes des médias, professeurs d'université (Laval, Montréal), économistes...). Maître Archambault ne voudrait surtout pas que le Collège Français renonce à sa vocation internationale et à l'intégration des immigrants ou allophones. De plus, cette institution apporte sa large contribution à la langue française au Québec.

Dossier spécial Éducation

Recherche :

Jeanne Morazain

Maquette :

Yves d'Avignon

Publicité :

Christiane Legault

Ce cahier spécial est édité par le journal LE DEVOIR sous la responsabilité de :

Michel Lefèvre

Rédacteur en chef adjoint

La nouvelle famille et l'école

Un dialogue à peine amorcé pour prévenir des difficultés de comportement

Anne Pélovas

L'ÉCOLE s'est peu adaptée, au plan pédagogique, à ce qu'on appelle les « nouvelles » familles. Ses services, notamment ceux de garde scolaire, ont certes été renforcés pour tenir compte de la situation de certains parents, mais dans la vie même de l'école les enfants de familles monoparentales, reconstituées ou vivant la garde partagée, ne sont guère « aidés » pour surmonter les problèmes qu'ils peuvent rencontrer.

On le sait bien pourtant : ces enfants ont souvent, en cas de rupture familiale, des besoins affectifs non satisfaits pouvant entraîner des difficultés de comportement qui ont des effets directs sur leur apprentissage scolaire. Prendre les problèmes aussi près que possible de leur source est la tâche des parents mais l'école doit également jouer son rôle. Certains enseignants ont cette capacité d'écoute indispensable pour « prévenir », permettre aux enfants d'exprimer ce qu'ils peuvent taire à la maison. Nombreux sont ceux aussi qui veulent « avoir la paix » dans leur classe sans se soucier vraiment, et à temps, des changements qu'ils peuvent déceler chez les enfants, à la suite de ruptures familiales comme de tout autre événement perturbateur.

Remplacer l'intervention de type plus ou moins répressif par la prévention exige évidemment une formation particulière, du temps et des ressources dont les enseignants disposent peu à l'heure actuelle. Les outils pédagogiques sont rares. Le ministère de l'Éducation a certes développé depuis plusieurs années un programme de formation personnelle et sociale. On y parle d'éducation à la vie en société, à côté de l'éducation à la santé, à la sexualité, à la consommation et aux relations interpersonnelles. Dans ce volet, sont abordées des questions telles que la place de l'enfant dans la société, les différents types de familles et leur rôle dans l'apprentissage de la vie en société. Pour le reste, l'enseignant est plutôt laissé « libre » et on s'en remet bien souvent aux psychologues et travailleurs sociaux en milieu scolaire pour intervenir auprès des enfants connaissant des problèmes de comportement. Sans leur donner réellement les moyens d'agir.

« Les psychologues sont débordés et dans beaucoup de commissions scolaires, il y a bien peu de personnes compétentes pour aider ces enfants », dit H. Claude Pariseau, président de l'Association des psychoéducateurs du Québec. « Il devrait, ajoute-t-il, y avoir des mécanismes pour mieux prendre en compte les carences et difficultés d'insertion dans un groupe, dès qu'elles se pré-



Prendre les problèmes aussi près que possible de leur source est la tâche des parents mais l'école doit également jouer son rôle.

sentent. » Médiateur familial depuis plusieurs années, Claude Pariseau sait de quoi il parle. « Les parents qui se séparent ou divorcent rationalisent facilement en minimisant les impacts du changement pour leurs enfants. Et ils ne tiennent pas toujours l'enseignant au courant de leur situation familiale. De leur côté, les professeurs manquent souvent d'attention face à des enfants qui connaissent des difficultés dont ils devraient informer les parents le plus tôt possible. » Favorable à une démarche « pro-active » des uns et des autres, il remarque que c'est justement ce dia-

logue, cet échange d'informations qui fait souvent défaut entre parents et école. Il y a danger, alors, que les choses ne se détériorent et que l'enfant réagisse mal.

En cas de divorce ou de séparation, explique Claude Pariseau, « les parents ont tendance à investir une énergie négative. Personne ne s'enrichit dans ce type de situation, pas plus eux que les enfants. S'ils n'arrivent pas alors à exprimer ce qu'ils ressentent, il n'est pas étonnant qu'ils manquent de concentration à l'école et que leur niveau scolaire puisse baisser ».

En général, la rupture familiale a moins d'impact sur les plus jeunes, alors que, plus âgés, ils questionnent et sont davantage conscients des impacts émotifs, économiques et de la précarité qui survient. Si ni les parents, ni les intervenants du milieu scolaire ne sont capables d'écouter quand de telles situations se produisent, il y a risque de révolte, de retrait, de fuite chez des adolescents.

Les travailleurs sociaux en milieu scolaire sont sans doute ceux qui font le plus aujourd'hui pour « ramasser les morceaux ». Avec les moyens du bord ! « On nous demande de faire de la prévention, mais comment y parvenir quand on passe seulement une journée par semaine dans une école qui compte entre 500 et 800 étudiants », s'interroge Chantal Pariseau, intervenante sociale au CLSC Thérèse de Blainville. « On manque de ressources humaines et donc de temps pour agir alors qu'on sait très bien que les enfants qui vivent une rupture familiale parlent rarement de leur vécu familial à l'école, qu'ils peuvent avoir des difficultés de comportement et demandent plus d'attention que d'autres. »

Des réponses, les travailleurs sociaux en ont tout de même données, dans la mesure de leurs possibilités. Dans plusieurs CLSC, on a ainsi développé l'idée de groupes d'enfants réunis à l'école pour parler de leurs difficultés familiales. Le CLSC Suzor-Côté de Victoriaville a été et reste à la pointe de ce mouvement.

Dès 1988, ses intervenantes sociales créaient un groupe d'intervention formé d'adolescents vivant une rupture familiale. En octobre 1990, elles publiaient un document qui sert aujourd'hui de référence dans plusieurs autres CLSC de la province. Intitulé *Le vécu des jeunes face à la rupture familiale*, il détaille les effets du divorce, des situations monoparentales et des reconstitutions de familles sur les enfants, leurs réactions au sein de la famille et de l'école. Surtout, il développe un modèle de groupes d'intervention applicable au primaire comme au secondaire.

La plupart de ces groupes comptent une dizaine d'enfants qui ont vécu ou vivent une situation de rupture familiale. En huit rencontres, ils sont amenés à partager leurs expé-

rience sur l'histoire de la séparation, à exprimer leurs sentiments, à aborder la question des relations avec le parent absent, des réactions aux situations de conflit dans la famille... Jeux et vidéo figurent parmi les moyens utilisés. Une rencontre enfants-parents (dont l'objectif est de permettre aux premiers d'exprimer leurs sentiments et besoins aux seconds) est ensuite organisée.

De tels groupes permettent aux enfants de se sentir moins isolés, de libérer leur stress et de rétablir un dialogue souvent rompu avec les parents. Au CLSC Suzor-Côté, on a entrepris, aussi, de s'intéresser parallèlement aux enfants de niveau primaire ou secondaire qui réagissent aux reconstitutions familiales. De nouveaux groupes d'adolescents ont ainsi été constitués cette année.

Cette démarche innovatrice a été reprise par plusieurs autres CLSC. Chantal Pariseau, du CLSC Thérèse de Blainville, est l'une de ses travailleuses sociales qui s'est lancée de telles initiatives. Elle a ainsi créé de petits groupes d'étudiants à l'école McCaig de Rosemère. « J'informe les étudiants en allant dans les classes de cinquième année que ceux qui le souhaitent peuvent venir discuter du divorce de leurs parents. À ce niveau, ils sont assez vieux pour verbaliser leurs difficultés. Les groupes se réunissent une fois par semaine, à l'heure du dîner. Toutes sortes d'activités sont organisées avec eux. Ils écrivent par exemple en groupe l'histoire d'une famille dont les parents divorcent et on monte une pièce de théâtre qui inclut ce que les enfants voudraient dire à leurs parents. Ce qu'ils font d'ailleurs souvent quand, à l'issue des rencontres, ils les invitent pour une fête. »

Favoriser ce genre d'intervention en milieu scolaire est certainement l'une des meilleures voies à suivre. Encore faudrait-il qu'elles dépassent l'initiative personnelle de certains travailleurs sociaux ou CLSC pour devenir un choix global en faveur de la prévention de difficultés de comportement qui peuvent surgir d'un contexte familial en changement. Un choix qui exige des ressources, tant financières qu'humaines, qui manquent à l'heure actuelle.

lides M.E.O. APPROUVÉ PAR LE MEQ

la collection
FRANÇAIS
au primaire, de la 1^{re} à la 6^e année

Georges Pelletier,
en collaboration

LA COLLECTION COMPREND:

- Recueils de textes
- Cahiers d'activités
- Guides pédagogiques
- Mini-dictionnaire
- Évaluation des apprentissages
- Carnets S.O.S.
- Rédacto
- Livrets de lecture
- Cassettes audio

Disponible également pour les classes d'immersion

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

Guérin

HISTOIRE GÉNÉRALE

Histoire générale (2^e secondaire)
Bernard Defaudon et Normand Robidoux

APPROUVÉ PAR LE MEQ

HISTOIRE GÉNÉRALE

- manuel ISBN-2-7601-1387-6 300 p.
- cahier ISBN-2-7601-1394-9 198 p.
- corrigé ISBN-2-7601-1837-1 208 p.
- guide du maître ISBN-2-7601-1462-7 184 p.

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

UNIVERSITÉ D'OTTAWA  **UNIVERSITY OF OTTAWA**

Un milieu universitaire stimulant

- avec ses nombreux programmes d'enseignement et de recherche
- un choix de 131 programmes d'études entièrement en français
- une région culturelle, scientifique et technologique de premier ordre

Renseignements:
Service de l'admission, Université d'Ottawa
550, rue Cumberland, Ottawa (Ontario) K1N 6N5
Téléphone: (613) 564-3928

LA PETITE ACADEMIE

ÉCOLE PRIMAIRE PRIVÉE MIXTE

La Petite Académie

Une école efficace

- nombre d'élèves limité par classe (25)
- supplément de 20% d'heures de cours en français et en mathématique
- anglais dès la première année

Une école qui répond à vos besoins

- la pré-maternelle
- les leçons et devoirs supervisés par le titulaire
- le service de garde
- le pensionnat

LA PETITE ACADEMIE,
Une école à sa mesure...

1090, Léon Pratte Saint-Hyacinthe
INSCRIPTIONS : (514) 771-0644

UNIVERSITÉ LAVAL

DES ÉTUDES UNIVERSITAIRES À QUÉBEC

Pour un premier cycle universitaire ou des études de 2^e ou 3^e cycle, l'Université Laval vous offre le programme que vous cherchez.

Peu de programmes contingents, une université accessible, une pédagogie valorisée, une recherche de réputation internationale, une ville - Québec - à la qualité de vie inégalée...

Renseignements:
Bureau du registraire
Pavillon Jean-Charles-Bonenfant
Université Laval
Québec G1K 7P4
(418) 656-3080

Le choix: l'Université Laval !

ÉCOLE ET FAMILLE: DES RÔLES COMPLÉMENTAIRES

L'éducation a longtemps été le domaine exclusif de la famille: tous les apprentissages nécessaires à une vie productive y étaient transmis. De nos jours, l'évolution de la société projette le balancier tout à l'opposé. L'éducation et la famille tendent à devenir ainsi deux entités complètement étrangères l'une à l'autre.

Force nous est de constater que les valeurs changeantes de la société, en cette fin de millénaire, ne facilitent pas une meilleure prise en charge de l'éducation par la famille. La famille se voit ainsi concurrencée sur tous les plans par la télévision, l'ordinateur, les jeux vidéo, le travail, les amis... Quelle famille ne se sent pas souvent confrontée à l'action concourante de ces diverses forces qui forgent notre société actuelle?

Devant une telle situation, la famille peut-elle encore assumer son rôle éducatif? Et ce rôle, que devient-il?

À la première question, nous pouvons répondre que, non seulement la famille peut encore assumer ce rôle, mais qu'elle le doit. Elle le doit parce qu'elle est toujours l'unité de base de notre société et que c'est en son sein que doivent continuer à se former les qualités essentielles d'un être humain complet et d'un bon citoyen. Cependant, et cela répond à notre deuxième question, ce rôle ne peut plus être uniquement assumé par la famille parce qu'il est devenu complexe et que la famille elle-même n'a plus nécessairement suffisamment d'énergie, de temps et de ressources à y consacrer.

C'est exactement à ce point précis que doit intervenir l'école. Son rôle est appelé à changer. Elle doit se définir une relation de complémentarité avec la famille, tout en continuant d'assumer son propre rôle. Elle aura à supporter et à instrumenter la famille afin qu'elle puisse faire face à ses responsabilités d'éducatrice.

Soutien, partage, complémentarité, voilà les défis de l'école et de la famille dans notre nouvelle société. Ce n'est que dans la mesure où ces défis pourront être adéquatement relevés que notre société pourra continuer à profiter de l'apport de ces deux piliers que sont la famille et l'école. Ce sont des défis que les 2 000 membres de l'Association des cadres scolaires du Québec sont prêts à relever et à l'atteinte desquels ils utiliseront toute leur expertise.

ASSOCIATION DES CADRES SCOLAIRES DU QUÉBEC
3950 boul. de la Chaudière, bureau 150
Sainte-Foy QC G1X 4B7
Tél.: (418) 654-0014

ÉDUCATION

Dossier spécial

Famille-école

Le phénomène des enfants à clé

Martine D'Amours

APRÈS L'ÉCOLE, certains, comme Roxane, vont à la bibliothèque municipale en attendant que papa ou maman revienne du travail. D'autres, comme Nadine, se rendent chez une grand-mère ou une voisine. D'autres, fidèles à la consigne d'entrer directement à la maison, s'adonnent au trio devoirs-télé-Nintendo. D'autres, enfin, traînent les rues et les centres commerciaux, attendant que sonne l'heure du souper.

Selon une estimation rapide effectuée par un chercheur du Conseil de la famille, estimation basée sur la fréquentation scolaire, le nombre de places de garde et le taux de participation des femmes au marché du travail, au moins 250 000 enfants de six à 12 ans seraient soit laissés à eux-mêmes après l'école, soit gardés dans le voisinage.

Faut-il parler de problèmes ? Suzanne Dessurault, coordonnatrice au Centre Mariebourg, préfère parler d'un « phénomène auquel la société doit s'ajuster ».

L'école offre deux types de solutions : les services de garde et les études dirigées. Au Québec, en avril 1990, 31 862 enfants fréquentaient les 715 services de garde reconnus, à l'un, l'autre ou plusieurs des moments suivants : le matin avant le début des classes, sur l'heure du dîner et après l'école.

L'horaire de ces services, en général de 7 h à 18 h, accommode les parents qui travaillent selon un horaire régulier, de jour. Mais, on leur fait en général deux reproches : ils coûtent cher (quoique les parents moins fortunés peuvent recevoir un financement dans le cadre du plan Bacon) et ils offrent trop peu de places pour répondre à la demande.

La formule des études dirigées à l'école (plus communément nommée *aide aux devoirs*) a quant à elle été expérimentée l'an dernier dans 62 écoles primaires de la CECM. L'objectif : fournir aux enfants l'assistance d'un adulte — étudiant-maître, enseignant ou bénévole — pour faire ses devoirs et ses leçons. « Il s'agit d'une aide *intelligente*, mais aucunement d'une aide professionnelle. Ce n'est ni de l'enseignement, ni du rattrapage », précise Gilles Primeau, coordonnateur de l'enseignement au préscolaire et au primaire au service des études de la CECM, qui a initié le projet.

À l'origine, on visait les enfants de milieux défavorisés et les élèves allophones, dont on supposait qu'ils pouvaient plus difficilement recevoir de l'aide à la maison. Indirectement, on a retiré une épine du pied à bien des parents-travailleurs, « qui, en arrivant à la maison, préfèrent se consacrer avec leurs enfants à des activités plus intéressantes que chicaner sur les devoirs », tout en allongeant la présence à l'école de 45 à 90 minutes.

Dépendant des écoles, le coût des études dirigées est défrayé par les parents ou par un financement de la CECM. L'an dernier, près de la moitié des écoles primaires impliquées offraient ce service quatre soirs/semaine et la majorité des autres l'offraient trois soirs ou moins.

Ces réponses sont-elles intéressantes ? Sans aucun doute. Suffisantes ? Sûrement pas. Les gens qui travaillent au contact des enfants constatent que nombre d'entre eux sont laissés à eux-mêmes et « ne savent pas quoi faire » entre 15 et 18 heures.

C'est pour répondre à leurs besoins que le Centre Mariebourg, un organisme communautaire de Montréal-Nord, a mis sur pied il y a deux ans le programme *Temps libre*. Trois ou quatre jours par semaine, entre 15 et 18 heures des éducateurs et des bénévoles du Centre se retrouvent là où les jeunes sont : dans les cours d'école, les parcs et les cours de HLM.

« On n'est pas là pour les organiser, précise Suzanne Dessurault, coordonnatrice et initiatrice du programme. On arrive avec des ballons, des cordes à danser, des élastiques et les enfants s'organisent entre eux. Le rôle des adultes consiste d'ailleurs à les aider à gérer leurs conflits, à soutenir l'intégration des plus timides, à tendre une oreille attentive à ceux qui ont quelque chose à raconter. » Une cinquantaine de jeunes viennent régulièrement, toujours les mêmes, souvent ceux en plus grand besoin.

Il n'y a pas si longtemps, après entente avec une école primaire du quartier, le Centre a envoyé une lettre à tous les parents, demandant aux intéressés d'inscrire leurs enfants au programme *Temps libre*. Le résultat : plus d'une centaine des 300 élèves de l'école s'étaient inscrits. Malheureusement, le Centre n'a pu donner suite, faute de personnel suffisant, mais l'épisode a révélé « le besoin qu'ont les parents de savoir où leurs enfants sont, et avec qui, et l'intérêt des enfants pour une formule d'activités souple, en milieu ouvert, dénuée des contraintes qu'ils vivent toute la journée. »

Les enfants manquent non seule-

LES MÉDICAMENTS, FAUT PAS EN ABUSER!

Santé et Services sociaux Québec

ment de lieux physiques ou d'activités organisées, mais aussi et peut-être surtout de lieux d'écoute et d'une présence adulte attentive. Ce constat a donné naissance à la Maison des enfants, qui a pignon sur rue dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Son objectif est simple : donner la parole aux enfants et les écouter. Toutes les activités : déguisements, bricolage, soin d'animaux domestiques, etc. ne sont pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre cet objectif.

Une trentaine d'enfants du quartier y viennent les lundis, mercredis et vendredis après l'école mais la Maison est obligée d'en refuser autant, faute de places. D'autres, surtout les 11-12 ans, s'y rendent sur l'heure du midi. « Ils sont très vulnérables, explique Pierrette Gélineau, la directrice. Souvent, ils n'ont pas de lunch et attendent dans les restaurants que l'école recommence. Ils ont aussi beaucoup de questions, de peurs dont ils ont le goût de parler. »

La Maison dispose de « boîtes aux lettres » dans une dizaine d'écoles et reçoit un volumineux courrier — une centaine de lettres par semaine. Une équipe de bénévoles répond consciencieusement à chacun et suggère des solutions aux problèmes, parfois à la détresse, que les enfants y expriment.

On le voit, la Maison des enfants n'a pas pour objectif de répondre aux problèmes des enfants à clé, quoique notre amie Roxane préfère venir ici plutôt qu'à aller à la bibliothèque ou rentrer seule chez elle. « Ici, dit-elle, on peut parler et puis faire des activités. »

Tout comme le Centre Mariebourg, la Maison des enfants apparaît plutôt comme une sorte de trait d'union entre l'école et la famille, une réponse communautaire aux défis posés par les nouvelles réalités familiales : familles monoparentales ou reconstituées, familles biparentales où les deux parents travaillent, mais aussi parents débordés par l'ampleur de la tâche ou submergés par leurs propres problèmes. Réalités complexes, pour lesquelles personne n'a encore trouvé... de clé.

Yves Bédard

LES ÉTUDES surveillées. L'expression risque d'évoquer de mauvais souvenirs, en particulier à ceux qui furent pensionnaires dans certains collèges où les soirées s'apparentaient parfois beaucoup aux journées... Mais l'atmosphère de sévérité et le lourd silence qui pesaient sur les salles d'étude d'antan a cédé la place à une espèce de convivialité, de sorte qu'il est maintenant sans doute beaucoup plus juste de parler d'aide aux devoirs pour décrire les périodes d'étude supervisée d'aujourd'hui.

Répondant davantage à des besoins manifestes d'assistance sur le plan de l'apprentissage, ces séances ne revêtent pas non plus le caractère obligatoire qu'elles ont pu présenter jadis. Il faut donc imaginer que l'oreille bienveillante du pédagogue s'est substituée à l'oeil austère du surveillant uniquement préoccupé de préserver le silence.

La recrudescence des services d'aide aux devoirs témoigne de l'ampleur des besoins que manifestent les jeunes et que plusieurs facteurs contribuent à expliquer. Au premier rang de ceux-ci, il va sans dire, la difficulté de réaliser les devoirs émerge. À plusieurs égards, toutefois, ce facteur ne constitue que l'arbre qui cache la forêt.

D'autres raisons doivent être prises en compte en effet pour qu'un éclairage un tant soit peu complet soit jeté sur la situation qui commande de tels services. Autrement, on risque de ne pas attribuer qu'à des caractéristiques individuelles la présence de ces besoins et de perpétuer les pires préjugés à l'endroit des jeunes qui les éprouvent.

Comme le démontrent la variété de la clientèle qui a recours aux services d'aide aux devoirs et la spécialité que se sont donnée certains de ces services, les difficultés d'apprentissage n'ont pas une source unique, loin de là.

Les changements socio-démographiques, la situation familiale et le statut socio-économique influent sur les difficultés d'apprentissage. Les jeunes qui s'inscrivent aux services

d'aide aux devoirs proviennent souvent de milieux défavorisés, d'une famille désunie ou d'une famille très faiblement scolarisée. Une valorisation réelle de l'école et de la réussite scolaire a généralement toujours été absente de leur vie et la compétence académique réduite de leurs parents ne leur a pas permis d'obtenir un grand appui à la maison devant les tâches qu'ils doivent accomplir pour l'école. Par ailleurs, de nombreux immigrants et réfugiés, qui sont dans un processus d'acculturation et souvent d'apprentissage d'une nouvelle langue, font fréquemment appel à ces services.

Une autre tendance, liée cette fois aux transformations survenues dans nos modes de vie, est apparue récemment : sans présenter nécessairement de difficulté à réaliser leurs devoirs, des enfants (de familles monoparentales des milieux défavorisés, en particulier) se prévalent de ces services de fin de journée en attendant que leur mère rentre du travail.

Pour des raisons analogues, certains parents souhaitent profiter de ce type de service. L'arrivée tardive à la maison et les tâches domestiques que la vie quotidienne impose chaque soir amènent les enfants à faire leurs devoirs trop tard, à un moment où leur concentration est moins grande. À la longue, ils accumulent une certaine fatigue. Dans certaines garderies en milieu scolaire, les enfants eux-mêmes ont exprimé leur désir de faire leurs devoirs avant de rentrer chez eux. « Les enfants que les parents ne peuvent cueillir avant 18 h ou 18 h 30 souhaitent de plus en plus faire leurs devoirs à la garderie afin d'être libres lors des moments qu'ils passent avec les membres de leur famille », déclare Brigitte Guy, de l'Association des services de garde en milieu scolaire.

Connu sous le nom de « Balluchon », le Service d'accompagnement éducatif qui oeuvre dans le quartier Saint-Henri, à Montréal, offre l'aide aux devoirs depuis quelque dix ans. L'équipe d'environ 35 bénévoles, constituée pour la plupart d'enseignants à la retraite, dessert à

la fois les élèves du primaire et du secondaire. « Ceux du primaire, précise Georges-Henri Mercier, proviennent surtout de familles pauvres où il n'y a pas d'endroit calme à la maison pour étudier et où la télévision est constamment allumée. On compte aussi approximativement 10 % d'immigrants alors qu'au secondaire, ils peuvent représenter 80 % ou même 90 % de notre clientèle. Les élèves viennent ici parce qu'ils peuvent mieux se concentrer et demander des explications qu'ils n'auraient pas à la maison. »

Depuis un an, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, un programme plus spécialisé, appelé « Les enfants de l'espoir », existe à l'intention des enfants de 5 à 7 ans dont les parents dépendent de l'aide sociale. « Il s'agit, explique Huguette Robert, une travailleuse communautaire du CLSC Hochelaga-Maisonneuve, d'un programme de scolarisation auquel participent trois écoles. À la maternelle et en première année, nous repérons les enfants qui ont des problèmes d'apprentissage, des problèmes familiaux et des troubles de comportement. Nous créons pour eux une classe spéciale où ils sont accueillis chaque jour avec le petit déjeuner. Ils ont des périodes de leçons et de devoirs, ainsi que des moments de jeu. Ils peuvent discuter avec l'éducatrice en tout temps et nous tentons d'associer les parents à la démarche afin que les enfants reçoivent un certain encouragement. »

Fruit d'une collaboration avec les étudiants en didactique de l'Université de Montréal, le projet de préceptorat du centre d'accueil et de réadaptation Habitat Soleil vise, quant à lui, les jeunes mésadaptés socio-affectifs de 12 à 18 ans. L'approche individualisée caractérise ce programme dans lequel des stagiaires universitaires accompagnent les adolescents et les aident à franchir les obstacles académiques. « Pour les jeunes qui bénéficient de ce programme, souligne Thérèse Jacques, coordonnatrice du programme, la re-

lation d'aide qui s'établit est très importante. Ces jeunes, qui ont peu de motivation pour l'école, trouvent dans la personne du stagiaire non pas un autre professeur, mais quelqu'un qui veut les aider, presque un collègue. »

Lors des périodes d'étude, le stagiaire se rend généralement au lieu de résidence de l'adolescent. Il peut répondre à ses questions, l'aider à comprendre ce qui lui échappe, lui enseigner les règles de base de la présentation de ses devoirs, etc. Mais le programme est fondé sur la souplesse ; c'est l'objectif fondamental, qui est de trouver ce qui va amener le jeune à se prendre en main par rapport à l'école, qui détermine les moyens qui seront adoptés avec chacun.

« Nous évitons ainsi quelques cas de décrochage parmi la cinquantaine de jeunes que nous touchons chaque année, car les participants améliorent habituellement leur performance scolaire dans les matières où ils étaient faibles. Cela les valorise grandement et les incite à continuer. De plus, le fait que plusieurs stagiaires apprécient l'expérience qu'ils vivent auprès de ces jeunes fait en sorte que nous donnons le goût de cette clientèle à quelques-uns des futurs enseignants qui, traditionnellement, sont un peu effrayés par elle. »

Enfin, il ne faudrait pas passer sous silence le travail et l'engagement de certaines ressources plus « anonymes », généralement religieuses, qui, à l'échelle du quartier, modestement et parfois depuis longtemps, consacrent du temps à aider les enfants à réaliser leurs devoirs et à persévérer dans leurs études. De même, certaines écoles et associations représentant des communautés culturelles travaillent dans ce sens. Pour contrer le fort taux d'abandon scolaire et les effets pervers qui en résultent, des programmes destinés aux décrocheurs potentiels participent également, au moins partiellement, d'une même philosophie.

«LES PROFS SONT LÀ POUR MOI»



J'ai toujours eu des problèmes en maths... Ici les profs sont super-disponibles. Je n'ai jamais eu d'aussi bonnes notes.»

Reconnue par le ministère de l'Éducation du Québec, L'Adadémie Kells est une école mixte de langue française qui, en raison de son excellent rapport maître-élève, favorise au plus haut point l'apprentissage.

D'année en année, l'école bâtit pour votre enfant un programme d'enseignement adapté à ses besoins particuliers.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au registraire.

Tél.: (514) 485-8565
Fax: (514) 485-8505

6865 ouest, boul. de Maisonneuve
Montréal (Qc) H4B 1T1

(514) 932-4100

395, avenue ELM, WESTMOUNT, QUÉBEC H3Z 1Z4



COLLÈGE DE MONTRÉAL
LE PREMIER COLLÈGE DE MONTRÉAL

1931, rue Sherbrooke ouest, Tél.: (514) 933-7397

Le collège de Montréal est une institution privée et catholique d'enseignement secondaire pour garçons. Fondé en 1767 par M. Jean-Baptiste Curatteau, p.s.s., ce collège a été le premier à ouvrir ses portes à Montréal. Des hommes tels que Louis-Hippolyte Lafontaine, Georges-Étienne Cartier, Louis Riel et, plus près de nous, le juge André Montpetit, l'homme de théâtre Gratien Gélinas et le tennisman Martin Laurendeau y ont reçu leur formation.

Depuis sa fondation, le collège vise à former des hommes complets, à préparer des citoyens aptes à occuper des postes clés dans toutes les sphères de l'activité sociale, et contribue à l'enrichissement de la société.

UN INVESTISSEMENT - UN ACQUIS - UNE NÉCESSITÉ

L'ÉCOLE PUBLIQUE:

UNE RESSOURCE COLLECTIVE

À SAUVEGARDER



L'alliance des professeures et professeurs de Montréal (CEQ)

Guérin

FRANÇAIS PLUS

Michel David

2^e secondaire

- cahier ISBN-2-7601-2030-9 288 p.
- corrigé ISBN-2-7601-2031-7 64 p.

3^e secondaire

- cahier ISBN-2-7601-1771-5 294 p.
- corrigé ISBN-2-7601-2279-4 56 p.

4^e secondaire

- cahier ISBN-2-7601-2309-X 484 p.
- corrigé ISBN-2-7601-2310-3 124 p.

5^e secondaire

- cahier ISBN-2-7601-2176-3 380 p.
- corrigé ISBN-2-7601-2177-1 96 p.

Cahier d'activités d'enrichissement et de récupération

1^{re} secondaire

- cahier ISBN-2-7601-1925-7 298 p.
- corrigé ISBN-2-7601-1930-0 60 p.

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

LIDEC

Nouveauté

EXPLO-GÉO

Géographie générale

1^{re} SECONDAIRE

• CAHIER D'ACTIVITÉS
2-7608-4575-3 (176 p.)

UN MATÉRIEL NOUVEAU, VIVANT, SOUPLE ET UNIQUE EN SON GENRE

D. Authier, M. Cazères, M. Dondigny-Grandin

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

Les services de garde

Un rôle crucial dans le développement de l'intelligence des enfants

Yves Bédard

POUR PEU qu'on l'envisage dans sa dimension globale, le projet éducatif apparaît comme une entreprise qui commence dès le plus bas âge, longtemps avant la fréquentation de l'école. Afin de pouvoir accomplir ses apprentissages scolaires ultérieurs, en effet, le jeune enfant doit d'abord développer des comportements et des attitudes qui lui donneront les compétences nécessaires à sa croissance.

La réussite scolaire est donc un fruit qu'il faut semer très tôt. Déterminante, la petite enfance est une période « de non-retour dans la vie de l'enfant, période au-delà de laquelle on se trouve dans l'impossibilité de compenser les lacunes éprouvées. Les carences sociales et affectives, de même que l'absence ou la faiblesse des stimulations de l'intelligence, peuvent certes faire l'objet d'un rattrapage ultérieur, mais ce dernier, et c'est là l'enseignement des expériences éducatives compensatoires, ne peut jamais restaurer intégralement le potentiel initial de l'individu. On ne saurait trop insister sur l'unicité, la fragilité et l'irréversibilité de cette période pour justifier la nécessité d'actions à caractère éducatif et prendre ainsi activement en charge le développement des enfants ».

Avec l'apparition, depuis les années soixante, de nouvelles réalités qui ont une incidence sur l'éducation des enfants (multi-ethnicité, changements familiaux qui découlent des

séparations, divorces ou remariages, monoparentalité, présence accrue des mères sur le marché du travail, fratrie réduite ou nulle, etc.), une bonne part de ce développement est désormais réalisée dans les milieux de garde.

En accomplissant leur tâche de concilier le travail des parents avec l'éducation des enfants, ces milieux ne jouent pas un simple rôle de tampon entre l'école, les parents et les jeunes. Si d'aucuns sont trop souvent enclins à ne voir en eux qu'une simple réponse aux besoins parentaux, la contribution des services de garde à l'éducation des enfants n'en est pas moins directe, capitale et incommensurable.

L'enfant y trouve en effet des stimuli essentiels à la construction de son équilibre psychologique et au développement de sa motricité, de son intelligence et du langage. En outre, en plus de favoriser le mimétisme de l'action, l'interaction qu'il entretient avec les autres (enfants ou adultes) peut grandement faciliter son apprentissage de la vie sociale. C'est pourquoi l'on ne saurait trop insister sur le développement et sur le soutien, par les moyens appropriés, de services de garde de qualité.

On le conçoit aisément, le rôle des éducatrices (il s'agit d'un secteur hautement féminisé) ne saurait être réduit à celui de gardienne. Loin de ne servir qu'à rendre possible la présence des parents sur le marché du travail, l'action des services de garde est éducative à la base. Comme le souligne Diane Saint-Louis, du Regroupement des garde-

ries du Montréal métropolitain, « l'intervention vise le développement global de l'enfant. Les garderies pour les 0 à 5 ans permettent à l'enfant de réaliser des apprentissages préparatoires à l'école en lui offrant une stimulation appropriée et un cadre de socialisation. Elles assurent un suivi de l'enfant et aident à dépister certains problèmes, facilitant ainsi l'adoption plus rapide de mesures correctives ».

La possibilité de dépister les problèmes est d'un grand secours, particulièrement dans les milieux défavorisés. À Montréal, par exemple, le CLSC Centre-Sud a mis sur pied une halte-garderie où l'on profite du passage des enfants pour dépister et prévenir les problèmes. Selon Louise Brousseau, coordonnatrice du programme « Enfance, famille » du CLSC, « ce dépistage permet parfois de repérer des problèmes de comportement, de stimulation insuffisante, ou de découvrir des cas de violence ou de malnutrition. Nous cherchons aussi à inculquer des valeurs éducatives à l'enfant, comme respecter les directives ou attendre son tour, valeurs qui vont l'aider à mieux fonctionner à l'école et à mieux s'intégrer ».

Ailleurs dans le Centre-Sud, la Garderie du Carrefour a défini son mandat de manière à répondre à la dure réalité observée dans ce secteur. On y accorde un soin particulier aux enfants qui souffrent d'un manque de stimulation ou qui présentent un retard dans leur développement. Dans cette garderie où environ 25 %

des enfants ont été dirigés parce qu'ils sont négligés ou laissés à eux-mêmes dans leur famille, on a tissé des liens étroits avec les intervenants du réseau sociosanitaire.

« Nous tentons d'intervenir non seulement auprès des enfants, mais aussi auprès des parents, affirme son directeur, André Rémillard. En présence d'un enfant qui éprouve des problèmes de langage, par exemple (vocabulaire, prononciation, élocution, etc.), nous essayons d'intéresser aussi les parents aux programmes d'alphabetisation et de rattrapage scolaire si nous constatons qu'ils pourraient leur être bénéfiques. Quant aux enfants, grâce aux spécialistes en orthophonie et aux bénévoles qui viennent s'occuper d'eux à la garderie, ils peuvent progresser, ce qui ne va pas nécessairement de soi à la maison. Pour eux, le fait de suivre la routine quotidienne de la garderie est un facteur qui leur permet de mieux se développer. »

Mais la garderie n'est pas seulement un lieu que l'enfant fréquente, c'est aussi un endroit qu'il finira par quitter pour faire son entrée à l'école. Une certaine insécurité peut alors habiter l'enfant. Aussi, pour assurer une transition plus facile vers la maternelle, plusieurs garderies organisent des activités qui préparent leur clientèle à celles qu'ils connaîtront dans leur nouveau milieu. En outre, des visites de l'école permettent aux enfants de se familiariser avec celle-ci.

Pour l'enfant qui atteint l'âge scolaire, il existe aussi des garderies sur les lieux mêmes de l'école. Ouvertes

tôt le matin, puis pendant le dîner et après les classes, ces garderies sont de plus en plus nombreuses. Comme ni les écoles ni les commissions scolaires ne sont tenues d'offrir un tel service, ce sont généralement les demandes répétées et la détermination des parents qui sont à la source de leur création, de sorte que l'écart entre les services disponibles dans les agglomérations urbaines de Québec et de Montréal et ceux offerts dans certaines régions est très grand. Ce n'est même que tout récemment, depuis qu'un amendement a été apporté à la Loi sur l'instruction publique, que la garde estivale est apparue dans quelques garderies de ce type.

Pour Brigitte Guy, pdg de l'Association des services de garde en milieu scolaire, il est essentiel que ces garderies offrent des services éducatifs de qualité et comptent sur un personnel formé à cet effet, ce qui n'est pas toujours le cas. « Nous cherchons à faire en sorte que les activités permettent aux enfants de se détendre après les classes, mais de le faire de manière constructive pour que leur développement se poursuive. Aux activités physiques, les garderies allient donc aussi des activités culturelles (danse, théâtre, arts plastiques, etc.). Ces programmes varient bien sûr selon les garderies et les besoins auxquels on leur demande de répondre. Parfois les activités suscitent l'envie : devant l'abandon de l'enseignement des arts dans plusieurs écoles, des garderies ont voulu pallier ce manque dans la formation des jeunes et nous avons

connu une situation où des parents dont les enfants ne fréquentaient pas la garderie trouvaient injuste que leurs enfants ne jouissent pas des activités artistiques auxquelles les enfants de la garderie avaient droit ! »

Aux garderies sans but lucratif s'ajoutent des garderies à but lucratif. De même, de grandes entreprises ou des établissements publics ou parapublics (hôpitaux, universités, etc.) contribuent au fonctionnement de garderies pour la progéniture de leurs employés. Des services originaux y sont parfois offerts, comme à la garderie de Lavalin dont les « grands-mères volantes » se rendent à domicile lorsque les enfants sont malades. Mais ces services intéressent moins le secteur privé que le secteur public et ils sont davantage à la portée des grandes entreprises.

Aux dires de toutes les personnes concernées, malgré leur importance dans le développement d'une grande partie des adultes de demain, les services de garde sont sous-financés et leur personnel n'obtient pas toute la reconnaissance sociale qu'il mérite. De plus, le nombre de places disponibles serait largement insuffisant. Quand on considère le rôle crucial que peuvent jouer les services de garde pour une société et que l'on songe à la paupérisation en cours dans certaines parties de la province, à ses effets destructeurs sur l'éducation des enfants et au taux alarmant d'abandon scolaire que nous connaissons, on peut se demander si nous ne sommes pas en train de sacrifier une partie de notre jeunesse...



UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
FACULTÉ DE THÉOLOGIE

Il est encore temps de s'inscrire
aux cours suivants: Automne 1991

- **BBL 1300/ Evang. de Marc et Trad. Synop.**
Prof.: André Myre du 9 septembre au 16 décembre 1991
Lundi — 19:00 à 22:00 (sauf le 14 octobre)
- **BBL 2300/ Paul et ses premières lettres**
Prof.: Olivette Genest Mercredi — 19:00 à 22:00 du 11 septembre au 18 décembre 1991
- **BBL 3201/ La tradition sapientielle**
Prof.: Guy Couturier Mardi — 19:00 à 22:00 du 10 septembre au 17 décembre 1991
- **PTR 3400/ Lectures pastorales de la bible**
Prof.: Gilles Raymond Lundi — 19:00 à 22:00 du 9 septembre au 16 décembre 1991
- **REL 1306/ Psychologie et miracles**
Prof.: Louis Bélanger Mercredi — 19:00 à 22:00 du 11 septembre au 18 décembre 1991
- **THL 2730/ Introduction à la sacramentaire**
Prof.: Guy Lapointe Mardi — 19:00 à 22:00 du 10 septembre au 17 décembre 1991
- **THL 3846/ Vie spirituelle**
Prof.: Jean-Claude Breton Jeudi — 19:00 à 22:00 du 5 septembre au 12 décembre 1991

POUR INFORMATION: Faculté de Théologie
(514) 343-7080 Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. "A"
Montréal H3C 3J7

l'idéc Nouveautés

CONSERVONS L'ÉQUILIBRE NATUREL

1^{re} secondaire

• Cahier d'activités d'écologie
2-7608-8037-0 (384 p.)
• Corrigé du cahier

Disponible pour la rentrée 1991

secondaire

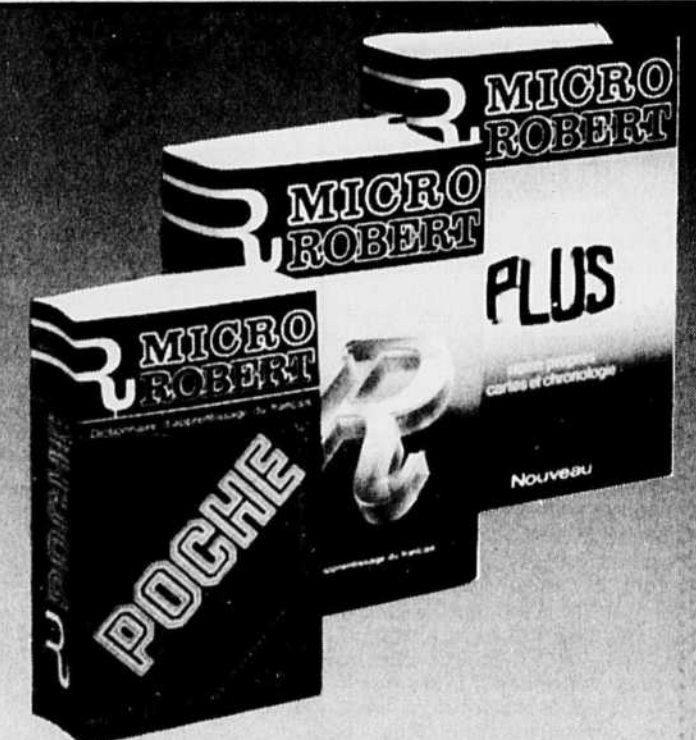


LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252



Association des Orthopédagogues
du Québec Inc.

Conseil d'administration
(418) 648-0521
Chapitre Québec
(418) 338-0826
Chapitre de l'Estrie
(819) 562-4005
Chapitre de Montréal
(514) 364-2585



L'INDISPENSABLE DICTIONNAIRE
PÉDAGOGIQUE DU FRANÇAIS

CAMP DE VACANCES



4 SAISONS
INTERNATIONAL

« Altitude 2001 »
du Collège Français

Classe nature
Classe neige
Classe d'immersion anglaise

- Sport et plein air
- Vie à la ferme
- Ski alpin
- Patin
- Promenade en traîneau
- Ski de randonnée
- Raquette
- Glissade
- Traîneau tiré par des chiens
- Ornithologie
- Survie en forêt



Montréal (Collège Français)
(514) 495-2581

Sainte-Hélène-de-Chester
(819) 382-2332 (819) 382-2300

OUI, JE DÉSIRE RECEVOIR VOTRE DÉPLIANT

NOM

ADRESSE

VILLE CODE

CAMP DE VACANCES INTERNATIONAL

ALTITUDE 2001

SAINT-HÉLÈNE-DE-CHESTER

GOP 1HO



le bon usage s'assouplit!

Le bon usage de Maurice Grévisse a maintenant une couverture souple. **49,95\$**

Également vendu avec couverture rigide: 89,95\$

En vente dans toutes les librairies

DUCULOT



Guérin

ORTHO-FICHES
sur la langue française

Michel David

Cahier d'activités couvrant le programme des cinq années du secondaire en...

- ORTHOGRAPHE GRAMMATICALE
- CONFUSIONS HOMONYMIQUES
- ORTHOGRAPHE D'USAGE

- Cahier d'activités ISBN-2-7601-2346-4 (346 p.) **12,95\$**
- Corrigé ISBN-2-7601-2386-1 (90 p.) **14,95\$**

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

ÉDUCATION

Dossier spécial

Famille-école

La télévision

Grande compétitrice de l'école

Normand Grondin

ENTRE L'ÉCOLE, les heures de repas et le sommeil, la télé est en train de bouffer tout rond ce qu'il restait encore de temps de loisir aux jeunes québécois. Les chiffres ne mentent pas à ce sujet : beaux temps mauvais temps, on sait depuis plusieurs années déjà que les jeunes de cinq à 20 ans écoutent entre 18 et 25 heures de télé par semaine et qu'au moment où ils quittent l'école secondaire, la plupart d'entre eux auront passé autant de temps branché devant le petit écran — sinon plus — qu'à écouter leurs professeurs. Pire : la grande majorité des enfants entrent en contact avec ce média avant même d'avoir appris à parler ou même marcher.

Ce qu'on connaît beaucoup moins bien par contre, c'est l'influence réelle de la télévision sur le cerveau forcément perméable de tous ces jeunes esprits. Pas seulement en termes d'identification (ou non) au fluide de valeurs, de modèles et d'émotions charriés par la programmation régulière. Mais plus largement, sur la façon de comprendre et d'appréhender le monde qui les entoure.

« L'image télévisée transforme l'univers des enfants et occupe une place prépondérante dans leur apprentissage et leur développement », soulignait le Conseil d'éducation supérieure en 1989. Il ajoutait : « Qu'on le veuille ou non, elle semble aussi modifier non seulement leur représentation des choses, mais aussi leur manière d'apprendre et de se développer. »

Bref, au grand dam des éducateurs, la télévision est peut-être en train de devenir la plus grande compétitrice de l'école. Ou son plus grand adversaire.

« Le pouvoir d'attraction de la télévision est immense et ses images sont d'une telle force, pense Gaston Gauthier, un éducateur qui s'intéresse depuis longtemps à la « nébu-

leuse télévisuelle », qu'en comparaison, les personnages scolaires peuvent parfois apparaître terriblement ternes aux yeux des jeunes. » Avec entre autres comme résultat indirect que beaucoup d'enseignants disent maintenant que les jeunes sont de moins en moins attentifs en classe, de moins en moins longtemps et qu'il faut bâtir les cours comme des vidéo-clips pour parvenir à retenir leur attention sur une plus longue période.

Essoufflant ? La télé, selon lui, a la grande qualité — ou le vilain défaut — de ne rien exiger de celui qui la regarde. Elle ne fait que suggérer. Ce qui la rendrait doublement séduisante aux yeux des téléspectateurs.

« À la télévision, il n'y a pas de contradictions ou de freins comme dans la vraie vie. On arrive à combler ses désirs simplement en se glissant pour quelques instants dans la peau d'un personnage ou d'un autre, sans effort intellectuel ou presque et sans avoir à négocier avec les aînés une vie de groupe organisée. Évidemment, quand l'enfant arrive à l'école avec ce modèle plus ou moins présent en tête, ça ne coïncide plus avec la réalité scolaire. Et il peut avoir à la longue tendance à décrocher. »

Michel Pichette, président de l'Association nationale des téléspectateurs (ANT), ajoute que les enseignants, parce qu'ils sont eux aussi pris dans la même dynamique — les adultes passent en moyenne plus d'heures devant le petit écran que les adolescents, éprouvent la même difficulté à prendre du recul face à la situation.

L'ANT a reçu de multiples témoignages de parents et d'éducateurs désemparés par ces questions, fait-il remarquer. Mais si, dans les milieux scolaires, on s'intéresse depuis longtemps à la télévision comme outil complémentaire d'enseignement, on a encore peu réfléchi sur les impacts exercés par les médias électroniques (micro-ordinateur, jeu électronique, appareil vidéo, etc.) sur les activités d'apprentissage des jeunes. « On a plutôt tendance à voir encore la télévision comme un simple divertissement. Pourtant, ce n'est pas pour cette raison qu'il ne se passe rien dans la tête de ceux qui l'écoutent ! »

Comment arriver à faire le contre-poids au tout puissant écran cathodique ? « Il ne s'agit pas d'être contre la télévision, insiste Gaston Gauthier, mais d'apprendre à connaître

sa mécanique et surtout, de comprendre quels types de relations on entretient avec elle. C'est bien sûr un travail à long terme mais quand on connaît l'espace qu'elle occupe dans la vie de nos enfants, je ne crois pas que ce soit là des efforts inutiles. »

De son côté, l'ANT a entrepris des démarches auprès du ministère de l'Éducation afin de mettre sur pied un programme « d'activités de perfectionnement » des enseignants sur ce sujet. On veut outiller minimalement les profs en organisant d'abord une réflexion sur le pourquoi et le comment de l'intégration des médias électroniques dans les activités d'enseignement. Une première étape qui exigerait, selon Michel Pichette, de consacrer à peine une ou deux journées pédagogiques sur le sujet.

Selon le président de l'Association, le Québec ne ferait ainsi que suivre une piste déjà tracée par les milieux d'éducation en Ontario, en France et, d'une manière plus large, par le Conseil des ministres de l'éducation d'Europe qui a fait de « l'éducation aux médias » une de ses priorités depuis deux ans. Notamment en insistant pour que les techniques de l'information et les médias soient considérés comme des « sujets d'études à part entière » et qu'ils soient dans l'avenir intégrés dans les programmes d'enseignement obligatoires.

« L'information est une forme de pouvoir, soulignait le Conseil des ministres, et ceux qui la détiennent peuvent dominer, pour ne pas dire manipuler, la société de l'information. Le défi pour l'éducation sera, plus que jamais, de permettre le passage d'un mode de consommation passif de l'information à l'exercice actif d'un jugement indépendant. »

Une affirmation que notre propre conseil supérieur de l'éducation ne réfuterait certainement pas. Mais il semble y avoir encore loin de la coupe aux lèvres : aux dernières nouvelles, le ministère n'avait pas encore trouvé le moindre espace vacant dans la grille horaire des futures journées pédagogiques des enseignants québécois...

Martine D'Amours

SANS EUX, que deviendraient nos restaurants-minute, nos boutiques de vêtements, nos réseaux de distribution de journaux et circulaires ? Les élèves du secondaire sont de plus en plus nombreux à mener de front leurs études et un travail à temps partiel. Mais attention, passé le seul critère de 15 heures par semaine, le travail risque d'affecter le rendement scolaire.

À la CÉCM l'an dernier, 53 % des finissants de secondaire V (16 ans) avaient un emploi à temps partiel. Les garçons y consacraient en moyenne 18,34 heures par semaine et les filles, 15,69.

La polyvalente Saint-Henri dépassait la moyenne régionale, avec 66 % de finissants détenteurs d'un emploi. Plus nombreux à travailler, les élèves de secondaire V de Saint-Henri y consacraient moins d'heures que la moyenne pour la CÉCM, mais tout de même 3,4 fois plus qu'à l'étude !

Les directeurs d'école, conseillers en orientation et psychologues interrogés ont l'impression que le phénomène existe chez les plus jeunes (secondaire I à IV, soit de 13 à 16 ans), quoique pas de façon majoritaire. À défaut de données québécoises, rabattons-nous sur une étude ontarienne selon laquelle 51 % des élèves de 15 ans, 57 % de ceux de 16 ans et 65 % de ceux de 17 ans auraient un travail à temps partiel.

Pourquoi les jeunes travaillent-ils ? À cette question d'un sondage réalisé auprès des étudiants de secondaire V de la Polyvalente Saint-Henri, 39 % ont répondu « pour ramasser de l'argent », 34 % « pour payer des vêtements et des sorties » et 20 % « pour de l'argent de poche ».

Renée Bouchard-Bonenfant, conseillère en orientation à l'école Sophie-Barat, note un peu les mêmes tendances : « Ils ne travaillent pas pour acheter le pain et le beurre, sauf peut-être dans certaines ethnies où les enfants contribuent au revenu familial. Mais, il faut voir la réalité. Il y a de plus en plus de familles

monoparentales où la mère supporte les besoins essentiels de l'adolescent mais où le jeune est invité à payer « ses petits plaisirs, sorties coûteuses ou vêtements à la mode. »

La prolifération du travail à temps partiel chez ses étudiants inquiète Michelin Lavoie, enseignant à la Polyvalente J.H. Leclerc de Granby et conseiller pédagogique à la commission scolaire des Cantons. Dans cette école de deuxième cycle, 69,7 % des jeunes occupent un emploi de façon régulière ou occasionnelle. Ils consacrent en moyenne 7,4 fois plus de temps à travailler qu'à étudier. Le quart d'entre eux travaillent au-delà de 15 heures par semaine.

Se basant sur l'étude ontarienne, corroborée par une étude réalisée auprès des étudiants du collège Ahuntsic, M. Lavoie affirme que, passé le seuil des 15 heures par semaine, les jeunes hypothèquent leur réussite scolaire. « Ils se couchent tard et se concentrent difficilement. »

Martin, 15 ans, étudiant dans une école secondaire de Repentigny, en a fait l'expérience l'an dernier. Il travaillait 65 heures par semaine comme pompiste. Avec ses économies, il a pu se procurer un équipement de poids et haltères, un ski-doo, etc. Mais, ses notes ont considérablement baissé et Martin a coulé des cours. Cette année, il compte diminuer de beaucoup son investissement au niveau du travail.

« Les plus en danger, conclut M. Lavoie, sont ceux qui affichent de très bons résultats scolaires. Ils n'abandonneront ni l'école, mais verront leurs notes bais-

ser. Quand arrive le moment de choisir leur orientation professionnelle, ils courent le risque de ne pas être sélectionnés dans l'option de leur choix, surtout s'il s'agit d'une option contingente. »

Michelin Lavoie travaille depuis 15 ans à prévenir l'abandon scolaire, un phénomène inquiétant puisque, estime-t-on, 40 % des jeunes ne termineraient pas le cours secondaire. « Parmi les élèves qui décrochent chez nous, 60 % travaillaient de longues heures chaque semaine. Les raisons invoquées quand ils partent : ils travaillaient ou cherchent un emploi. »

Peut-on attribuer le décrochage scolaire au travail à temps partiel des élèves ? Pas vraiment. Mais, une chose est certaine : les élèves en situation de difficulté ou d'échec scolaire, ceux qui trouvent l'école plate, sont souvent très attirés par le travail. Ils le voient comme une alternative, un lieu où réussir, se valoriser, avoir des sous. Or, ces mêmes élèves sont aussi les candidats tout désignés au décrochage scolaire.

Quand l'école est synonyme d'échec, la tentation peut être grande d'abandonner complètement les études pour se consacrer à temps plein au travail. Un travail le plus souvent précaire, qu'ils seront les premiers à perdre, recommençant le cycle de l'échec.

Ainsi, l'équation n'est probablement pas *tu travailles, tu coules*. Elle pourrait en revanche se formuler ainsi : « Si tu vis des difficultés scolaires et qu'en plus tu travailles, tu risques de ne jamais pouvoir t'en sortir. »



Un bon conseil
Faites
vérifier votre
tension
artérielle

LA FONDATION DU QUÉBEC
DES MALADIES DU CŒUR

Décrocheurs: Pourquoi?

Les
Décrocheurs
scolaires
les comprendre
les aider
Claude Rivard

Tous les ans 30 000
jeunes décrochent.
Pourquoi?

Les *Décrocheurs scolaires*:
un premier bilan explosif
qui remet en cause les
idées reçues.

Les *Décrocheurs scolaires*:
un livre qui pose des
problèmes réels,
offre des exemples vécus,
suggère des solutions
possibles.

168 pages
14,95\$



En vente chez
votre libraire

ÉCOLE NATIONALE DE THÉÂTRE DU CANADA

Interprétation
Décoration
Technique
Écriture



AUDITIONS

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS

15 FÉVRIER

Pour plus de renseignements, prière d'écrire ou de
téléphoner à:

École nationale de théâtre du Canada
5030, rue St-Denis
Montréal, Qc
H2J 2L8
Tél.: (514) 842-7954

lides Martial Boucher
COLLECTION
SCIENCES MORALES

3^e secondaire
CROÎTRE EN HARMONIE
Cahier de l'élève
2-7608-1003-8 (224 p.)
Guide du maître
2-7608-1004-6 (352 p.)

4^e secondaire
GRANDEUR NATURE
Cahier de l'élève
2-7608-1005-4 (240 p.)
Guide du maître
2-7608-1006-2 (352 p.)

5^e secondaire
UN DÉFI DE TAILLE
Cahier de l'élève
2-7608-1007-0 (272 p.)
Guide du maître
2-7608-1008-9

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252

Guérin

Les verbes
en un clin d'oeil

Jean-Marie Laurence
avec la collaboration de Jocelyne Henri

Synthèse des structures et du fonctionnement des formes verbales qui épargnera aux usagers de la langue une foule de recherches et de vérifications fastidieuses. Cet ouvrage traite des mécanismes du verbe; des verbes fondamentaux, irréguliers, usuels — 3^e groupe, défectifs; des formes de la conjugaison; des tableaux de conjugaison; de l'accord du verbe avec le sujet; de l'accord du participe passé; de la concordance des temps. On y trouve, à la fin, un index des verbes des plus complets.

Les verbes en un clin d'oeil
(cartonné)
ISBN 2-7601-0303-X 204 p.

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolet Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

PASCALE LEFRANÇOIS
Championne mondiale

SA DISCIPLINE ?
L'orthographe

SON ENTRAÎNEUR ?
le Petit Larousse illustré

1992
tout en couleurs

TOUT EN COULEURS

Le BEST-SELLER
par excellence

SURVEILLEZ
NOTRE
PRIX SPÉCIAL
EN MAGASIN
ET NOTRE
CONCOURS.

500, Ste-Catherine Est
Montréal (Québec) H2L 2E1
1895, Ste-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H3G 1R1
124-126, Yorkville ave
Toronto (Ontario) M5R 1C2
4201 R, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2K9
6218, Côte des Neiges
Montréal (Québec) H3S 2A1
1060, rue Saint-Jean
Québec (Québec) G1R 1S1
1845, Ste-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H3H 1L8
5140, Côte des Neiges
Montréal (Québec) H3T 1X9
100, Bank Street
Ottawa (Ontario) K1P 0H4
1371, Van Horne
Montréal (Québec) H2V 1K7
1128, Ste-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H3B 1H4
728, Ste-Catherine Ouest
Montréal (Québec) H3B 1B8

Maison de la Presse
Internationale

HARRAP

HARRAP'S
French-English
Anglais-Français
SHORTER
DICTIONARY/DICTIONNAIRE

NOUVELLE ÉDITION D'UN CLASSIQUE

La religion et la sexualité

Le choc de deux mondes sur les bancs d'école

Jean-Marc Salvat

ROBERT CARMEL enseigne la religion et la sexualité à la Polyvalente Saint-Jérôme. Aussi à l'aise dans sa classe d'Enseignement religieux catholique que dans celle de Formation personnelle et sociale, il n'a jamais ignoré tout ce que ces deux matières pouvaient représenter de valeurs conflictuelles dans l'esprit de certaines personnes. Que des parents, fussent-ils de fervents catholiques, contestent la pertinence et la légitimité du volet Éducation à la sexualité contenu dans le programme de FPS le laisse songeur.

La mini-lévee de boucliers à laquelle le Québec assiste contre l'éducation sexuelle à l'école n'a pas sa raison d'être, estime le professeur. Ni sur le territoire de la Commission scolaire d'Aylmer ni ailleurs. Il est surpris de ce que des parents puissent s'opposer à une éducation sexuelle fondée sur des valeurs suggérées par l'école québécoise : l'amour, le respect de soi, le respect des autres, la liberté et la justice. Des valeurs de base en humanisme.

Tel qu'il a été pensé et conçu, affirme-t-il, le programme d'éducation sexuelle n'est pas aux antipodes de l'enseignement religieux catholique.

Bien au contraire. « L'essentiel du message chrétien est un message de tendresse, de délicatesse, de disponibilité, d'amour, de partage et de respect. Toutes choses qu'on retrouve dans l'éducation sexuelle. »

Les deux programmes d'éducation sexuelle, celui du primaire et celui du secondaire, ont tous deux reçu l'aval du Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation en 1985. Mais, plusieurs courants sont à l'œuvre au sein de l'Église qui ne partagent pas tous l'opinion du comité consultatif.

Ainsi, l'Association des parents catholiques du Québec récuse-t-elle à l'école le droit de dispenser cet enseignement de façon obligatoire. Sa présidente, Jocelyne St-Cyr, ne croit pas qu'il faille susciter « ce genre de questionnement » chez les enfants du primaire. Pour le secondaire, elle reproche au programme d'être trop technique. On n'y parlerait pas assez « d'amour avec un grand A et d'engagement ». On y ferait également trop peu de cas du projet éducatif chrétien. « Qu'en secondaire I, on puisse dire aux élèves qu'il existe trois formes de sexualité, l'homosexualité, la bisexualité et l'hétérosexualité, ne correspond pas du tout à nos croyances. »

L'Association des parents catho-

liques, qui « fait la promotion de valeurs chrétiennes dans les différents milieux de vie de l'enfant » depuis 25 ans, dit rejoindre 65 000 parents québécois. Elle entend défendre leur droit, présument reconnu par la Charte québécoise des droits et libertés, de soustraire leurs enfants de ces cours. Plusieurs parents, tient-elle à faire savoir, étudient même la possibilité d'amener cette question devant les tribunaux si le gouvernement devait faire preuve d'inflexibilité.

Gilles Deslauriers qui enseigne FPS et sciences religieuses à des élèves du secondaire III et IV à l'école Jacques-Rousseau de la Commission scolaire régionale de Chambly, se souvient que des parents l'ont déjà accusé de non conformité à la pensée officielle de l'Église catholique. Dans un élan de colère, l'un de ces parents le menaçait même d'envoyer une lettre à l'Évêque, relate-t-il. L'affaire n'alla pas plus loin.

Pour lui, le besoin d'éducation sexuelle à l'école ne fait pas de doute. Les jeunes sont confrontés de plus en plus tôt à des responsabilités d'adultes, dit-il, en prenant pour exemple les « enfants à clé ». « Pour se prouver qu'ils sont capables d'en prendre, ils vivent leur première relation sexuelle très jeune. Et, il ne faut pas penser que tous les parents peuvent prendre le temps de s'asseoir à la maison pour parler de ça avec eux. »

L'éducation sexuelle à l'école aurait selon lui le mérite de remettre « les vraies valeurs » à l'avant-plan. Vaut-il mieux les laisser se confronter seuls à des propositions de valeurs négatives comme la pornographie, demande Gilles Deslauriers ? L'école doit venir recontextualiser ce qu'ils apprennent par les copains et la télé. Leur refuser une information de qualité, dit-il, c'est faire fi des

réalités qu'ils vivent.

N'ayant nulle intention de jeter la pierre aux parents mécontents, les deux enseignants se demandent si l'opposition de certains ne résulterait pas d'une méconnaissance du programme. Aussi, Robert Carmel se-rait-il plutôt porté à blâmer le ministère de l'Éducation qui, dans cette affaire, n'aurait jamais empoigné le taureau par les cornes.

La sexualité, rappelle-t-il, est entrée à l'école par une porte dérobée. FPS a été conçue uniquement pour pouvoir y glisser la sexualité incongnito. « On a eu peur des électeurs qui parlent le plus fort. » Résultat : au primaire, le nombre d'heures dévolues à FPS n'est nulle part stipulé. Au secondaire, c'est 25 périodes par année. Divisées en cinq volets (con-sommation, vie en société, santé, relations interpersonnelles et sexualité), il ne reste plus, dans le meilleur des cas, que cinq heures pour la sexualité. Pas davantage.

Selon lui, le véritable problème de l'éducation sexuelle à l'école n'est pas que l'on en dise trop mais bien plutôt que l'on fasse parfois silence sur toutes ces questions. « Pour ne pas faire de vagues, des écoles et des commissions scolaires réduisent l'éducation à la sexualité à sa plus simple expression par toutes sortes de moyens. » C'est d'autant plus facile, poursuit-il, qu'il n'existe pas d'évaluation véritable, ni au niveau du ministère ni à celui de la commission scolaire. « Des profs peuvent escamoter ce volet en douce sans qu'il n'y paraisse. »

Gilles Deslauriers, qui est également président de l'Association des intervenants en formation personnelle et sociale, partage les préoccupations de son collègue enseignant. Son association a l'intention d'inviter le ministre de l'Éducation à déterminer officiellement un temps

pour FPS, c'est-à-dire un temps qui soit partout respecté. « L'objectif est que l'on réserve effectivement 25 heures par année à FPS, dont six ou sept heures à la sexualité. »

Robert Carmel se désole de voir que l'on offre souvent le cours de FPS à des professeurs qui les acceptent comme « une queue de tâche ». Des profs qui, parce qu'ils seront gênés de parler des changements anatomiques et physiologiques accompagnant la puberté ou de masturbation, consacreront plus de temps à l'Office de protection du consommateur qu'à la sexualité.

Mais, il n'y a pas que des profs qui soient en cause. Toutes les commissions scolaires n'ont pas envie de s'engager à fond dans ce programme. « C'est ce qui arrive à Montréal où l'on craint certains parents. » Avec comme résultat que l'on en arrive à une situation pour le moins paradoxale : là où les besoins d'information sont les plus grands — on ne compte plus le nombre de grossesses indésirées —, on « louvoie ».

Selon des statistiques présentées le 3 avril dernier par le commissaire du Mouvement pour une école moderne et ouverte, Robert Cadotte, qui souhaitait plus d'heures d'éducation sexuelle et l'installation de distributeurs de condoms dans les écoles secondaires de la CECM, une étudiante sur quatre du cinquième secondaire serait porteuse du chlamydia. Lors de l'enquête menée par plusieurs départements de santé communautaire de Montréal, 18 % d'entre elles seulement auraient affirmé « faire usage du condom en tout temps ». La proposition du commissaire MÉMO fut renvoyée pour étude ultérieure.

Sur toutes ces questions, François Ouimet, le tout nouveau président de la CECM s'attend à ce que les commissions du Regroupement scolaire confessionnel fassent à l'avenir preuve de « plus d'ouverture ». Il ne

veut pas en dire plus pour l'instant.

Le but de l'éducation sexuelle à l'école est de fournir aux jeunes la possibilité de connaître et comprendre les dimensions de leur sexualité et de les intégrer positivement à leur personnalité. Mais, que retiendront les étudiants du secondaire au terme de la vingtaine d'heures d'éducation sexuelle qu'ils auront reçues ? Ils retiendront que la sexualité, c'est l'un pour autant que des valeurs la sous-tendent. Que le respect est peut-être la première d'entre elles. Ce qui leur permettra d'être responsables, autonomes et authentiques. »

Il n'en demeure pas moins que des parents seront choqués du fait que l'école puisse montrer comment enfiler un condom. Peut-être, acquiesce Gilles Deslauriers, mais n'est-il pas important de prendre le temps de bien informer sur les différentes méthodes contraceptives et sur la seule pouvant empêcher la propagation de MTS ?

Pour Robert Carmel et Gilles Deslauriers, il n'existe aucune incompatibilité fondamentale entre un enseignement religieux ouvert et une éducation sexuelle soucieuse des besoins des jeunes. Les difficultés surgissant ça et là seraient selon eux davantage le fait de personnes comprenant plus ou moins bien les préoccupations des jeunes et les problèmes auxquels ils sont confrontés. Plusieurs professeurs de FPS le savent, constatent-ils, puisqu'ils remplissent bien souvent le rôle de confident que les parents ont abandonné faute de temps ou d'intérêt.

L'opposition des uns ne doit toutefois pas masquer le fait que la très grande majorité des parents trouvent excellent que l'école se charge d'enseigner ce dont ils n'ont pas envie de parler avec leur chaste progéniture. Il n'y a pas que des profs qui puissent être intimidés par certains sujets...



L'École Selwyn House

fondée en 1908

L'école Selwyn House est une institution privée anglophone qui accueille 530 garçons de la 1^{re} à la 11^e année. Elle est réputée pour son excellent programme académique. De plus, elle possède :

- excellent ratio maître-élèves
- centre informatique
- laboratoires scientifiques modernes
- programmes d'arts et de musique
- deux gymnases
- gamme complète d'activités sportives et parascolaires
- programme de français comme langue maternelle et comme langue seconde

Les demandes d'admission pour septembre 1992 peuvent être envoyées dès maintenant.

EXAMENS D'ADMISSION

1^{re} — 4^e année : sur rendez-vous janvier/février 1992
5^e — 10^e année : des examens auront lieu à l'école le samedi 23 novembre 1991

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au :

Directeur des admissions
L'École Selwyn House

95 Chemin Côte St. Antoine, Westmount, QC H3Y 2H8
(514) 931-9481

Permis Nos: 749789 & 749624



Association des
biologistes
du Québec

1208, rue Beauclen Est
bureau 102
Montréal (Québec)
H2S 1T7

la biologie
au service de la
qualité de vie,
garante de l'avenir

(514) 279-7115

U

N
CHOIX
ÉCLAIRÉ...

La Société GRICS vous propose des solutions informatiques pour toutes les facettes de la gestion scolaire.

Ouvrant dans le secteur de l'informatique depuis près de vingt-cinq ans, la Société GRICS est une entreprise reconnue pour la qualité de ses produits dans les secteurs suivants :

- gestion pédagogique
- secrétariat général
- gestion administrative
- enseignement
- ressources humaines
- éducation des adultes
- ressources matérielles
- télécommunication



Pour mieux connaître toute la gamme de nos produits, n'hésitez pas à contacter un représentant-conseil, au Service à la clientèle (514) 251-3730.

UN PENSIONNAT ANGLOPHONE POUR VOTRE ENFANT?

Stanstead College

PENSIONNAT PRIVÉ ANGLOPHONE MIXTE
PREMIÈRE À CINQUIÈME SECONDAIRE ET UNE 12^e ANNÉE

- Nous offrons un programme traditionnel pré-universitaire. De petits groupes permettent aux professeurs de donner une attention particulière à chaque élève. Ce bain linguistique en anglais permettra à votre enfant d'accélérer son apprentissage de la langue anglaise.
- Notre programme d'anglais langue seconde et d'anglais langue maternelle répond aux besoins de tous nos élèves débutants ou avancés en anglais. L'objectif est de permettre aux élèves de s'intégrer rapidement aux cours.
- Le Français langue maternelle est offert aux cinq niveaux du secondaire et en 12^e année. Tous les élèves suivent des cours de français. En Français langue seconde, des cours sont offerts à plusieurs niveaux de compétence.
- Tous les élèves participent à un programme intensif d'activités sportives. Des sports individuels et d'équipes sont offerts à chaque saison. Des activités telles que l'art dramatique, l'improvisation, le club d'informatique, l'équitation, la natation sont offertes aux élèves qui s'y intéressent.
- Le Collège est situé à 150 km à l'est de Montréal dans le cadre enchanteur des cantons de l'est près de la frontière américaine.

Stanstead College est une école secondaire indépendante, sans subvention du gouvernement. Par conséquent, les élèves francophones n'ont pas besoin d'un certificat d'admissibilité.

Nous acceptons actuellement
des demandes pour l'année scolaire 91-92

Pour recevoir de plus amples renseignements,
veuillez communiquer avec:
le Directeur des Admissions, Stanstead College
Stanstead, Québec, Canada J0B 3E0
Tél: (819) 876-2223



Guérin

ARTS et CULTURES AUTOCHTONES

Lorraine Létourneau

Arts plastiques 3^e secondaire

- manuel
ISBN-2-7601-2271-9 214 p.
- cahier
ISBN-2-7601-2273-5 122 p.
- corrigé du cahier
ISBN-2-7601-2274-3 122 p.
- guide
ISBN-2-7601-2272-7 278 p.

APPROUVÉ PAR LE M.E.Q.

GUÉRIN, éditeur ltée
4501, rue Drolot Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923



ASSOCIATION FRANCOPHONE
INTERNATIONALE DES DIRECTEURS
D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES
500 est, boul. Crémazie,
Montréal, Québec, Canada
H2P 1E7

Le prochain colloque international de l'AFIDES

aura lieu à Montpellier (France)
les 28, 29, 30 et 31 octobre 1991

sous le thème:

“LE DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE,
LES JEUNES ET LEUR ENVIRONNEMENT”.

Pour inscription: 1-514-383-7335

M.E.Q.
APPROUVÉ PAR LE

GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC ET DU CANADA

Gaston Joyal, Gaston Giroux

3^e secondaire

- Manuel de l'élève
2-7608-45576 (592 p.)
- Cahier d'activités
2-7608-45591 (240 p.)
- Cahier d'activités - corrigé
2-7608-45605 (234 p.)
- Guide pédagogique incluant
le Cahier de cartes muettes
2-7608-4558-3 (480 p.)

secondaire

LIDEC inc.
4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville
Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991
Télécopieur: (514) 843-5252